

Art. 3. Overdracht van ordonnanceringsbevoegdheid

De inrichtingshoofden kunnen de ordonnanceringsbevoegdheid vermeld in de artikelen 1 en 2 overdragen aan gesubdelegeerde ordonnannateurs.

Art. 4. Inwerkingtreding.

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Eupen, 20 mei 2016.

H. MOLLERS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2016/203537]

23 JUIN 2016. — Décret modifiant le Code de l'Environnement, le Code de l'Eau et divers décrets en matière de déchets et de permis d'environnement (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Modifications apportées au Livre I^{er} du Code de l'Environnement

Article 1^{er}. Dans l'article D.3 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, le 3^o est complété par les mots « , à un coût socialement et économiquement acceptable. »

Art. 2. Dans le même Livre, l'article D.4 est inséré et rédigé comme suit :

« Art. D.4. Les politiques publiques soutiennent la croissance durable au travers du développement et du déploiement d'une économie circulaire et de la fonctionnalité. »

Art. 3. L'article D.29-1, § 2, du même Livre, modifié par le décret du 5 février 2015, est complété par le 7^o rédigé comme suit :

« 7^o les programmes de prévention des déchets prévus à l'article 24 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets. »

Art. 4. L'article D.63, alinéa 2, du même Livre, modifié par le décret du 11 novembre 2006, est complété par un 9^o rédigé comme suit :

« 9^o lorsque la ou les personnes chargées de l'étude d'incidences sur l'environnement ont fait l'objet d'une décision définitive de récusation en application de l'article D.70, alinéa 2. »

Art. 5. A l'article D.69 du même Livre, modifié par le décret du 11 novembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

« 1^o l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« L'auteur du projet choisit une ou plusieurs personnes agréées en vertu de l'article D.70 pour réaliser l'étude et notifie immédiatement son choix aux personnes et instances désignées par le Gouvernement. Ces personnes et instances désignées vérifient si la ou les personnes agréées choisies disposent de l'agrément requis compte tenu de la nature du projet »;

2^o l'article est complété par les alinéas 4 à 6 rédigés comme suit :

« Le Gouvernement détermine la procédure et les modalités relatives à la notification du choix de la personne ou des personnes agréées en vertu de l'article D.70.

En cas d'association momentanée de personnes agréées, celle-ci précisera la personne qui est en charge de la coordination de l'étude.

Le Gouvernement détermine les cas où, pour la réalisation d'une étude, une personne agréée peut être récusée. Il arrête la procédure et les modalités de la récusation. »

Art. 6. A l'article D.70 du même Livre, modifié par le décret du 31 mai 2007, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 7. L'annexe I^{re} de la partie décrétable du même Livre, insérée par le décret du 22 novembre 2007 et modifiée par le décret du 10 juillet 2013, est modifiée comme suit :

1^o au point 2, les mots « le transport, » sont insérés entre « le ramassage, » et « la valorisation »;

2^o un point 13 est inséré et rédigé comme suit :

« 13. Toute dissémination volontaire dans l'environnement ou tout transport d'organismes génétiquement modifiés au sens de la réglementation relative à la dissémination volontaire dans l'environnement d'organismes génétiquement modifiés ou de produits en contenant. »

CHAPITRE II. — Modifications apportées au Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau

Art. 8. A l'article D.2 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, modifié en dernier lieu par le décret du 12 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1^o un point 1^o*bis* est inséré et rédigé comme suit :

« 1^o*bis* "propriétaire" :

- toute personne titulaire d'un droit de propriété, d'usufruit, de nue-propriété, d'usage, d'habitation, de superficie, d'emphytéose sur un immeuble raccordé à la distribution publique;

- toute personne titulaire d'un contrat d'achat d'eau en vue de sa consommation sans passer par un réseau public de distribution d'eau; »;

2^o le 4^o est remplacé par ce qui suit :

« 4^o "assainissement collectif" : ensemble des opérations de collecte des eaux usées, d'épuration publique et de travaux d'égouttage visés à l'article D.217, alinéa 2, y compris le démergement en zone d'affaisements miniers en ce qu'il constitue une action indispensable aux performances de l'assainissement collectif; »;

3^o un 4^o*bis* est inséré et rédigé comme suit :

« 4^o*bis* "assainissement autonome" : assainissement des eaux usées domestiques d'une habitation ou d'un ensemble d'habitations ne nécessitant pas d'opération de collecte et d'épuration publiques des eaux usées; »;

4^o un point 15^o*bis* est inséré et rédigé comme suit :

« 15^o*bis* "consommateur" : toute personne qui jouit de l'eau mise à disposition par un fournisseur; »;

5° le 16° est remplacé par ce qui suit :

« 16° "contrat de service d'assainissement" : convention conclue entre un producteur d'eau potabilisable et la Société publique de gestion de l'eau, au terme de laquelle le producteur d'eau loue les services de la Société pour réaliser, selon une planification déterminée, l'assainissement collectif et la gestion publique de l'assainissement autonome d'un volume d'eau correspondant au volume d'eau produit destiné à être distribué en Région wallonne par la distribution publique; »;

6° au 39°, les mots « issues de la vidange de fosses septiques ou de systèmes analogues et » sont abrogés;

7° au 41°, les mots « issues de la vidange de fosses septiques ou de systèmes analogues et » sont abrogés;

8° le 54° est remplacé par ce qui suit :

« 54° "gadoues" : le produit de la vidange d'une fosse septique ou d'un système d'épuration individuelle; »;

9° un point 54ter est inséré et rédigé comme suit :

« 54ter "installation privée de distribution" : les canalisations, accessoires et appareillages installés en aval du compteur, joint de sortie inclus; »;

10° un point 65°bis est inséré et rédigé comme suit :

« 65°bis "point de jonction" : la frontière entre le réseau de distribution et l'installation privée de distribution qui se trouve immédiatement en aval du compteur, joint de sortie exclu. En l'absence de compteur, ce point de jonction est défini par convention entre le propriétaire et le fournisseur. En l'absence de convention, ce point est défini à la limite du domaine privé; »;

11° un 96° est inséré et rédigé comme suit :

« 96° "gestion publique de l'assainissement autonome" : ensemble d'actes de sensibilisation, administratifs et financiers confiés aux pouvoirs publics en vue d'assurer la mise en œuvre et le bon fonctionnement de l'assainissement autonome par le propriétaire ou l'occupant de l'habitation et de permettre un niveau de protection de l'environnement équivalent à l'assainissement collectif. ».

Art. 9. L'article D.23, § 3, alinéa 1^{er}, du même Livre, modifié par le décret du 13 octobre 2011, est complété par le 17° rédigé comme suit :

« 17° les mesures du schéma régional des ressources en eau, en particulier pour sécuriser l'alimentation en eau de la Wallonie par la valorisation des ressources et infrastructures disponibles et pour rationaliser les prises d'eau. »

Art. 10. Dans l'article D.28, § 7, alinéa 1^{er}, du même Livre, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « par extraits » sont insérés entre les mots « sont publiés » et les mots « au *Moniteur belge* »;

2° l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante : « La publication par extrait mentionne l'adresse du site Internet ainsi que le lieu où les documents peuvent être consultés sur support papier. ».

Art. 11. A l'article D.161 du même Livre, modifié par le décret du 7 novembre 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1°, les mots « ou non » sont insérés entre les mots « des déchets solides qui ont été préalablement soumis » et les mots « à un broyage mécanique »;

2° au 2°, les mots « dans les égouts publics, les collecteurs, les eaux de surface et les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales; »;

3° l'article est complété par un 3°, 4° et 5° rédigés comme suit :

« 3° de déverser dans les égouts et les collecteurs des eaux usées contenant des fibres textiles, des huiles minérales, des produits inflammables ou explosifs, des solvants volatils, des gaz dissous inflammables ou explosifs ou des produits susceptibles de provoquer le dégagement de tels gaz ou d'émanations qui dégradent le milieu et, de manière générale, des substances susceptibles de provoquer :

a) un danger pour le personnel d'entretien des égouts et des installations d'épuration;

b) une détérioration ou obstruction des canalisations;

c) une entrave au bon fonctionnement des installations de pompage et d'épuration;

d) une pollution grave du milieu récepteur dans laquelle l'égout public se déverse;

e) une entrave à la valorisation des boues générées par le processus d'épuration des eaux usées;

4° de déverser dans les égouts et les collecteurs des eaux :

a) dont le pH est supérieur à 9,5 ou inférieur à 6;

b) dont la température est supérieure à 45°C;

c) dont la teneur en matière en suspension est supérieure à 1 g/l;

d) dont les matières en suspension ont une dimension supérieure à 1 cm; ces matières ne peuvent, de par leur structure, nuire au fonctionnement des stations de pompage et d'épuration;

e) dont la teneur en matières extractibles à l'éther de pétrole est supérieure à 0,5 g/l;

5° sauf permis d'environnement octroyé sur la base d'une évaluation concertée avec l'organisme d'assainissement agréé, de déverser dans les égouts et les collecteurs :

a) des eaux de refroidissement;

b) des eaux d'exhaure;

c) des eaux exploitées en vue de la production de chaleur, de froid ou d'électricité. ».

Art. 12. Dans la Partie II, Titre VII, Chapitre II, section 3, sous-section 2, du même Livre, il est inséré un article D.174bis rédigé comme suit :

« Art. D.174bis. A l'intérieur d'une zone de prévention arrêtée, pour une prise d'eau dont le titulaire est un distributeur, toute nouvelle prise d'eau est interdite sauf permis d'environnement octroyé ou un arrêté pris en vertu de l'article 4 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement sur la base d'une évaluation, concertée avec le distributeur titulaire de la prise d'eau concernée par l'arrêté de délimitation, de l'opportunité de la nouvelle prise d'eau en regard des alternatives possibles qui ne représentent pas de risque supplémentaire. ».

Art. 13. L'article D.181 du même Livre est abrogé.

Art. 14. Dans l'article D.182, § 3, du même Livre, le mot « l'abonné » est remplacé par le mot « le propriétaire ».

Art. 15. Dans l'article D.193, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Livre, le mot « abonnés » est remplacé par le mot « propriétaires ».

Art. 16. L'article D.194 du même Livre est abrogé.

Art. 17. L'article D.195 du même Livre, modifié par le décret du 7 novembre 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.195. § 1^{er}. Toute personne titulaire d'un droit réel sur un immeuble a droit, à sa demande et à sa charge, à ce que cet immeuble soit raccordé au réseau public de distribution de l'eau.

L'extension ou le renforcement du réseau public de distribution éventuellement nécessaires pour que l'immeuble soit raccordé est intégralement à charge du demandeur.

§ 2. Lorsqu'il s'agit d'une demande de raccordement d'un nouveau bâtiment destiné principalement à un logement individuel au sens de l'article 1^{er} du Code wallon du Logement et qui nécessite une extension ou un renforcement du réseau public de distribution, le demandeur bénéficie d'une prime accordée par le distributeur dont le montant et les modalités de calcul et de paiement sont arrêtées par le Gouvernement.

§ 3. Lorsqu'il s'agit d'une demande de raccordement d'un immeuble couvert par un permis d'urbanisation non périmé ou par un permis d'urbanisme de constructions groupées non périmé, la demande n'est pas prise en compte tant que l'équipement ou le renforcement en distribution d'eau n'a pas été réalisé.

L'équipement ou le renforcement en distribution d'eau d'immeubles couverts par un permis d'urbanisation non périmé ou par un permis d'urbanisme de constructions groupées non périmé, en ce compris le renforcement éventuellement nécessaire du réseau existant, sont effectués intégralement à charge du titulaire du permis. ».

Art. 18. Dans la Partie III, Titre I^{er}, Chapitre I^{er}, section 2, sous-section 2 du même Livre, il est inséré un article D.195bis rédigé comme suit :

« Art. D.195bis. § 1^{er}. Sauf accord du distributeur, l'extension du réseau public de distribution d'eau nécessaire au raccordement ou à l'équipement en eau d'un immeuble ne peut pas être posée dans une voirie privée.

Le distributeur conditionne cette dérogation à la cession à titre gratuit par le demandeur des droits réels nécessaires à la pose de l'extension, sa surveillance, son entretien et son remplacement, en ce compris le droit d'accéder à tout moment sans entrave à la voirie et au sous-sol contenant les canalisations, appareils, chambres et installations relevant du réseau public de distribution.

§ 2. Le bénéfice de l'article D.195, § 2, est exclu pour la partie de l'extension ou du renforcement qui est posée dans ou le long d'une voirie privée. ».

Art. 19. Dans la Partie III, Titre I^{er}, Chapitre I^{er}, section 2, sous-section 2 du même Livre, il est inséré un article D.195ter rédigé comme suit :

« Art. D.195ter. L'extension du réseau public de distribution d'eau nécessaire au raccordement ou à l'équipement en eau d'un immeuble commence à la jonction avec le réseau existant et se termine, dans la voirie ou le long de celle-ci, à hauteur de la limite séparative entre la parcelle dont le raccordement ou l'équipement en eau est demandé et la parcelle contigüe. Toutefois, lorsque, soit la configuration particulière des lieux le justifie, soit la parcelle contigüe n'est pas urbanisable au regard de son statut urbanistique en vigueur au moment de la demande, le distributeur détermine l'extrémité de l'extension à une distance maximale de six mètres au-delà du point de branchement du dernier raccordement à poser sur cette extension. ».

Art. 20. Dans l'article D.196 du même Livre, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « l'abonné » sont remplacés par les mots « le propriétaire »;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les mots « l'abonné » sont remplacés par les mots « le propriétaire »;

3° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « l'abonné » sont remplacés par les mots « le propriétaire »;

4° au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « l'abonné » sont remplacés par les mots « le propriétaire ».

Art. 21. L'article D.197 du même Livre, modifié par le décret du 7 novembre 2007, est remplacé comme suit :

« Art. D.197. Chaque raccordement est muni d'au moins un compteur.

Dans le cas d'un nouveau raccordement, un compteur est placé afin de comptabiliser de manière individualisée la consommation de chaque logement, activité commerciale ou bâtiment. Si le raccordement est équipé de plus d'un compteur, un compteur supplémentaire est placé pour l'enregistrement des consommations communes.

Dans le cas d'une modification d'un raccordement existant, l'adaptation du nombre de compteurs est à charge du demandeur. Le branchement des installations intérieures à chaque compteur est à charge du ou des propriétaires.

Le Gouvernement détermine les conditions d'implantation du raccordement qui s'imposent au distributeur ainsi que les dispositions d'ordre technique assurant les normes de protection des installations. Il peut également déterminer les conditions de réalisation et d'utilisation des installations intérieures privées des usagers et des propriétaires. ».

Art. 22. Dans l'article D.198 du même Livre, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « L'abonné » sont remplacés par les mots « Le propriétaire »;

2° à l'alinéa 3, les mots « l'abonné » sont remplacés par les mots « le propriétaire ».

Art. 23. Dans l'article D.199, alinéa 1^{er}, du même Livre, les mots « d'abonné » sont remplacés par les mots « de propriétaire ».

Art. 24. A l'article D.203, alinéa 3, du même Livre, les mots « , par lettre circulaire ou adresse publique » sont abrogés.

Art. 25. L'article D.204 du même Livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.204. Le Gouvernement détermine les dispositions techniques relatives au placement des raccordements, aux conditions de réalisation et d'utilisation des installations intérieures privées ainsi qu'à la protection des installations du distributeur.

Le Gouvernement peut déterminer les modalités de relevé d'index, d'estimation forfaitaire des consommations, de contrôle du compteur, de redressement des comptes de l'utilisateur, d'indemnisation du distributeur pour les coûts de ses prestations effectuées à la demande ou par la faute de l'utilisateur ou du propriétaire ainsi que d'indemnisation du distributeur à la suite d'infractions commises par l'utilisateur ou le propriétaire. ».

Art. 26. Dans l'article D.206 du même Livre, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « l'abonné » sont remplacés par les mots « le propriétaire »;

2° à l'alinéa 2, le mot « abonnés » est remplacé par le mot « propriétaires ».

Art. 27. A l'article D.207 du même Livre, les mots « visant le relevé des consommations et la vérification des installations et du compteur » sont remplacés par les mots « relative aux installations du distributeur ».

Art. 28. L'article D.208 du même Livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.208. Les volumes consommés sont enregistrés au moyen du compteur placé par le distributeur. Le moment et la périodicité du relevé des volumes consommés sont déterminés par le distributeur. Ce relevé a lieu au minimum une fois par an. L'utilisateur permet au distributeur d'accéder aux installations dans les conditions prévues à l'article D.207 du présent Code. ».

Art. 29. L'article D.216 du même Livre est remplacé par ce qui suit :

« D.216. Le Gouvernement charge, par contrat de gestion, la S.P.G.E. de l'exécution des plans de gestion des bassins hydrographiques wallons en ce qu'il concerne l'assainissement collectif et autonome des eaux usées selon les priorités fixées dans les plans de gestion concernés. ».

Art. 30. Dans l'article D.222 du même Livre, inséré par le décret du 7 novembre 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé comme suit :

« § 1^{er}. Le Gouvernement peut prescrire des règles d'entretien des systèmes d'épuration individuelle, de vidange et d'élimination des gadoues de fosses septiques et des systèmes d'épuration individuelle. Il peut notamment obliger à remettre les gadoues à des vidangeurs agréés conformément aux règles qu'il détermine. »;

2° le paragraphe 4 est remplacé comme suit :

« § 4. Le traitement des gadoues est assuré par l'organisme d'assainissement agréé dans le cadre de son contrat de service d'épuration et de collecte si les gadoues résultent exclusivement du traitement d'eaux usées domestiques produites en Région wallonne. Le traitement de gadoues issues du traitement d'eaux usées domestiques produites hors Région wallonne par l'organisme d'assainissement agréé est un service payant. ».

Art. 31. Dans la Partie III, Titre 1^{er}, Chapitre III du même Livre, une section 3 comportant les articles D.222/1, D.222/2, D.222/3 et D.222/4 est insérée et rédigée comme suit :

Section 3. — Dispositions relatives à la gestion publique de l'assainissement autonome

Sous-section 1^{ère}. — Missions

Art. D.222/1. La mission de service public relative à la gestion publique de l'assainissement autonome est confiée à la S.P.G.E. sur le territoire défini en fonction des contrats de services conclus avec les producteurs d'eau potabilisable. Elle consiste à assurer une gestion coordonnée et unifiée de l'assainissement des eaux usées domestiques, dans le respect des notions de mutualisation des coûts et de répercussion équitable sur les consommateurs d'eau des coûts de l'assainissement et à informer le citoyen, avec les communes et la Région, de ses obligations en vertu du Règlement général d'assainissement prévu à l'article D.218.

Cette mission comprend la coordination et l'intervention financière, selon les conditions définies par le Gouvernement, pour :

1° l'octroi de prime ou de prêt à bonification d'intérêts, en vue de l'installation ou la réhabilitation de systèmes d'épuration individuelle;

2° le contrôle au fonctionnement des systèmes d'épuration individuelle;

3° la prise en charge financière et le suivi de la vidange et la gestion des boues des systèmes d'épuration individuelle acceptées dans les stations d'épuration;

4° la participation financière à l'entretien des systèmes d'épuration individuelle fixée par le Gouvernement sur base forfaitaire et prévoyant une indexation.

Le Gouvernement peut fixer les modalités liées à la liquidation de la prime selon le mode du tiers-payant.

Le Gouvernement est autorisé à accorder, pour les prêts octroyés par ou via la S.P.G.E. pour la mise en œuvre progressive de l'assainissement autonome, une bonification pour ramener le taux d'intérêt de ces prêts à zéro pour cent.

Le Gouvernement peut déterminer les règles d'octroi de ces prêts avec bonification et préciser cette mission par le contrat de gestion avec la S.P.G.E.

La mission spécifique de contrôle au fonctionnement s'effectue sans préjudice des compétences de contrôles de la Région, de la commune ou des agents désignés selon le livre I^{er} du Code de l'Environnement. La personne chargée du contrôle dispose de l'accès au système d'épuration individuelle et à ses annexes.

Sous-section 2 - Obligations particulières

Art. D.222/2. § 1^{er}. Le système d'épuration individuelle est conçu, réalisé, réhabilité et entretenu pour le flux d'eaux usées à traiter.

§ 2. Le propriétaire est chargé du bon entretien et du fonctionnement du système d'épuration individuelle.

§ 3. Le Gouvernement peut réglementer le suivi des systèmes d'épuration individuelle. Il peut notamment rendre obligatoire leur entretien, obliger à remettre les gadoues à des vidangeurs agréés conformément aux règles reprises à l'article D.222 et prévoir des contrôles au fonctionnement des systèmes d'épuration individuelle.

§ 4. Les données relatives aux personnes physiques ou morales de droit public ou de droit privé qui sont équipées d'un système d'épuration individuelle sont communiquées par l'Administration à la S.P.G.E. en vue de lui permettre d'assurer sa mission de gestion publique de l'assainissement autonome conformément aux articles D.2, D.222/1. Les informations transmises comprennent :

1° le nom et l'adresse du redevable;

2° la référence cadastrale sur laquelle le système d'épuration individuelle a été installé;

3° la date à laquelle l'exemption au paiement du CVA a été octroyée;

4° le montant des primes qui ont été, le cas échéant, octroyées;

5° la taille du système installé;

6° les résultats des contrôles qui ont été réalisés;

7° les informations techniques liées aux systèmes d'épuration individuelle mis en place;

8° copie des déclarations et permis d'environnement relatifs au système d'épuration individuelle installé.

Sous-section 3 - Organisation

Art. D.222/3. La S.P.G.E. coordonne et finance la gestion publique de l'assainissement autonome.

Cette mission est exercée avec le concours des organismes d'assainissement agréés en vertu des articles D.343 à D.345.

Ainsi, les organismes d'assainissement agréés assurent notamment :

- 1° la remise d'avis techniques;
- 2° la sensibilisation auprès des différents publics cibles;
- 3° le suivi des vidanges et de la gestion des gadoues en fonction des capacités des stations d'épuration;
- 4° le contrôle au fonctionnement des systèmes d'épuration individuelle.

Sous-section 4 - Evaluation et contrôle

Art. D.222/4. Le contrat de gestion fixe les modalités d'évaluation et de contrôle de la mission de gestion publique de l'assainissement autonome par le Gouvernement. ».

Art. 32. Dans la Partie III, Titre 1^{er}, Chapitre IV du même Livre, il est inséré un article D.227bis rédigé comme suit :

« Art. D.227bis. Dans la portion de son tracé en domaine privé, aucune construction en élévation ou enterrée, ni plantation arbustive ne peut être établie au-dessus du raccordement, sur la surface s'étendant de part et d'autre de l'axe de la canalisation jusqu'à une distance d'un mètre cinquante centimètres à partir de cet axe. ».

Art. 33. L'article D.228, alinéa 6, du même Livre, modifié en dernier lieu par le décret du 22 juillet 2010, est remplacé comme suit :

« Le tarif appliqué peut s'écarter de la structure tarifaire ci-avant pour les volumes de consommations annuels situés au-delà de 25.000 m³ par réduction du coefficient appliqué au CVD. ».

Art. 34. L'article D.229 du même Livre, remplacé par le décret du 12 décembre 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.229. Le C.V.A. n'est pas appliqué, dans le cadre de la tarification prévue à l'article D.228, dans les cas suivants :

1° sur les volumes d'eau distribués aux usagers qui sont soumis à la taxe sur le déversement d'eaux usées industrielles;

2° sur les volumes d'eau consommés par les exploitations agricoles soumises à la taxe sur les charges environnementales, à l'exception du volume égal à la consommation présumée du ménage, soit 90 mètres cubes.

Lorsque l'utilisateur visé au 1° est redevable de la taxe sur le déversement d'eaux usées industrielles, le C.V.A est remplacé par une taxe sur le déversement des eaux usées domestiques selon les modalités prévues à l'article D.268. ».

Art. 35. Dans la sous-section 2, de la section 1^{ère}, du Chapitre I^{er}, du Titre II, du même Livre, un article D.231bis est inséré et rédigé comme suit :

« Art. D.231bis. Lorsque l'utilisateur contribue au coût d'assainissement industriel prévu par l'article D.260, le C.V.A. est facturé directement par la Société publique de gestion de l'eau. ».

Art. 36. A l'article D.232 du même Livre, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « , sur la base des acomptes et factures prévus à l'article D.230, » sont abrogés;

2° à l'alinéa 4, le mot « uniquement » est abrogé, et le mot « exclusivement » est inséré entre les mots « non affecté » et les mots « à l'habitation ».

Art. 37. L'article D.233 du même Livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.233. § 1^{er}. L'utilisateur est débiteur envers le distributeur de toutes sommes dues à celui-ci en raison de la distribution publique de l'eau, à l'exception des frais ou indemnités dont le propriétaire est expressément redevable.

§ 2. Lorsque l'immeuble raccordé est composé de logements, activités commerciales ou bâtiments et que le raccordement n'est pas muni de plusieurs compteurs permettant d'en comptabiliser les consommations individualisées respectives, que les logements, bâtiments ou espaces commerciaux soient ou non occupés par des occupants différents, le propriétaire acquiert la qualité d'utilisateur en ce qui concerne la facturation du service et les droits et obligations corollaires.

§ 3. Lorsque l'utilisateur n'est pas titulaire d'un droit réel sur l'immeuble raccordé, le propriétaire ne peut pas être solidairement et indivisiblement tenu envers le distributeur de toutes sommes impayées par l'utilisateur, pour autant :

1° qu'il apporte la preuve qu'il a avisé le distributeur par écrit au plus tard dans un délai de trente jours calendrier suivant la date du changement d'occupation du bien, de l'identité des usagers entrants et sortants, ainsi que de l'index du compteur à cette date;

2° qu'une forte consommation inhabituelle ne soit pas consécutive à l'état des installations privées.

§ 4. Lorsque plusieurs personnes détiennent des droits réels indivis sur un bien immeuble raccordé, elles sont solidairement et indivisiblement tenues des obligations du propriétaire.

§ 5. Dans le cas d'un immeuble non occupé, le propriétaire acquiert la qualité d'utilisateur et est dès lors redevable vis-à-vis du distributeur des coûts de la redevance et de la consommation enregistrée jusqu'au signalement de l'occupation de l'immeuble par un nouvel usager. ».

Art. 38. A l'article D.233bis, 2°, du même Livre, le mot « public » est remplacé par les mots « collectif et autonome ».

Art. 39. A l'article D.254 du même Livre, les mots « public des eaux usées » sont remplacés par les mots « collectif et autonome ».

Art. 40. A l'article D.255, § 1^{er}, du même Livre, inséré par le décret du 12 décembre 2004, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° d'autre part, soit à :

a) la conclusion d'un contrat de service d'assainissement avec la S.P.G.E. au terme duquel le producteur d'eau loue les services de la S.P.G.E. pour réaliser, selon une planification déterminée, l'assainissement collectif et la gestion publique de l'assainissement autonome d'un volume d'eau correspondant au volume d'eau produit, destiné à être distribué en Région wallonne par la distribution publique;

b) la réalisation des missions visées au point a) par lui-même, correspondant au volume d'eau qu'il produit. ».

Art. 41. A l'article D.256, § 1^{er}, du même Livre, modifié par le décret du 12 décembre 2014, le chiffre « 0,0756 » est remplacé par le chiffre « 0,0378 ».

Art. 42. Dans l'article D.260 du même Livre, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « à partir de la date de signature du contrat » sont remplacés par les mots « et soumise au paiement du coût assainissement industriel au 1^{er} janvier de l'année suivant la date de signature du contrat »;

2° au paragraphe 3, alinéa 2, le 4) est abrogé;

3° au paragraphe 3, un alinéa est inséré entre les alinéas 3 et 4 et est rédigé comme suit :

« L'Administration ou la S.P.G.E. peuvent effectuer ou faire effectuer un relevé de l'effluent industriel afin d'établir ou de confirmer la taxe ou le coût d'assainissement industriel. »;

4° au paragraphe 3, un alinéa est inséré entre les alinéas 4 et 5 et est rédigé comme suit :

« Ils sont habilités à prendre, rechercher ou recueillir tous renseignements propres à assurer l'exacte perception du coût-vérité d'assainissement industriel. Ils peuvent à cette fin se faire assister par un fonctionnaire du Gouvernement wallon visé à l'article 12ter du décret du 6 mai 1999 ou par un agent désigné en vertu de l'article D.140 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement. Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé par le Gouvernement wallon en vertu de l'article D.147 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement ou par le laboratoire de référence de la Région wallonne. L'entreprise assure l'accès à la chambre et aux dispositifs de contrôle du ou des déversements des eaux usées industrielles. Lorsqu'à la suite de campagnes de relevés ou de résultats d'analyses obtenus par la S.P.G.E., l'Administration ou par les fonctionnaires ou agents précités en vue de déterminer les valeurs moyennes, il est tenu compte pour déterminer le coût d'assainissement industriel d'une moyenne des résultats des analyses respectives. Le Gouvernement est habilité à déterminer les modalités d'application de cette moyenne sur base de la pondération des valeurs moyennes des résultats utilisés par la S.P.G.E. et par l'entreprise, de leurs écarts-type et du nombre d'échantillons annuels. ».

Art. 43. A l'article D.262, alinéa 1^{er}, du même Livre, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 3°, le a) est remplacé par ce qui suit :

« a) "N2" est le nombre d'unités de charge polluante lié à la présence de métaux lourds. Les métaux à doser sont des "métaux totaux"; »;

2° au 6°, le b) est remplacé par ce qui suit :

« b) "e" est un coefficient réducteur visant à donner un caractère évolutif à l'introduction de l'écotoxicologie. Le coefficient "e" est égal à 0 jusqu'au 31 décembre 2016.

A partir du 1^{er} janvier 2017, le coefficient est égal à 0,25.

A partir du 1^{er} janvier 2018, le coefficient est égal à 0,50.

A partir du 1^{er} janvier 2019, le coefficient est égal à 1; »;

3° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le seuil de taxation pour le paramètre N5 est atteint si le nombre d'unités de charge polluante lié au degré de toxicité est supérieur ou égal à cinquante kilo-équitos par an. ».

Art. 44. A l'article D.263 du même Livre, un alinéa est inséré entre les alinéas 2 et 3 et est rédigé comme suit :

« Sans préjudice de ce qui précède, l'Administration peut organiser des campagnes de relevés afin de déterminer les valeurs moyennes des paramètres de taxation. A cette fin, elle mandate un laboratoire agréé par le Gouvernement wallon en vertu de l'article D.147 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement ou le laboratoire de référence de la Région wallonne. Le Gouvernement est habilité à déterminer les modalités des mesures de débit et d'échantillonnages à effectuer pour s'assurer de leur bonne représentativité. Le redevable assure l'accès à la chambre et aux dispositifs de contrôle du ou des déversements des eaux usées industrielles. Lorsqu'à la suite de campagnes de relevés ou de résultats d'analyses obtenus par d'autres services du Gouvernement wallon, l'Administration établit la taxation à la suite d'une procédure de rectification de la déclaration du redevable, il est tenu compte d'une moyenne des résultats des analyses respectives. Le Gouvernement est habilité à déterminer les modalités d'application de cette moyenne sur base de la pondération des valeurs moyennes des résultats utilisés par l'Administration et par le redevable, de leurs écart-type et du nombre d'échantillons annuels. ».

Art. 45. A l'article D.268 du même Livre, inséré par le décret du 12 décembre 2014, un paragraphe 4 est inséré et rédigé comme suit :

« § 4. Lorsque les personnes prélevant de l'eau en dehors de la distribution publique contribuent au coût d'assainissement industriel et déversent à la fois des eaux usées industrielles et des eaux usées domestiques, la taxe sur le déversement des eaux usées domestiques visée au paragraphe 3 qui s'applique à la fraction du volume total prélevé qui est déversée sous forme d'eau usée domestique est remplacée par le C.V.A. ».

Art. 46. Dans l'article D.270 du même Livre, inséré par le décret du 12 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « ou du C.V.A. » sont abrogés;

2° à l'alinéa 2, les mots « ou du C.V.A. » sont abrogés.

Art. 47. L'article D.271 du même Livre, inséré par le décret du 12 décembre 2014, est complété par ce qui suit :

« Est soumis à la taxe, l'agriculteur défini au sens du Code wallon de l'Agriculture, qui répond au moins à une des trois conditions suivantes :

1° détient des animaux d'élevage dont la charge environnementale dépasse trois unités;

2° détient une superficie de cultures, autres que des prairies, d'au moins un demi-hectare;

3° détient une superficie de prairies d'au moins 30 hectares. ».

Art. 48. Dans l'article D.272 du même Livre, inséré par le décret du 12 décembre 2014, les mots « est la somme de la charge environnementale "cheptel" » sont remplacés par les mots « tient compte de la charge environnementale "animaux d'élevage" ».

Art. 49. A l'article D.273 du même Livre, inséré par le décret du 12 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots "N = N1 + N2" sont remplacés par les termes "N = 2 + N1 + N2";

2° au paragraphe 2, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« N1 est la charge environnementale « animaux d'élevage ». La charge est déterminée en sommant les produits résultant de la multiplication du nombre d'animaux de chaque catégorie par son coefficient azote repris dans le tableau de l'annexe III. »;

3° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. N2 est la charge environnementale « terres ». La charge est déterminée en sommant les produits résultants de la multiplication des superficies de culture et de prairie par les coefficients suivants :

1° coefficient « culture » = 0.3

2° coefficient « culture biologique » = 0.15

3° coefficient « prairie » = 0.06

4° coefficient « prairie biologique » = 0.03

Ces coefficients traduisent le reliquat azoté moyen dans le sol, l'utilisation moyenne de pesticides et le potentiel érosif des cultures et des prairies.

Le Gouvernement peut assimiler certaines pratiques agricoles préservant la qualité et l'état des eaux souterraines et des eaux de surface aux cultures biologiques au sens des coefficients.

N2 = superficies par catégorie x coefficient de la catégorie correspondante. ».

Art. 50. A l'article D.274 du même Livre, inséré par le décret du 12 décembre 2014, le paragraphe 2 est abrogé.

Art. 51. A l'article D.275 du même Livre, inséré par le décret du 12 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le mot « cheptel » est remplacé par les mots « animaux d'élevage » et les mots « rectifie le calcul de la taxe dans un délai de quatre ans après l'établissement de celle-ci » sont remplacés par les mots « peut, dans les deux ans du constat de non-conformité, rectifier le calcul de la taxe jusqu'aux quatre années antérieures à ce constat et uniquement pour les années correspondant au constat de non-conformité »;

2° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est abrogé;

3° les paragraphes 2 et 3 sont abrogés.

Art. 52. L'article D.278, § 4, alinéa 2, 2°, du même Livre, inséré par le décret du 12 décembre 2014 est complété par les mots « ou de producteur ».

Art. 53. A l'article D.332 du même Livre, modifié en dernier lieu par le décret du 12 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° de protéger les prises d'eau potabilisable, d'assurer l'assainissement collectif des eaux usées et la gestion publique de l'assainissement autonome; »;

2° au paragraphe 2, 1°, les mots « public de l'eau usée » sont remplacés par le mot « collectif »;

3° au paragraphe 2, il est inséré un 1°bis rédigé comme suit :

« 1°bis la prestation de la gestion publique de l'assainissement autonome conformément aux articles D.222/1 à D.222/4. »;

4° au paragraphe 2, il est inséré un 8° rédigé comme suit :

« 8° d'exercer le rôle de centrale d'achats ou de centrale de marchés. ».

Art. 54. A l'article D.335, § 2, du même Livre, le mot « public » est remplacé par les mots « collectif et de gestion publique de l'assainissement autonome ».

Art. 55. A l'article D.337, alinéa 1^{er}, b), du même Livre, le mot « public » est remplacé par les mots « collectif et de gestion publique de l'assainissement autonome ».

Art. 56. A l'article D.342bis, alinéa 2, une phrase est insérée et rédigée comme suit :

« Le Gouvernement peut charger la S.P.G.E. de réaliser les missions d'assainissement collectif et de gestion publique de l'assainissement autonome et charger le titulaire d'autorisation de prises d'eau de verser l'équivalent du C.V.A. à la S.P.G.E. ».

Art. 57. A l'article D.344 du même Livre, modifié par le décret du 7 novembre 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° d'accepter et éliminer dans les stations d'épuration prévues à cet effet les gadoues remises par les vidangeurs agréés; »;

2° aux 9° et 10°, le point final est remplacé par un point-virgule;

3° il est inséré un 11° rédigé comme suit :

« 11° assurer les missions de gestion publique de l'assainissement autonome déléguées par la S.P.G.E. ».

Art. 58. L'article D.347 du même Livre, modifié par le décret du 19 juillet 2006, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« En cas de démission ou d'exclusion d'un associé communal, la société conserve cette compétence ainsi que la propriété des droits immobiliers apportés, sauf accord contraire entre les parties. ».

Art. 59. L'article D.351 du même Livre, modifié par le décret du 19 juillet 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.351. La démission d'un associé communal est autorisée pendant la période d'activité de la société uniquement sur décision de l'assemblée générale prise à la majorité des voix exprimées. En ce qui concerne les autres associés, la démission est autorisée pendant la période d'activité de la société, sauf convention contraire établie lors de l'admission de l'associé concerné, uniquement sur décision de l'assemblée générale prise à la majorité des voix exprimées. ».

Art. 60. Dans l'article D.359, alinéa 2, du même Livre, les mots « conseil d'administration » sont remplacés par les mots « comité de direction ».

Art. 61. A l'article D.364 du même Livre, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« A l'assemblée générale, chaque associé ne peut se faire représenter que par un seul délégué qui dispose d'un droit de vote correspondant au nombre de parts sociales souscrites par l'associé qu'il représente, sauf dans les cas prévus par le présent chapitre, la loi ou les statuts. ».

Art. 62. A l'article D.366 du même Livre, modifié par le décret du 19 juillet 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, la virgule entre les mots « un administrateur au moins » et les mots « par succursale » est abrogée;

2° au paragraphe 2, alinéa 2, le mot « nommés » est remplacé par le mot « élus »;

3° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. En cas de vacance d'une place d'administrateur élu par l'assemblée générale, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement, conformément à la règle prévue au paragraphe 6, alinéa 3, jusqu'à une élection définitive par la plus prochaine assemblée générale. »;

4° au paragraphe 6, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'administrateur qui, au moment de son élection par l'assemblée générale, était membre d'un collège communal ou d'un conseil communal et qui ne fait plus partie d'aucun de ces deux organes communaux est réputé de plein droit démissionnaire et cesse de siéger au sein du conseil d'administration. »;

5° le paragraphe 6 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Il est tenu compte uniquement des déclarations individuelles facultatives d'apparement ou de regroupement transmises à la société avant le 1^{er} mars de l'année qui suit celle des élections communales. ».

Art. 63. A l'article D.368 du même Livre, modifié par le décret du 19 juillet 2006, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Sous réserve des délégations qu'il donne à ses membres ou à des membres du personnel, les délibérations du comité de direction sont collégiales. Les statuts de la société fixent les modalités d'adoption des décisions du comité de direction. ».

Art. 64. A l'article D.372 du même Livre, remplacé par le décret du 19 juillet 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les alinéas 4, 5, 6, 7 sont abrogés;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Les membres des conseils d'exploitation sont proposés par chaque commune associée relevant du ressort de la succursale concernée, parmi les membres du conseil communal ou du collège communal. Le conseil d'administration arrête la composition des conseils d'exploitation et en désigne le président.

Les conseils d'exploitation sont composés à la proportionnelle de l'appartenance politique de l'ensemble des conseils communaux des communes du ressort de la succursale d'exploitation concernée, en tenant compte des éventuelles déclarations individuelles facultatives d'apparement ou de regroupement.

Pour le calcul de cette proportionnelle, le poids de chaque associé communal est pondéré en fonction du nombre de compteurs desservis sur la commune.

Il est tenu compte uniquement des déclarations individuelles facultatives d'apparement ou de regroupement transmises à la Société avant le 1^{er} mars de l'année qui suit celle des élections communales.

Le calcul de cette proportionnelle reste valable jusqu'au renouvellement intégral des conseils d'exploitation qui suit les élections communales. »;

3° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Sauf démission ou autre cause de fin anticipée, le mandat de membre d'un conseil d'exploitation prend fin lors du renouvellement intégral du conseil d'exploitation qui suit les élections communales.

En cas de vacance d'un siège de membre du conseil d'exploitation, le conseil d'administration peut y pourvoir sur proposition de la commune concernée et en respectant la règle visée au paragraphe 2, alinéa 2.

Le membre d'un conseil d'exploitation qui, au moment de sa désignation par le conseil d'administration, était membre du collège communal ou du conseil communal de la commune associée et qui ne fait plus partie d'aucun de ces deux organes communaux est réputé de plein droit démissionnaire et cesse de siéger au sein du conseil d'exploitation.

Les statuts de la société complètent les règles de composition et arrêtent les modalités de fonctionnement des conseils d'exploitation et des comités exécutifs. ».

Art. 65. A l'article D.382, alinéa 1^{er}, 2°, du même Livre, modifié par le décret du 19 juillet 2006, les mots « ou de droit privé » sont abrogés.

Art. 66. Dans la Partie III, Titre III, Chapitre II, section 10, du même Livre, il est inséré un article D.383bis rédigé comme suit :

« Art. D.383bis. Le Gouvernement garantit expressément la bonne fin des engagements des régimes de pensions de la S.W.D.E. ».

Art. 67. A l'article D.393, 5°, du même Livre, remplacé par le décret du 5 juin 2008, les mots « de fosses septiques et de puits perdants » sont abrogés.

Art. 68. A l'article D.395, alinéa 2, du même Livre, remplacé par le décret du 5 juin 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° n'a pas équipé toute nouvelle habitation d'un système séparant l'ensemble des eaux pluviales des eaux urbaines résiduaires, ne s'équipe pas conformément aux modalités arrêtées par le Gouvernement lorsque les eaux usées déversées ne sont pas traitées par une station d'épuration, n'évacue pas les eaux urbaines résiduaires exclusivement par le réseau d'égouttage lors de la mise en service de la station d'épuration, ne met pas hors service la fosse septique suite à l'avis de l'organisme d'assainissement agréé ou ne fait pas vider la fosse septique par un vidangeur agréé; »;

2° au point 10, les mots « et ce, en l'absence de la mise en place d'un régime d'assainissement autonome groupé » sont abrogés;

3° il est inséré un point 11 rédigé comme suit :

« 11. n'a pas équipé, dans les délais impartis, d'un système d'épuration individuelle toute habitation devant en être pourvue; ».

Art. 69. Dans l'article D.396 du même Livre, modifié par les décrets du 5 juin 2008 et du 27 octobre 2011, un 3° est inséré et rédigé comme suit :

« 3° celui qui contrevient à un Règlement ou à une mesure d'interdiction pris en vertu de l'article D.177. ».

Art. 70. Dans l'article D.397 du même Livre, le 2° est abrogé.

Art. 71. Dans la Partie IV, l'intitulé du Titre VI est remplacé par ce qui suit :

« TITRE VI. — Sanctions des infractions en matière de perception et paiement de taxe, de redevances, de contribution et de recouvrement du coût véritable d'assainissement ».

Art. 72. L'article D.406 du même Livre, modifié par les décrets du 27 octobre 2011 et du 12 décembre 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.406. Commet une infraction de deuxième catégorie au sens de la Partie VIII de la partie décrétable du Livre I^{er} du Code de l'Environnement celui qui élude ou tente d'éluder le paiement de tout ou partie de la taxe visée aux articles D.252 à D.283 ou le paiement de tout ou partie de la redevance ou de la contribution mise à sa charge par le présent Code, ainsi que le producteur d'eau potabilisable qui, n'ayant pas conclu de contrat de service d'assainissement avec la S.P.G.E. en vertu de l'article D.255, § 1^{er}, 2°, a), reste en défaut d'exécuter les missions visées à l'article D.255, § 1^{er}, alinéa 2, b).

Commet une infraction de troisième catégorie au sens de la Partie VIII de la partie décrétable du Livre I^{er} du Code de l'Environnement celui qui ne respecte pas ses obligations en vue de l'établissement des contributions et taxes visées par les articles D.252 à D.285. ».

Art. 73. L'article D.445 du même Livre, inséré par le décret du 7 novembre 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Art. D.445. Lorsqu'un usager est alimenté par un ou plusieurs raccordements totalisant plus de 5.000 m³ sur base annuelle sur un site géographique unique localisé en un même endroit et d'un seul tenant sans prendre en compte les routes ou voiries séparatives, par dérogation, le volume à prendre en considération pour l'établissement de la facturation est la somme de l'ensemble des volumes fournis par ces raccordements. Les redevances et autres frais liés aux différents raccordements restent d'application de manière individualisée par raccordement.

L'usager souhaitant bénéficier de cette dérogation introduit une demande auprès de son distributeur qui, après examen de la recevabilité, l'applique dès l'exercice en cours de facturation en fonction de la date d'introduction de la demande. ».

Art. 74. L'annexe III du même Livre, remplacée par le décret du 12 décembre 2014, est remplacée par l'annexe 1 jointe au présent décret.

CHAPITRE III. — Modifications apportées au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets

Art. 75. Le présent chapitre constitue une transposition partielle des Directives suivantes :

1° la Directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages, modifiée par la Directive (UE) 2015/720 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 en ce qui concerne la réduction de la consommation de sacs en plastique léger;

2° la Directive 2006/66/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 relative aux piles et aux accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs en ce qui concerne la mise sur le marché de piles et d'accumulateurs portables contenant du cadmium destinés à être utilisés dans des outils électriques sans fil et de piles bouton à faible teneur en mercure, et abrogeant la décision 2009/603/CE de la Commission, modifiée par la Directive 2013/56/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013;

3° la Directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines Directives, modifiée par la Directive (UE) 2015/1127 de la Commission du 10 juillet 2015;

4° la Directive 2012/19/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques.

Art. 76. A l'article 2 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié en dernier lieu par le décret du 10 mai 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 16°, les mots « , à l'exclusion des déchets en transit » sont abrogés;

2° les 39°, 40°, 41°, 42°, 43°, 44° et 45° sont insérés et rédigés comme suit :

« 39° plastique : un polymère au sens de l'article 3, point 5), du Règlement (CE) n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil, auquel des additifs ou d'autres substances peuvent avoir été ajoutés, et qui est capable de jouer le rôle de composant structurel principal de sacs;

40° sacs en plastique : les sacs, avec ou sans poignées, composés de plastique, qui sont fournis aux consommateurs dans les points de vente de marchandises ou de produits;

41° sacs en plastique légers : les sacs en plastique d'une épaisseur inférieure à 50 microns;

42° sacs en plastique très légers : les sacs en plastique d'une épaisseur inférieure à 15 microns nécessaires à des fins d'hygiène ou fournis comme emballage primaire pour les denrées alimentaires en vrac lorsque cela contribue à prévenir le gaspillage alimentaire;

43° sacs de caisse : les sacs utilisés pour l'emballage des marchandises des clients lors du paiement de celles-ci, à l'exclusion des emballages primaires de denrées alimentaires en vrac;

44° déchets d'origine ménagère : dans le cadre du régime de la responsabilité du producteur, les déchets provenant de l'activité usuelle des ménages ainsi que les déchets provenant d'une activité commerciale, industrielle, institutionnelle et autre qui en raison de leur nature et de leur quantité, sont similaires aux déchets des ménages et y sont assimilés en vertu d'une liste approuvée par l'Administration;

45° déchets d'origine industrielle : tout déchet soumis au régime de la responsabilité du producteur n'étant pas considéré comme déchets d'origine ménagère. ».

Art. 77. A l'article 6 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 10 mai 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 3, l'alinéa 2 est abrogé;

2° il est inséré un paragraphe *3bis* rédigé comme suit :

« § *3bis*. L'usage de sacs en plastique à usage unique est interdit lors d'achats dans les commerces de détail. L'interdiction est d'application à partir du 1^{er} décembre 2016 pour les sacs de caisse et à partir du 1^{er} mars 2017 pour les autres sacs destinés à l'emballage de marchandises.

Par commerce de détail, on entend tout point de vente et tout mode de vente au public, couverts ou non.

Les sacs visés par l'interdiction sont les sacs en plastique légers, en plastique très légers et tous autres sacs en plastique dont le Gouvernement précise les caractéristiques.

Le Gouvernement peut prévoir des exceptions, dont il fixe la durée, afin de tenir compte des exigences d'hygiène, de manutention ou de sécurité propres à certains produits ou modes de commercialisation lorsqu'il n'existe pas d'alternatives appropriées.

Il peut préciser les caractéristiques et les conditions auxquelles les sacs admis au titre d'exception doivent répondre;

3° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Le Gouvernement peut prendre toutes mesures appropriées en vue de limiter la production de déchets de papier et de plastique provenant de publications gratuites, de favoriser leur recyclage et de lutter contre les problèmes de propreté publique liés à leur distribution. Il peut notamment :

1° interdire les films plastiques autour de ces publications lorsqu'il existe des alternatives appropriées;

2° interdire la distribution de ces publications aux personnes ayant manifesté leur opposition ou n'ayant pas consenti à les recevoir. Le consentement ou l'opposition doit être libre, spécifique et éclairé;

3° instaurer une obligation d'information des citoyens par ceux qui font éditer ou qui distribuent ces publications, ainsi qu'un enregistrement et un suivi des demandes exprimées en application du 2°, et un rapportage régulier à l'Administration;

4° interdire l'apposition de cartes plastifiées sur les pare brises et les vitres des voitures.

Le Gouvernement définit les catégories de publications et les modes de distributions visés à l'alinéa 2. Il précise les modalités d'expression du consentement. ».

Art. 78. A l'article 8, § 1^{er}, 8°, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 10 mai 2012, le mot « entreprises » est remplacé par les mots « personnes physiques », et les mots « et de droit privé » sont insérés après les mots « de droit public ».

Art. 79. Dans l'article *8bis* du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 10 mai 2012, inséré par le décret du 20 décembre 2001, les paragraphes 1^{er} à 6 sont remplacés par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le Gouvernement peut soumettre au régime de la responsabilité élargie des producteurs les personnes visées à l'article 2, 20°, qui mettent sur le marché en Wallonie des biens, produits ou matières premières.

La responsabilité élargie des producteurs prend la forme d'une obligation de reprise, d'une obligation de rapportage ou d'une obligation de participation.

Le Gouvernement fixe les règles générales communes, et les règles spécifiques par flux de biens et déchets, qui sont applicables aux producteurs et, le cas échéant, aux intervenants dans la chaîne de commercialisation et de gestion des flux de déchets afin de développer la prévention, la réutilisation et d'atteindre un niveau élevé de collecte sélective et de valorisation des déchets.

Une distinction peut être opérée selon que les déchets sont d'origine ménagère ou professionnelle.

Le Gouvernement adresse au Parlement tous les deux ans un rapport de l'Administration sur la mise en œuvre des dispositions prises en exécution du présent article.

§ 2. L'obligation de reprise implique pour le producteur dans le respect de la hiérarchie stipulée à l'article 1^{er}, § 2, de :

1° développer la prévention quantitative et qualitative des déchets;

2° assurer ou renforcer la réutilisation;

3° assurer ou organiser l'enlèvement, la collecte sélective, le recyclage et toute autre valorisation ou gestion adaptée des biens ou déchets, en vue d'atteindre les objectifs fixés par le Gouvernement;

4° mener les actions d'information et de sensibilisation nécessaires à l'atteinte des objectifs;

5° supporter les coûts des actions visées aux 1° à 4° en ce compris les mesures de sécurité contre le vol, les contrôles financiers et les analyses et inspections;

6° participer et contribuer, ainsi que le cas échéant les autres intervenants dans la chaîne de commercialisation, à la politique régionale de lutte contre les incivilités en matière de déchets et de propreté publique, pour les biens, produits, matières et déchets concernés par celles-ci;

7° rapporter les données relatives aux biens, produits et matières mis sur le marché, aux flux collectés et traités et aux actions menées en exécution de l'obligation de reprise.

Pour les déchets d'origine ménagère, les coûts visés à l'alinéa 1^{er}, 6°, incluent le coût-réel et complet de la gestion des déchets organisée en collaboration avec les personnes morales de droit public. Le Gouvernement peut établir les critères et barèmes de compensation des coûts exposés par celles-ci. Lorsque ces déchets proviennent d'utilisateurs autres que les ménages, d'autres méthodes de financement peuvent être prévues dans le cadre d'accords entre les producteurs et ces utilisateurs, dans le respect du droit européen applicable.

Le Gouvernement détermine les données à fournir en exécution de l'alinéa 1^{er}, 7°, et il fixe la manière dont les registres de ces données sont tenus.

Tout opérateur actif dans la chaîne de gestion des flux de déchets soumis à obligation de reprise est tenu de rapporter les données relatives à ces flux, soit gratuitement et directement à l'autorité compétente, soit au producteur ou à son mandataire, l'éco-organisme, en cas de convention avec celui-ci.

§ 3. Tout producteur soumis à obligation de reprise est tenu d'élaborer et de mettre en œuvre un plan de prévention préalablement soumis à l'Administration. Il peut :

- 1° soit élaborer et exécuter un plan individuel de prévention;
- 2° soit confier l'élaboration et l'exécution d'un plan de prévention, par secteur d'activité économique, à une tierce personne qui se substitue à lui.

Le plan de prévention comporte les mesures déjà réalisées, les mesures en cours de réalisation, les objectifs chiffrés et les mesures projetées de prévention quantitative et qualitative, pour une durée de cinq ans.

L'administration évalue, approuve ou refuse chaque plan, suivant les délais et la procédure fixée par le Gouvernement, tenant compte des objectifs du plan wallon des déchets ou du programme régional de prévention des déchets.

Le Gouvernement peut fixer un seuil minimal de mise sur le marché wallon de biens ou de production de déchets à partir duquel l'imposition d'un plan de prévention est applicable.

§ 4. Sans préjudice du paragraphe 3, pour respecter son obligation de reprise, le producteur soumis à obligation de reprise peut :

- 1° soit mettre en place un système individuel d'enlèvement, de collecte et de traitement, en ce compris la réutilisation, au travers d'un plan individuel de gestion;
- 2° soit confier l'exécution de son obligation à un éco-organisme auquel il adhère et qui est autorisé à mettre en œuvre un système collectif soit dans le cadre d'une licence, soit dans le cadre d'une convention environnementale adoptée conformément au Code de l'Environnement.

Le Gouvernement arrête les exigences relatives au contenu du plan individuel, la procédure suivant laquelle il est introduit et approuvé, et sa durée de validité qui ne peut excéder cinq ans.

Il détermine les conditions auxquelles les éco-organismes et les systèmes collectifs doivent répondre, la procédure d'octroi et de renouvellement des licences, et leur durée de validité, qui ne peut excéder cinq ans. Il prévoit des dispositions en vue de régler les contestations survenant entre les parties prenantes.

§ 5. Peuvent être admises à mettre en œuvre un système collectif les personnes qui répondent aux exigences définies par le Gouvernement compte tenu des conditions suivantes :

- 1° être légalement constituées en association sans but lucratif;
- 2° avoir comme seul objet statutaire la prise en charge, pour le compte de leurs contractants, de l'obligation de reprise;
- 3° disposer de moyens suffisants pour accomplir l'obligation de reprise;
- 4° disposer d'un siège d'activités ou d'un point de contact en Wallonie;
- 5° respecter l'usage des langues nationales dans toutes leurs relations avec l'Administration, les personnes et entreprises concernées établies en Wallonie;
- 6° couvrir l'intégralité du territoire wallon.

L'éco-organisme est tenu :

1° d'atteindre, pour l'ensemble des producteurs qui ont contracté avec lui, dans les délais prévus, les objectifs de collecte, de réutilisation, de recyclage et de valorisation des biens et déchets, et d'en rapporter les données à l'Administration;

2° d'appliquer des conditions égales et non discriminatoires d'adhésion et de prise en charge de l'obligation de reprise à tout producteur qui participe au système collectif, pour la catégorie de déchets qui le concerne;

3° de prendre des dispositions pour favoriser les emplois à finalité sociale;

4° de respecter le cahier des charges arrêté par le Gouvernement conformément à l'alinéa 4.

Lorsque l'obligation de reprise concerne des déchets d'origine ménagère, l'éco-organisme accomplit une mission de service public. Le Gouvernement prévoit la disponibilité et l'accessibilité des centres publics de collecte de déchets ménagers permettant aux utilisateurs et, le cas échéant, aux détaillants, de rapporter gratuitement les déchets soumis à obligation de reprise. En sus des conditions et obligations mentionnées aux dispositions qui précèdent, l'éco-organisme est tenu :

- 1° de couvrir de manière homogène le territoire wallon;
- 2° de fournir une sûreté visant à garantir la Région du respect de l'obligation de reprise;
- 3° de financer le coût-réel et complet de la gestion des déchets qu'il organise en collaboration avec les personnes morales de droit public.

Le cahier des charges des éco-organismes est arrêté par le Gouvernement après enquête publique conformément aux dispositions du Livre I^{er} du Code de l'Environnement. Il comporte des dispositions relatives aux aspects suivants :

1° la gouvernance, les relations avec l'autorité, les personnes morales de droit public responsables de la collecte des déchets ménagers, et les parties concernées;

2° les conditions juridiques et techniques dans lesquelles sont organisés l'enlèvement et la gestion des biens et déchets;

3° les conditions auxquelles un organisme peut exercer ou non, directement ou indirectement, notamment par l'entremise d'une filiale, une activité opérationnelle de gestion des déchets;

4° les obligations d'information à l'égard de l'autorité compétente, des utilisateurs et des détenteurs, notamment la manière dont cette information doit être transmise ou être disponible;

5° le financement de l'obligation, la transparence des coûts, le calcul des cotisations supportées directement ou indirectement par le consommateur, la limitation des réserves et provisions constituées à partir de ces cotisations à maximum dix-huit mois d'activité, sauf dérogations, et les modalités à observer en cas de dépassement.

Le Gouvernement précise les mesures du système collectif soumises selon les cas à notification, à l'avis ou à l'approbation de l'Administration.

§ 6. L'obligation de rapportage et l'obligation de participation s'appliquent aux déchets spécifiques désignés par le Gouvernement et qui sont collectés ou ramassés en tout ou en partie par les personnes morales de droit public par quelque moyen que ce soit, et mélangés ou non aux ordures ménagères.

L'obligation de rapportage comporte l'information de l'Administration concernant, d'une part, les biens, produits ou matières mis sur le marché et, d'autre part, les mesures de prévention, de réutilisation, d'information et de sensibilisation des utilisateurs mises en œuvre en vue d'atteindre les objectifs environnementaux.

L'obligation de participation s'applique à des flux de déchets faisant l'objet d'un déficit de chaîne présentant un problème de propreté publique ou pour lesquels des filières de réutilisation ou de valorisation doivent être mises en place. Elle comporte, outre l'obligation de rapportage, la participation des producteurs et, le cas échéant, d'autres intervenants dans la chaîne de commercialisation, à la politique régionale de prévention et de gestion des déchets, en ce compris la propreté publique.

Elle se traduit par une participation forfaitaire aux coûts de prévention, de collecte et de traitement supportés par les personnes morales de droit public, en ce compris lorsque les déchets ne sont pas de nature à faire l'objet d'une collecte sélective ou lorsque le tri entraînerait des coûts économiquement excessifs. Sont incluses dans ces coûts les actions de maintien et de restauration de la propreté publique liés aux abandons de déchets.

Toute personne soumise à l'obligation de rapportage ou à l'obligation de participation peut confier l'exécution de son obligation, par secteur d'activité économique, à une tierce personne qui se substitue à lui. ».

Art. 80. A l'article 21 du même décret, modifié par le décret du 22 mars 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« A partir de 2013, la contribution des bénéficiaires de la gestion des déchets est établie de manière à couvrir entre 95 et 110 % des coûts de gestion des déchets. Le taux de couverture des coûts est déterminé annuellement, lors de l'établissement des budgets, sur la base des coûts du pénultième exercice et des éléments connus de modification de ces coûts. La commune vérifie et justifie chaque année le respect du taux de couverture des coûts établi conformément au présent article. »;

2° il est inséré un paragraphe *2bis* rédigé comme suit :

« § *2bis*. Lorsque la commune ou l'intercommunale organise un service de gestion de déchets pour d'autres catégories de détenteurs ou de producteurs de déchets que les ménages, les coûts éventuels de gestion de ces déchets sont répercutés sur ces détenteurs ou producteurs spécifiques.

La contribution est établie de manière à couvrir les coûts, conformément au paragraphe 1^{er}. »;

3° au paragraphe 5, les mots « , à titre d'information, » sont insérés entre les mots « en vertu des paragraphes précédents et » et les mots « les coûts réels », et le paragraphe 4 est complété par la phrase suivante rédigée comme suit : « L'Office assiste les communes dans l'élaboration de leur tarification en vue d'atteindre les objectifs de couverture des coûts visés au présent article. ».

Art. 81. A l'article 23 du même décret, modifié par le décret du 22 mars 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots « ou vers l'extérieur » sont remplacés par les mots « , vers l'extérieur et à travers »;

2° au paragraphe 2, 6°, les mots « ainsi que des actes de l'Union européenne adoptés sur la base de ce Règlement, » sont insérés entre les mots « et du Règlement (CE) 1013/2006 du Parlement et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets, » et les mots « et de la Convention sur le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et de leur élimination ».

Art. 82. Dans l'article 24 du même décret, remplacé par le décret du 10 mai 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° les paragraphes 4 et 5 sont remplacés par ce qui suit :

« § 4. Le Gouvernement établit un ou plusieurs programmes de prévention des déchets. Ces programmes sont établis conformément aux articles D.40 à D.45 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, à l'exception de l'article D.45, alinéa 1^{er}, première phrase.

Les programmes de prévention des déchets fixent les projets et actions à développer ainsi que les objectifs à atteindre en matière de prévention de l'apparition de déchets. Ces programmes décrivent également les mesures de prévention existantes et évalue l'utilité des exemples de mesures figurant à l'annexe V ou d'autres mesures appropriées.

Les programmes de prévention sont établis conformément à l'article 1^{er}, paragraphes 1^{er} à 3.

Ces objectifs et mesures visent à rompre le lien entre la croissance économique et les incidences environnementales associées à la production de déchets.

Le Gouvernement y fixe les points de référence qualitatifs ou quantitatifs spécifiques appropriés pour les mesures de prévention des déchets adoptées de manière à suivre et à évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre des mesures et peut fixer des objectifs et des indicateurs qualitatifs ou quantitatifs spécifiques.

Le Gouvernement peut intégrer les programmes de prévention des déchets dans le plan de gestion des déchets. Dans ce cas, les programmes de prévention constituent un volet spécifique du plan.

§ 5. Une fois adoptés, le plan relatif à la gestion des déchets et les programmes de prévention des déchets sont notifiés à la Commission européenne. »;

2° au paragraphe 6, les mots « Le plan de gestion et le programme de prévention qu'il contient » sont remplacés par les mots « Le plan de gestion et les programmes de prévention ».

Art. 83. Dans l'annexe III du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, la note de renvoi (*), insérée par le décret du 10 mai 2012 est complétée par le texte suivant :

« La valeur donnée par la formule relative à l'efficacité énergétique sera multipliée par un facteur de correction climatique (FCC), comme suit :

1) FCC pour les installations en exploitation et autorisées, conformément à la législation en vigueur, avant le 1^{er} septembre 2015

FCC = 1 si DJC \geq 3 350

FCC = 1,25 si DJC \leq 2 150

FCC = - (0,25/1 200) [00d7] DJC + 1,698 si 2 150 < DJC < 3 350

2) FCC pour les installations autorisées après le 31 août 2015 et pour les installations visées au point 1) après le 31 décembre 2029

FCC = 1 si DJC \geq 3 350

FCC = 1,12 si DJC \leq 2 150

FCC = - (0,12/1 200) [00d7] DJC + 1,335 si 2 150 < DJC < 3 350

La valeur résultante du FCC sera arrondie à la troisième décimale.

La valeur de DJC (degrés-jours de chauffage) à prendre en considération est la moyenne des valeurs annuelles de DJC pour le lieu où est implantée l'installation d'incinération, calculée sur une période de 20 années consécutives avant l'année pour laquelle le FCC est calculé.

Pour le calcul de la valeur de DJC, il y a lieu d'appliquer la méthode suivante, établie par Eurostat:

DJC = (18 °C - Tm) [00d7] j si Tm est inférieur ou égal à 15 °C (seuil de chauffage)

DJC = zéro si Tm est supérieur à 15 °C

Tm est la température extérieure moyenne (Tmin + Tmax) / 2 sur une période de j jours.

Les calculs sont effectués sur une base journalière (j = 1) et additionnés pour obtenir une année. ».

CHAPITRE IV. — Modifications apportées au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Art. 84. L'article 1^{er}, 3^o, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, est remplacé par ce qui suit :

« 3^o établissement : unité technique et géographique dans laquelle interviennent une ou plusieurs installations et/ou activités classées pour la protection de l'environnement, ainsi que toute autre installation et/ou activité s'y rapportant directement et qui est susceptible d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution. Un établissement dans lequel intervient une ou plusieurs installations ou activités classées implantées à proximité d'installations ou activités similaires, mais n'ayant pas de liens d'interdépendance les unes par rapport aux autres sur le plan matériel ou fonctionnel, constitue un établissement distinct de l'établissement existant; ».

Art. 85. L'article 35, § 1^{er}, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, remplacé par le décret du 3 février 2005 et modifié par le décret du 20 novembre 2007, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsque la demande de permis d'environnement concerne un système d'épuration individuelle classé en vertu de l'article 3, l'autorité compétente notifie également la décision visée aux alinéas 1^{er} et 2 à la Société publique de gestion de l'eau visée à l'article D.2., 76^o, du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau. ».

Art. 86. L'article 37 du même décret, modifié par les décrets du 22 novembre 2007 et du 22 juillet 2010, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsque la demande de permis d'environnement concerne un système d'épuration individuelle en vertu de l'article 3, l'autorité compétente notifie également le rapport de synthèse à la Société publique de gestion de l'eau visée à l'article D.2., 76^o, du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, et précise que la décision est censée être arrêtée en vertu de l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 87. A l'article 40 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 22 novembre 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « le recours est envoyé » sont remplacés par les mots « le recours est accompagné de la preuve du versement du droit de dossier visé à l'article 177 et est envoyé »;

2^o le paragraphe 7 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsque la demande de permis d'environnement concerne un système d'épuration individuelle classé en vertu de l'article 3, l'autorité compétente notifie également la décision visée aux alinéas 1^{er} à la Société publique de gestion de l'eau visée à l'article D.2., 76^o, du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau. »;

3^o un paragraphe 7bis est inséré et rédigé comme suit :

« § 7bis. Lorsqu'une enquête publique est organisée, le cas échéant, en recours, les délais d'instruction du recours visés aux paragraphes 3 et 7 sont interrompus à la date d'envoi d'un courrier demandant l'organisation d'une enquête publique à la commune concernée. La procédure recommence, selon les modalités fixées au paragraphe 3, à la date de réception par le fonctionnaire technique des résultats de l'enquête publique, y compris le procès-verbal visé à l'article D.29-19 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement. »;

4^o le paragraphe 8 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsque la demande de permis d'environnement concerne un système d'épuration individuelle en vertu de l'article 3, l'autorité compétente notifie également le rapport de synthèse à la Société publique de gestion de l'eau visée à l'article D.2., 76^o, du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, et précise que la décision est censée être arrêtée en vertu de l'alinéa 1^{er}, 2^o ou 3^o. ».

Art. 88. A l'article 41 du même décret, modifié par le décret du 13 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 2, les mots « le recours est envoyé » sont remplacés par les mots « le recours est accompagné de la preuve du versement du droit de dossier visé à l'article 177 et est envoyé »;

2^o l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement arrête la forme et le contenu du formulaire de recours. Il détermine les modalités d'instruction et les délais endéans lesquels les avis des administrations et autorités que le fonctionnaire technique compétent sur recours juge nécessaire de consulter sont envoyés. A défaut d'envoi d'avis dans les délais prévus, l'avis est réputé favorable. ».

Art. 89. L'article 50, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, modifié par le décret du 4 juillet 2002, est complété par ce qui suit :

« Le permis est accordé pour une durée de trente ans maximum s'il porte sur une éolienne. ».

Art. 90. A l'article 58 du même décret, modifié par les décrets du 22 juillet 2010 et du 24 octobre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 2, 4^o, les mots « l'autorité compétente et le fonctionnaire technique » sont remplacés par les mots « l'autorité compétente, le fonctionnaire technique et les fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement » ;

2^o au paragraphe 2, un 5^o est inséré et rédigé comme suit :

« 5^o informe l'autorité compétente, le fonctionnaire technique et les fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement de la déclaration de la faillite dans les dix jours de son prononcé sauf cas de force majeure. » ;

3^o un paragraphe 3 est inséré et rédigé comme suit :

« § 3. Sans préjudice de l'article 43 de la loi du 8 août 1997 sur les faillites, les curateurs notifient, dès leur entrée en fonctions, à l'autorité compétente, à la commune lorsqu'elle n'est pas l'autorité compétente, au fonctionnaire technique et aux fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement, la faillite de l'établissement lorsque celui-ci implique le stockage ou l'utilisation de produits, substances ou déchets dangereux.

Concomitamment, les curateurs procèdent à l'inventaire des produits et substances dangereuses et des déchets dangereux stockés dans l'établissement et prennent les mesures nécessaires pour éviter ou réduire les dangers, nuisances ou inconvénients. Ils transmettent sans délai la liste des produits, substances ou déchets relevés et la liste des précautions prises à l'autorité compétente, à la commune lorsqu'elle n'est pas l'autorité compétente, au fonctionnaire technique et aux fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement.

Dans le cadre de la mission visée à l'alinéa 2, les curateurs peuvent se faire aider, sous leur responsabilité, par toute personne qualifiée pour l'identification des produits, substances ou déchets présents sur le site, pour la rédaction de l'inventaire et pour la mise en œuvre des mesures de précautions nécessaires.

Les curateurs agissent pour compte de la masse, et les dettes afférentes à l'accomplissement des missions visées au présent paragraphe en ce compris les mesures de précautions nécessaires sont à charge de la masse.

Les alinéas 1^{er} à 3 s'appliquent dans les cas déterminés par le Gouvernement. ».

Art. 91. A l'article 81, § 1^{er}, du même décret, les mots « des établissements temporaires, d'essai ou relatifs à des biens immobiliers visés à l'article 109 du CWATUP » sont remplacés par les mots « des établissements temporaires ou d'essai ou relatifs à des biens immobiliers visés à l'article 109, alinéa 1^{er}, 2^o du CWATUP. ».

Art. 92. Dans l'article 93 du même décret, modifié par les décrets du 31 mai 2007 et du 22 novembre 2007, le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsque la demande de permis unique concerne un système d'épuration individuelle en vertu de l'article 3, l'autorité compétente notifie également la décision à la Société publique de gestion de l'eau visée à l'article D.2., 76^o, du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau. ».

Art. 93. L'article 94 du même décret, modifié par les décrets du 22 novembre 2007 et du 22 juillet 2010, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsque la demande de permis unique concerne un système d'épuration individuelle en vertu de l'article 3, l'autorité compétente notifie également le rapport de synthèse à la Société publique de gestion de l'eau visée à l'article D.2., 76^o, du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, et précise que la décision est censée être arrêtée en vertu de l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 94. Dans l'article 95 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 22 novembre 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « le recours est envoyé » sont remplacés par les mots « le recours est accompagné de la preuve du versement du droit de dossier visé à l'article 177 et est envoyé » ;

2^o le paragraphe 7 est complété par l'alinéa rédigé comme suit :

« Lorsque la demande de permis unique concerne un système d'épuration individuelle en vertu de l'article 3, le Gouvernement notifie également la décision à la Société publique de gestion de l'eau visée à l'article D.2., 76^o, du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau. » ;

3^o un paragraphe 7bis est inséré et rédigé comme suit :

« § 7bis. Lorsqu'une enquête publique est organisée, le cas échéant, en recours, les délais d'instruction du recours visés aux paragraphes 3 et 7 sont interrompus à la date d'envoi d'un courrier demandant l'organisation d'une enquête publique à la commune concernée. La procédure recommence, selon les modalités fixées au paragraphe 3, à la date de réception par le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué des résultats de l'enquête publique, y compris le procès-verbal visé à l'article D.29-19 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement. » ;

4^o le paragraphe 8 est complété par l'alinéa rédigé comme suit :

« Lorsque la demande de permis unique concerne un système d'épuration individuelle en vertu de l'article 3, l'autorité compétente notifie également le rapport de synthèse à la Société publique de gestion de l'eau visée à l'article D.2., 76^o, du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, et précise que la décision est censée être arrêtée en vertu de l'alinéa 1^{er}, 2^o ou 3^o. ».

Art. 95. A l'article 96, § 1^{er}, alinéa 8, du même décret, modifié par le décret du 6 février 2014, les mots « à l'exception de l'article D. 29-13, § 2, alinéa 2, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement. » sont insérés entre les mots « Code de l'Environnement » et les mots « La durée de l'enquête ».

Art. 96. A l'article 176 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 13 mars 2014, l'alinéa 7 est complété par les mots « ainsi qu'aux recours visés par les articles 40 et 95 ».

CHAPITRE V. — *Modifications apportées au décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes*

Art. 97. Dans l'article 18, § 2, du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, un alinéa 2 est inséré et rédigé comme suit :

« La commune ou l'association de communes est solidairement tenue au paiement de la taxe due pour les déchets ménagers collectés pour leur compte. Elle peut demander à l'Office de se substituer, pour ces déchets, au redevable, auquel cas il lui incombe de procéder aux déclarations et d'acquitter la taxe. ».

Art. 98. Dans le même décret fiscal, entre le Chapitre VI et le Chapitre VII, un chapitre *Vibis*, comportant les articles 26/1 à 26/4, est inséré et libellé comme suit :

« CHAPITRE *Vibis*. — *Taxe sur les organismes d'exécution des obligations de reprise*

Art. 26/1. Pour l'année civile 2016, il est établi au profit de la Région wallonne une taxe à charge des organismes assurant l'exécution de l'obligation de reprise des producteurs en vertu de l'article 8*bis* du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et dont les fonds propres et provisions au 31 décembre 2013 excèdent les besoins nécessaires à l'accomplissement de l'obligation de reprise durant 24 mois.

Les besoins visés à l'alinéa 1^{er} sont calculés sur la base d'une moyenne des frais de fonctionnement des cinq derniers exercices comptables.

Art. 26/2. Le fait générateur de la taxe est la perception auprès des consommateurs, au 31 décembre 2013 au plus tard, de la cotisation destinée à financer les obligations de gestion des déchets.

Art. 26/3. Le montant de la taxe due est fixé à 5,22 % des fonds propres des redevables tels qu'ils paraissent dans les comptes annuels approuvés pour l'année 2013, multiplié par le nombre d'habitants en Région wallonne et divisé par le nombre d'habitants en Belgique au 1^{er} janvier de la même année.

Art. 26/4. La taxe visée au présent chapitre ne peut pas être répercutée dans les cotisations à la charge des consommateurs. »

Art. 99. A l'article 49 du même décret fiscal, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « *Vibis* » sont insérés entre les mots « chapitres VI, » et les mots « VII » ;

2^o au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « *Vibis* » sont insérés entre les mots « chapitres VI, » et les mots « VII et IX ».

Art. 100. A l'article 50 du même décret fiscal, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 2, les mots « *Vibis* » sont insérés entre les mots « chapitres VI » et les mots « VII et IX » ;

2^o au paragraphe 2, les mots « *Vibis* » sont insérés entre les mots « chapitres VI, » et les mots « VII et IX ».

CHAPITRE VI. — *Dispositions modificatives, finales et transitoires*

Art. 101. Dans l'article 34, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^e tiret, de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, modifié par les lois du 6 mai 2009 et du 27 décembre 2012 et par le décret du 12 décembre 2014, les mots « désignés par le Ministre du Bien-être animal » sont abrogés.

Art. 102. L'article D.155*bis*, du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement, inséré par le décret-programme du 22 juillet 2010, est complété par les paragraphes 5, 6 et 7, rédigés comme suit :

« § 5. Commet une infraction de deuxième catégorie celui qui :

1^o procède à un transfert illicite de déchets au sens de l'article 2, 35), du Règlement 1013/2006 du Parlement et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets;

2^o contrevient aux articles 3, 4, 5, 9, § 6, 10 à 13, 15, 16, 17, 18, 19, 22, 27, 31, 32, 34, 35, § 4, 36, § 1^{er}, 37, 38, 39, 40, 41, 42, § 3, c) et 4, 45, 46, 47, 48, et 49 du Règlement 1013/2006 du Parlement et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

§ 6. Commet une infraction de deuxième catégorie celui qui enfreint les dispositions de l'article 1^{er} et de l'annexe du Règlement 1418/2007 de la Commission du 29 novembre 2007 concernant l'exportation de certains déchets destinés à être valorisés, énumérés à l'annexe III ou IIIA du Règlement 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil, vers certains pays auxquels la décision de l'OCDE sur le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets ne s'applique pas.

§ 7. Commet une infraction de deuxième catégorie au sens du Règlement 1005/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone :

1^o celui qui produit des substances réglementées en contrevenant aux interdictions ou limitations de production édictées par ou en application des articles 4, 7, 8 et 11;

2^o celui qui utilise des substances réglementées en contrevenant aux interdictions ou limitations d'utilisation édictées par ou en application des articles 5, 7, 8, 11, 12 et 13;

3^o celui qui récupère et détruit des substances réglementées en méconnaissant les prescriptions édictées par ou en application de l'article 22;

4^o toute entreprise qui méconnaît les mesures préventives édictées par ou en application de l'article 23;

5^o celui qui enfreint l'article 17 du Règlement 1005/2009. »

Art. 103. Les demandes de raccordement d'un immeuble au réseau public de distribution d'eau et les demandes d'équipement en eau d'un immeuble introduites auprès du distributeur avant l'entrée en vigueur du présent décret sont traitées selon les règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

Art. 104. A titre transitoire, tant que le montant et les modalités de calcul et de paiement de la prime visés à l'article D.195, § 3, du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, n'ont pas été arrêtés par le Gouvernement, le raccordement d'un nouveau bâtiment destiné principalement à un logement individuel au sens de l'article 1^{er} du Code wallon du Logement et qui nécessite une extension ou un renforcement du réseau public de distribution est intégralement à charge du demandeur à l'exception de l'extension ou du renforcement des cinquante premiers mètres qui sont à charge du distributeur.

Toutefois, la partie de l'extension ou du renforcement qui est posée dans ou le long d'une voirie privée reste intégralement à charge du demandeur.

Art. 105. La Société publique de gestion de l'eau et les organismes d'assainissement agréés mettent leurs statuts en conformité avec les dispositions du présent décret dans un délai de six mois à dater de l'entrée en vigueur du présent décret.

Conformément à l'article D.331 du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, les modifications des statuts de la S.P.G.E. sont soumises au Gouvernement préalablement.

L'organisme d'assainissement agréé qui ne met pas ses statuts en conformité dans les délais impartis commet une infraction de troisième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Art. 106. § 1^{er}. Jusqu'au 31 décembre 2021, les personnes physiques ou morales de droit public ou de droit privé qui épurent les eaux usées domestiques qu'elles produisent ou qu'elles reçoivent aux fins de traitement et qui bénéficient d'une exemption ou d'une restitution du C.V.A., peuvent faire le choix de continuer d'en bénéficier ou d'être soumises au paiement du C.V.A. dans les conditions définies par le Gouvernement.

Les volumes d'eau prélevés par les personnes bénéficiant d'une exemption ou d'une restitution du C.V.A. ne sont pas comptabilisés dans les volumes d'eau visés à l'article D.254, alinéa 2.

§ 2. Le Gouvernement est habilité à déterminer les mesures liées à la période transitoire reprenant:

1° les conditions de mises en conformité des systèmes d'épuration pour bénéficier de la gestion publique de l'assainissement autonome;

2° les modalités pour bénéficier des services de la gestion publique de l'assainissement autonome;

3° les modalités des contrôles, d'entretien et de vidange des systèmes d'épuration individuelle continuant à bénéficier transitoirement d'une exemption du C.V.A.

Art. 107. En ce qui concerne les articles 87, 88 et 94 du présent décret, les recours administratifs introduits avant la date d'entrée en vigueur du présent décret sont traités selon les règles et la procédure en vigueur au jour de l'introduction du recours administratif.

Art. 108. La durée du permis d'environnement peut être prolongée une fois lorsque ce permis a été accordé en fonction de la date d'expiration d'un permis portant sur un autre établissement existant et implanté à proximité, et pour un terme expirant à cette date d'expiration. La prolongation ne peut porter la durée totale du permis au-delà de la durée maximale prévue à l'article 50, § 1^{er}.

Le Gouvernement fixe la procédure applicable à la demande de prolongation d'un permis accordé pour un établissement tel que visé à l'article 51, alinéa 2.

Art. 109. L'article 89 s'applique aux demandes de permis introduites après l'entrée en vigueur du présent décret.

Les permis portant sur une éolienne, en cours de validité ou d'instruction avant l'entrée en vigueur du présent décret, peuvent être prolongés une fois pour la durée intermédiaire maximale entre la durée maximum pouvant être accordée pour leur activité en vertu de l'article 89 du présent décret et la durée maximum de vingt-ans prévue à l'article 50, § 1^{er}, alinéa 1^{er}. Le Gouvernement fixe les modalités et la procédure applicable à la demande de prolongation.

Art. 110. Les demandes de permis d'environnement relatives à un projet mixte concernant des biens immobiliers visés à l'article 109, alinéa 1^{er}, 1°, du CWATUP déclarées recevables et complètes avant l'entrée en vigueur du décret, poursuivent leur instruction sur la base des dispositions en vigueur à la date de la décision déclarant la demande recevable et complète.

Les demandes de permis d'urbanisme relatives à un projet mixte concernant des biens immobiliers visés à l'article 109, alinéa 1^{er}, 1°, du CWATUP dont le récépissé ou l'accusé de l'envoi est antérieur à l'entrée en vigueur du présent décret poursuivent leur instruction sur la base des dispositions en vigueur à la date du récépissé ou de l'accusé de l'envoi.

Art. 111. Par dérogation à l'article 22 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, inséré par le décret du 22 mars 2007, pour les exercices 2013 à 2016, les communes dont les comptes respectent le taux de couverture du coût de la gestion des déchets ménagers visé à l'article 26, § 1^{er}, du même décret ne peuvent se voir refuser l'octroi et la liquidation des subventions visées aux articles 27 et 28 de celui-ci pour le seul motif que ce n'est pas lors de l'établissement des budgets qu'elles ont déterminé ledit taux.

Art. 112. § 1^{er}. A moins qu'il en dispose autrement, le présent décret entre en vigueur le premier jour du mois qui suit sa date de publication au *Moniteur belge*.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, l'article 41 du présent décret produit ses effets le 1^{er} janvier 2016 et s'applique sur base des prélèvements effectués en 2015.

Pour l'année 2016, le montant des provisions prévues en vertu de l'article D.281 du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau est égale à vingt pour cent de la moitié du montant de la dernière taxe de prélèvement ou contribution.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur de l'article 79 du présent décret.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, l'article 83 prend effet au 1^{er} août 2015.

ANNEXE

Annexe III au Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau

Charge environnementale "animaux d'élevage"

	Catégorie d'animaux	Coefficient azote
Bovins	vache laitière	0.5538
	vache allaitante	0.4062
	vache de réforme	0.4062
	autre bovin de plus de 2 ans	0.4062
	bovin de moins de 6 mois	0.0615
	génisse de 6 à 12 mois	0.1723
	génisse de 1 à 2 ans	0.2954
	taurillon de 6 à 12 mois	0.1538
	taurillon de 1 à 2 ans	0.2462
Ovins et Caprins	ovins et caprins de moins de 1 an	0.0203
	ovins et caprins de plus de 1 an	0.0406
Equins	équidé	0.3446

	Catégorie d'animaux	Coefficient azote
Porcins	truie	0.0923
	verrat	0.0923
	porcs à l'engrais et cochette	0.0480
	porcs à l'engrais et cochette sur litière bio-maîtrisée	0.0277
	porcelets (de 4 à 10 semaines)	0.0117
Lapins	lapins mères	0.0222
	lapins à l'engrais	0.0020
Volailles	poulets de chair (40 jours)	0.0017
	poules pondeuses ou reproductrices (343 jours)	0.0037
	poulettes (127 jours)	0.0017
	coqs de reproduction	0.0026
	canards (75 jours)	0.0026
	oies (150 jours)	0.0026
	dindes et dindons (85 jours)	0.0050
	pintades (79 jours)	0.0017
	cailles	0.0002
	autruches et émeus	0.0185

Vu pour être annexé au décret du 23 juin 2016 modifiant le Code de l'Environnement, le Code de l'Eau et divers décrets en matière de déchets et de permis d'environnement.

Namur, le 23 juin 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports
et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Donné à Namur, le 23 juin 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,
J-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,
P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports
et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

—
Note

(1) *Session 2015-2016.*

Documents du Parlement wallon, 484 (2015-2016), n^{os} 1 à 12.

Compte rendu intégral, séance plénière du 22 juin 2016.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/203537]

23. JUNI 2016 — Dekret zur Abänderung des Umweltgesetzbuches, des Wassergesetzbuches und verschiedener Dekrete in Sachen Abfälle und Umweltgenehmigung (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I - *Abänderungen des Buches I des Umweltgesetzbuches*

Artikel 1 - In Artikel D.3 des Buches I des Wallonischen Umweltgesetzbuches wird Ziffer 3 um die Wörter „, zu sozial und wirtschaftlich vertretbaren Kosten“ ergänzt.

Art. 2 - Es wird in dasselbe Buch ein Artikel D.4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. D.4 - Die Politik der öffentlichen Hand fördert ein nachhaltiges Wachstum durch die Entwicklung und die Verbreitung der Kreislaufwirtschaft und der Funktionalität“.

Art. 3 - Artikel D.29-1 § 2 desselben Buches, abgeändert durch das Dekret vom 5. Februar 2015, wird um eine Ziffer 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„7° die in Artikel 24 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle vorgesehenen Abfallvermeidungsprogramme.“

Art. 4 - Artikel D.63 Absatz 2 desselben Buches, abgeändert durch das Dekret vom 11. November 2006, wird um eine Ziffer 9 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„9° wenn die mit der Umweltverträglichkeitsprüfung beauftragte(n) Person(en) Gegenstand eines endgültigen Ablehnungsbeschlusses in Anwendung von Artikel D.70 Absatz 2 gewesen ist (sind)..“

Art. 5 - Artikel D.69 desselben Buches, abgeändert durch das Dekret vom 11. November 2006, wird wie folgt abgeändert:

„1° Absatz 3 wird durch das Folgende ersetzt:

„Der Projektautor wählt eine oder mehrere kraft Artikel D.70 zugelassene Personen aus, um die Umweltverträglichkeitsprüfung durchzuführen, und notifiziert unverzüglich seine Wahl den von der Regierung bestimmten Personen und Instanzen. Diese so bestimmten Personen und Instanzen prüfen, ob die ausgewählte(n) zugelassene(n) Person(en) über die je nach der Art des Projekts erforderliche Zulassung verfügt (verfügen)“;

2° der Artikel wird um zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Die Regierung bestimmt das Verfahren und die Modalitäten in Bezug auf die Notifizierung der Wahl der kraft Artikel D.70 zugelassenen Personen.

Im Falle einer vorübergehenden Vereinigung von zugelassenen Personen, wird diese die Person bestimmen, die mit der Koordination der Umweltverträglichkeitsprüfung beauftragt ist.

Die Regierung bestimmt die Fälle, in denen eine zugelassene Person für die Durchführung einer Umweltverträglichkeitsprüfung abgelehnt werden kann. Sie legt das Verfahren und die Modalitäten für die Ablehnung fest.“

Art. 6 - In Artikel D.70 desselben Buches, abgeändert durch das Dekret vom 31. Mai 2007, wird Absatz 2 aufgehoben.

Art. 7 - Anlage I zum dekretalen Teil desselben Buches, eingefügt durch das Dekret vom 22. November 2007 und abgeändert durch das Dekret vom 10. Juli 2013, wird wie folgt abgeändert:

1° In Ziffer 2 werden die Wörter „der Transport,“ zwischen „die Sammlung,“ und „die Verwertung“ eingefügt;

2° Es wird eine Ziffer 13 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„13. Jede absichtliche Freisetzung in die Umwelt oder jeder Transport von genetisch veränderten Organismen im Sinne der Regelung über die absichtliche Freisetzung in die Umwelt von genetisch veränderten Organismen oder von Erzeugnissen, die solche enthalten.“

KAPITEL II - *Abänderungen des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet*

Art. 8 - In Artikel D.2 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Es wird eine Ziffer 1bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„1°bis „Eigentümer“:

- jegliche Person, die Inhaber eines Eigentums-, Nießbrauch-, bloßen Eigentums-, Nutzungs-, Wohn-, Bau- oder Erbpachtrechts an einem an das öffentliche Wasserversorgungsnetz angeschlossenen Gebäude ist;

- jegliche Person, die einen Vertrag zum Ankauf von Wasser für ihren eigenen Verbrauch ohne Benutzung des öffentlichen Wasserversorgungsnetzes abgeschlossen hat;“;

2° Ziffer 4 wird durch Folgendes ersetzt:

„4° „kollektive Sanierung“: die gesamten Vorgänge zur Abwassersammlung, zur öffentlichen Abwasserklärung und zu den in Artikel 217 Absatz 2 erwähnten Entwässerungsarbeiten, einschließlich der Wasserhaltung in Gebieten mit Geländesenkungen nach Bergbauaktivitäten, insofern diese für die Leistungsfähigkeit der kollektiven Sanierung unerlässlich ist;“;

3° Es wird eine Ziffer 4bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„4°bis „autonome Sanierung“: Sanierung des Haushaltsabwassers einer Wohnung oder einer Gruppe von Wohnungen, die in keiner Weise auf die öffentliche Sammlung und Klärung des Abwassers angewiesen ist;“;

4° Es wird eine Ziffer 15bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„15°bis „Verbraucher“: jegliche Person, die das Wasser nutzt, das von einem Wasserversorger zur Verfügung gestellt wird;“;

5° Ziffer 16 wird durch das Folgende ersetzt:

„16° „Dienstleistungsvertrag für die Abwasserreinigung“: das zwischen einem Erzeuger von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser und der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung getroffene Abkommen, nach dessen Bestimmungen der Wassererzeuger die Dienstleistungen der Gesellschaft in Anspruch nimmt, um nach einer bestimmten Planung die kollektive Sanierung und die öffentliche Verwaltung der autonomen Sanierung eines Wasservolumens durchzuführen, das dem zur Verteilung in der wallonischen Region durch die öffentliche Wasserversorgung bestimmten, erzeugten Wasservolumen entspricht;

6° Unter Ziffer 39° werden die Wörter "aus der Entleerung von Faulgruben oder von ähnlichen Klärsystemen" gestrichen;

7° Unter Ziffer 41° werden die Wörter "aus der Entleerung von Faulgruben oder von ähnlichen Klärsystemen" gestrichen;

8° Ziffer 54° wird durch das Folgende ersetzt:

"54° "Schlämme": der bei der Entleerung einer Faulgrube oder eines individuellen Klärsystems entstehende Brei;"

9° Es wird eine Ziffer 54^{ter} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"54^{ter} "Hausinstallation": die Rohrleitungen, Zubehör, Armaturen und Geräte, die nach dem Zähler angebracht sind, Ausgangsdichtung eingeschlossen;"

10° Es wird eine Ziffer 65^{bis} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"65^{bis} "Verbindungsstelle": die Grenze zwischen dem Versorgungsnetz und der Hausinstallation, die sich unmittelbar nach dem Wasserzähler, Ausgangsdichtung ausgeschlossen, befindet. Falls es keinen Wasserzähler gibt, wird diese Verbindungsstelle im Rahmen einer Vereinbarung zwischen dem Eigentümer und dem Wasserversorger bestimmt. In Ermangelung einer Vereinbarung wird diese Stelle am Ende des privaten Bereichs festgelegt;"

11° Es wird eine Ziffer 96 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

" 96° "öffentliche Verwaltung der autonomen Sanierung": eine Reihe von Sensibilisierungs-, Verwaltungs- und Finanzaufgaben, mit denen die öffentliche Hand beauftragt ist, um die Umsetzung und das reibungslose Funktionieren der autonomen Sanierung durch den Eigentümer oder den Bewohner zu gewährleisten und einen gleichwertigen Umweltschutz wie bei der kollektiven Sanierung zu ermöglichen."

Art. 9 - Artikel D.23 § 3 Absatz 1 desselben Buches, abgeändert durch das Dekret vom 31. Oktober 2011, wird um eine Ziffer 17 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"17° die Maßnahmen des regionalen Schemas über die Wasserressourcen, insbesondere mit Hinblick auf die Sicherstellung der Wasserversorgung der Wallonie durch die Nutzung der verfügbaren Ressourcen und Infrastrukturen und auf die Rationalisierung der Wasserentnahmen."

Art. 10 - In Artikel D.28 § 7 Absatz 1 desselben Buches werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° Das Wort "auszugsweise" wird vor die Wörter "im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht" eingefügt;

2° Absatz 1 wird der folgende Satz angefügt: "In der auszugsweisen Veröffentlichung werden die Adresse der Website sowie der Ort, an dem die Unterlagen in Papierformat eingesehen werden können, erwähnt."

Art. 11 - In Artikel D.161 desselben Buches, abgeändert durch das Dekret vom 7. November 2007, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Unter Ziffer 1 werden die Wörter "oder nicht" nach den Wörtern "die vorher maschinell zerkleinert wurden" eingefügt;

2° Unter Ziffer 2 werden die Wörter "in die öffentlichen Kanalisationen, in die Abwassersammler oder in das Oberflächenwasser." durch die Wörter "in die öffentlichen Kanalisationen, in die Abwassersammler, in das Oberflächenwasser und in die künstlichen Ableitwege für Regenwasser." ersetzt;

3° Der Artikel wird um eine Ziffer 3, eine Ziffer 4 und eine Ziffer 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"3° in die Kanalisationen und die Abwassersammler Abwasser einzuleiten, in dem Textilfasern, Mineralöle, entzündbare oder explosionsfähige Stoffe, flüchtige Lösungsmittel, brennbare oder explosive gelöste Gase oder Produkte, die zur Freisetzung derartiger Gase oder umweltschädlicher Ausdünstungen führen können, und im Allgemeinen Stoffe enthalten sind, die:

- a) eine Gefahr für das Wartungspersonal der Kanalisationen und der Kläranlagen darstellen können;
- b) eine Beschädigung oder Verstopfung der Abwasserleitungen verursachen können;
- c) die Betriebsfähigkeit der Pump- und Kläranlagen behindern können;
- d) zu einer schwerwiegenden Verschmutzung des Vorfluters, in den die öffentliche Kanalisation abgeleitet wird, führen können;

e) die Verwertung der aus dem Abwasserklärungsprozess entstandenen Schlämme beeinträchtigen können;

4° in die Kanalisationen und Abwassersammler Wasser einzuleiten:

- a) mit einem pH-Wert über 9,5 oder unter 6;
- b) mit einer Temperatur über 45°C;
- c) mit einem Schwebstoffgehalt über 1g/l;
- d) mit über 1 cm großen Schwebstoffen; diese Stoffe sind von der Struktur her nicht imstande, die Betriebsfähigkeit der Pumpen- und Kläranlagen zu beeinträchtigen;
- e) mit einem Gehalt an mit Petrolether extrahierbaren Stoffen von über 0,5 g/l;

5° außer mit einer Umweltgenehmigung, die auf der Grundlage einer mit der zugelassenen Sanierungseinrichtung konzertierten Bewertung gewährt wurde, in die Kanalisationen und Abwassersammler nachstehendes Wasser einzuleiten:

- a) Kühlwasser;
- b) Grubenwasser;
- c) zur Erzeugung von Wärme, Kälte oder Strom genutztes Wasser."

Art. 12 - Es wird in Teil II Titel VII Kapitel II Abschnitt 3 Unterabschnitt 2 desselben Buches ein Artikel D.174^{bis} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.174^{bis} - Innerhalb einer durch Erlass festgelegten Präventivzone und für eine Wasserentnahmestelle, deren Inhaber ein Wasserversorger ist, wird jede neue Wasserentnahmestelle untersagt, es sei denn, es wurde kraft Artikel 4 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung eine Umweltgenehmigung erteilt oder ein Erlass verabschiedet, die/der auf einer Bewertung der Angemessenheit der neuen Wasserentnahmestelle im Vergleich zu den möglichen Alternativlösungen, die kein weiteres Risiko darstellen, beruht, wobei diese Bewertung Gegenstand einer Konzertierung mit dem Wasserversorger, der Inhaber der vom Abgrenzungserlass betroffenen Wasserentnahmestelle ist, sein muss."

Art. 13 - Artikel D.181 desselben Buches wird aufgehoben.

Art. 14 - In Artikel D.182 § 3 desselben Buches wird das Wort "Abonnet" durch das Wort "Eigentümer" ersetzt.

Art. 15 - In Artikel D.193 § 1 Absatz 1 desselben Buches wird das Wort "Abonneten" durch das Wort "Eigentümer" ersetzt.

Art. 16 - Artikel D.194 desselben Buches wird aufgehoben.

Art. 17 - Artikel D.195 desselben Buches, abgeändert durch das Dekret vom 7. November 2007, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. D.195 - § 1. Jeder Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut hat auf seinen Antrag hin und zu seinen eigenen Lasten darauf Anspruch, dass dieses Immobiliengut an das öffentliche Wasserversorgungsnetz angeschlossen wird.

Die zum Anschluss des Immobilienguts ggf. notwendige Erweiterung oder Verstärkung des Wasserversorgungsnetzes geht vollständig zu Lasten des Antragstellers.

§ 2. Handelt es sich um einen Antrag auf Anschluss eines neuen Gebäudes, das hauptsächlich für eine individuelle Wohnung im Sinne von Artikel 1 des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches bestimmt ist und eine Erweiterung oder eine Verstärkung des Wasserversorgungsnetzes erfordert, so hat der Antragsteller Anspruch auf eine Prämie vom Wasserversorger, deren Höhe sowie Berechnungs- und Auszahlungsmodalitäten von der Regierung festgelegt werden.

§ 3. Handelt es sich um einen Antrag auf Anschluss eines Gebäudes, das unter eine noch nicht verfallene Verstärkungsgenehmigung oder Städtebaugenehmigung für gruppierte Bauten fällt, so wird der Antrag nicht berücksichtigt, solange das Anlegen oder der Ausbau der Wasserversorgungsinstallation nicht verwirklicht wurde.

Das Anlegen oder der Ausbau der Wasserversorgungsinstallation eines Gebäudes, das unter eine noch nicht verfallene Verstärkungsgenehmigung oder Städtebaugenehmigung für gruppierte Bauten fällt, einschließlich der ggf. notwendigen Verstärkung des bestehenden Netzes, geht völlig zu Lasten des Inhabers der Genehmigung."

Art. 18 - Es wird in Teil III Titel I Kapitel I Abschnitt 2 Unterabschnitt 2 desselben Buches ein Artikel D.195^{bis} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.195^{bis} - § 1. Außer mit der Zustimmung des Wasserversorgers darf bei der zum Anschluss oder zur Wasserversorgung eines Gebäudes notwendigen Erweiterung des öffentlichen Wasserversorgungsnetzes keine Leitung in einem Privatweg verlegt werden.

Der Wasserversorger knüpft diese Ausnahmeregelung an die Bedingung einer unentgeltlichen Abtretung durch den Antragsteller der zur Verlegung der Verlängerungsleitung, zu deren Überwachung, Instandhaltung und Ersetzung nötigen dinglichen Rechte, darunter auch des Rechts, jederzeit freien Zugang zu haben zum Weg und Untergrund mit den Rohrleitungen, Geräten, Kammern und Anlagen, die zum öffentlichen Wasserversorgungsnetz gehören.

§ 2. In Anspruch genommen darf Artikel D.195 § 2 nicht für den Teil der Erweiterung oder der Verstärkung, der sich innerhalb oder entlang eines Privatwegs befindet."

Art. 19 - Es wird in Teil III Titel I Kapitel I Abschnitt 2 Unterabschnitt 2 desselben Buches ein Artikel D.195^{ter} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.195^{ter} - Die zum Anschluss oder zur Wasserversorgung eines Gebäudes notwendige Erweiterung des öffentlichen Wasserversorgungsnetzes beginnt an der Verbindungsstelle mit dem bestehenden Netz und endet, innerhalb oder entlang des Weges, auf Höhe der Grenze zwischen der Parzelle, deren Anschluss oder Wasserversorgung beantragt wird, und der angrenzenden Parzelle. Wenn jedoch entweder die räumlichen Gegebenheiten des Orts es rechtfertigen, oder die angrenzende Parzelle angesichts ihres geltenden städtebaulichen Status zum Zeitpunkt der Beantragung nicht zur Verstärkung geeignet ist, legt der Versorger den Endpunkt der Erweiterung auf einer Entfernung von maximal sechs Metern jenseits der Stelle fest, an der die letzte zu verlegende Rohrleitung für diese Erweiterung angeschlossen wird."

Art. 20 - In Artikel D.196 desselben Buches werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° In Paragraph 1 Absatz 1 werden die Wörter "des Abonneten" durch die Wörter "des Eigentümers" ersetzt;

2° In Paragraph 1 Absatz 3 werden die Wörter "der Abonnet" durch die Wörter "der Eigentümer" ersetzt;

3° In Paragraph 2 Absatz 1 werden die Wörter "der Abonnet" durch die Wörter "der Eigentümer" ersetzt;

4° In Paragraph 2 Absatz 2 werden die Wörter "der Abonnet" durch die Wörter "der Eigentümer" ersetzt.

Art. 21 - Artikel D.197 desselben Buches, abgeändert durch das Dekret vom 7. November 2007, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. D.197 - Für jeden Anschluss ist mindestens ein Zähler vorzusehen.

Im Falle eines neuen Anschlusses wird ein Zähler derart angebracht, dass der Verbrauch jeder Wohnung, jeder Handelstätigkeit oder jedes Gebäudes einzeln berechnet werden kann. Wenn der Anschluss mehr als einen Zähler einschließt, wird ein zusätzlicher Zähler angebracht, der die gemeinsamen Verbrauchsdaten erfasst.

Im Falle der Umrüstung eines bestehenden Anschlusses geht die Anpassung der Anzahl Zähler zu Lasten des Antragstellers. Das Anschließen der Inneninstallationen an jeden Zähler geht zu Lasten des bzw. der Eigentümer(s).

Die Regierung legt die dem Wasserversorger aufzuerlegenden Bedingungen für die Installierung des Anschlusses sowie die Bestimmungen technischer Art fest, die als Schutznormen für die Installationen gelten. Sie kann ebenfalls die Bedingungen für die Aufstellung und Benutzung der privaten Hausinstallationen der Benutzer und der Eigentümer festlegen."

Art. 22 - In Artikel D.198 desselben Buches werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 werden die Wörter "Der Abonnet" durch die Wörter "Der Eigentümer" ersetzt;

2° In Absatz 3 werden die Wörter "die Abonneten" durch die Wörter "die Eigentümer" ersetzt.

Art. 23 - In Artikel D.199 Absatz 1 desselben Buches werden die Wörter "des Abonneten" durch die Wörter "des Eigentümers" ersetzt.

Art. 24 - In Artikel D.203 Absatz 3 desselben Buches wird der Wortlaut ", entweder durch Rundschreiben oder öffentliche Bekanntmachung" gestrichen.

Art. 25 - Artikel D.204 desselben Buches wird durch Folgendes ersetzt:

Art. D.204 - Die Regierung legt die technischen Bestimmungen bezüglich der Verlegung der Anschlüsse, der Bedingungen für die Einrichtung und Benutzung der privaten Hausinstallationen sowie des Schutzes der Installationen des Versorgers fest.

Die Regierung kann die Modalitäten für die Zählerablesung, die pauschale Schätzung des Verbrauchs, die Kontrolle des Zählers, die Berichtigung der Rechnungen des Benutzers, die Entschädigung des Versorgers für die Kosten seiner auf Antrag des Benutzers oder des Eigentümers oder durch dessen Schuld erbrachten Leistungen sowie für die Entschädigung des Versorgers infolge von vom Benutzer oder Eigentümer begangenen Verstößen festlegen.“

Art. 26 - In Artikel D.206 desselben Buches werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 werden die Wörter "Die Abonnenten" durch die Wörter "Die Eigentümer" ersetzt;

2° In Absatz 2 wird das Wort "Abonnenten" durch das Wort "Eigentümer" ersetzt.

Art. 27 - In Artikel D.207 desselben Buches wird der Wortlaut "zur Verbrauchserfassung und zur Kontrolle der Anlagen und des Zählers" durch den Wortlaut "im Zusammenhang mit den Anlagen des Versorgers" ersetzt.

Art. 28 - Artikel D.208 desselben Buches wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. D.208 - Die verbrauchten Volumen werden anhand des vom Wasserversorger installierten Zählers erfasst. Der Zeitpunkt und die Häufigkeit der Verbrauchserfassung werden vom Wasserversorger festgelegt. Diese Verbrauchserfassung findet mindestens einmal im Jahr statt. Der Benutzer erlaubt dem Wasserversorger den Zugang zu den Anlagen unter den in Artikel D.207 des vorliegenden Gesetzbuches vorgesehenen Bedingungen."

Art. 29 - Artikel D.216 desselben Buches wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. D.216 - Die Regierung beauftragt die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung im Rahmen eines Verwaltungsvertrags mit der Durchführung der Verwaltungspläne der wallonischen Wassereinzugsgebiete in Bezug auf die kollektive und autonome Abwassersanierung unter Beachtung der in den betroffenen Verwaltungsplänen festgelegten Prioritäten."

Art. 30 - In Artikel D.222 desselben Buches, eingefügt durch das Dekret vom 7. November 2007, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° § 1 wird durch Folgendes ersetzt:

« § 1. Die Regierung kann Regeln für die Instandhaltung der individuellen Klärsysteme, die Entleerung und die Beseitigung der Schlämme aus Faulgruben und individuellen Klärsystemen vorschreiben. Sie kann insbesondere veranlassen, dass die Schlämme an Grubenentleerer abgegeben werden, die gemäß den von ihr festgelegten Regeln zugelassen sind.;

2° § 4 wird durch Folgendes ersetzt:

" § 4. Die Behandlung der Schlämme wird von der zugelassenen Sanierungseinrichtung im Rahmen ihres Dienstleistungsvertrags für die Klärung und Sammlung gewährleistet, wenn die Schlämme ausschließlich aus der Behandlung von Haushaltsabwasser stammen, das in der Wallonischen Region erzeugt wird. Die Behandlung durch die zugelassene Sanierungseinrichtung von Schlämmen, die aus der Behandlung von Haushaltsabwasser stammen, das außerhalb der Wallonischen Region erzeugt wird, ist eine kostenpflichtige Dienstleistung."

Art. 31 - In Teil III Titel I Kapitel III desselben Buches wird ein die Artikel D.222/1, D.222/2, D.222/3 und D.222/4 enthaltender Abschnitt 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Abschnitt 3 - Bestimmungen bezüglich der öffentlichen Verwaltung der autonomen Sanierung

Unterabschnitt 1 - Aufgaben

Art. D.222/1 - Die Aufgabe des öffentlichen Dienstes bezüglich der öffentlichen Verwaltung der autonomen Sanierung wird der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung auf dem je nach den mit den Erzeugern von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser abgeschlossenen Dienstleistungsverträgen festgelegten Gebiet anvertraut. Sie besteht darin, eine koordinierte und vereinheitlichte Verwaltung der gesamten Sanierung des Haushaltsabwassers unter Einhaltung der Grundlagen der Kostenteilung und der gerechten Abwälzung auf die Wasserverbraucher der Sanierungskosten zu gewährleisten und den Bürger mit den Gemeinden und der Region über seine Verpflichtungen gemäß der in Artikel D.218 vorgesehenen allgemeinen Sanierungsregelung zu informieren.

Diese Aufgabe enthält die Koordinierung und finanzielle Beteiligung gemäß den von der Regierung festgelegten Bedingungen für:

1° die Gewährung von Prämien oder von zinsvergünstigten Darlehen zwecks der Installierung oder Wiederinstandsetzung von individuellen Klärsystemen;

2° die Kontrolle des Betriebs der individuellen Klärsysteme;

3° die Übernahme der Kosten und die Überwachung der Entleerung und Bewirtschaftung der in den Klärstationen angenommenen Schlämme aus individuellen Klärsystemen;

4° die von der Regierung auf pauschaler Grundlage und mit einer vorgesehenen Indexierung festgelegte finanzielle Beteiligung für den Unterhalt der individuellen Klärsysteme.

Die Regierung kann die mit der Auszahlung der Prämie verbundenen Modalitäten entsprechend dem Drittzahlermodus festlegen.

Die Regierung ist befugt, für die durch oder über die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung gewährten Darlehen für die progressive Durchführung der autonomen Sanierung eine Zinsvergünstigung zu gewähren, um den Zinssatz dieser Darlehen auf null Prozent zu senken.

Die Regierung kann die Gewährungsregeln dieser zinsvergünstigten Darlehen bestimmen und diese Aufgabe durch den Geschäftsführungsvertrag mit der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung näher angeben.

Die spezifische Aufgabe zur Betriebskontrolle erfolgt ungeachtet der Kontrollzuständigkeiten der Region, der Gemeinde oder der gemäß Buch I des Umweltgesetzbuches benannten Bediensteten. Die mit der Kontrolle beauftragte Person verfügt über den Zugang zum individuellen Klärsystem und seinen Nebenanlagen.

Unterabschnitt 2 - Sonderverpflichtungen

Art. D.222/2 - § 1. Das individuelle Klärsystem wird für die Abflussmengen von dem zu behandelnden Abwasser konzipiert, gebaut, saniert und instandgehalten.

§ 2. Der Eigentümer ist mit dem guten Unterhalt und Betrieb des individuellen Klärsystems beauftragt.

§ 3. Die Regierung kann die Überwachung der individuellen Klärsysteme regeln. Sie kann insbesondere ihren Unterhalt zwingend vorschreiben, veranlassen, dass die Schlämme an gemäß den in Artikel D.222 angegebenen Regeln zugelassenen Grubenentleerer abgegeben werden und Kontrollen des Betriebs der individuellen Klärsysteme vorsehen.

§ 4. Die Daten bezüglich der natürlichen oder juristischen Personen öffentlichen oder privaten Rechts, die mit einem individuellen Klärsystem ausgerüstet sind, werden von der Verwaltung an die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung übermittelt, um dieser zu ermöglichen, ihre Aufgabe der öffentlichen Verwaltung der autonomen Sanierung, insbesondere gemäß Artikel D.2, D.222/1, zu gewährleisten. Die übermittelten Informationen enthalten:

- 1° Name und Anschrift des Abgabepflichtigen;
- 2° die Katasterreferenz, auf der das individuelle Klärsystem installiert wurde;
- 3° das Datum, an dem die Befreiung von der Zahlung des TKAR gewährt wurde;
- 4° den Betrag der Prämien, die gegebenenfalls gewährt wurden;
- 5° die Größe des installierten Systems;
- 6° die Ergebnisse der durchgeführten Kontrollen;
- 7° die technischen Informationen in Verbindung mit den eingerichteten individuellen Klärsystemen;
- 8° eine Abschrift der Umwelterklärung und -genehmigung bezüglich des installierten individuellen Klärsystems.

Unterabschnitt 3 - Organisation

Art. D.222/3 - Die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung koordiniert und finanziert die öffentliche Verwaltung der autonomen Sanierung.

Diese Aufgabe wird mit der Unterstützung der gemäß den Artikeln D.343 bis D.345 zugelassenen Sanierungseinrichtungen ausgeführt.

Somit gewährleisten die zugelassenen Sanierungseinrichtungen:

- 1° die Abgabe von technischen Gutachten;
- 2° die Sensibilisierung bei verschiedenen Zielgruppen;
- 3° die Überwachung der Entleerungen und der Bewirtschaftung der Schlämme je nach den jeweiligen Fassungsvermögen der Klärstationen;
- 4° die Kontrolle des Betriebs der individuellen Klärsysteme.

Unterabschnitt 4 - Bewertung und Kontrolle

Art. D.222/4 - In dem Geschäftsführungsvertrag werden die Modalitäten für die Bewertung und Kontrolle der Aufgabe der öffentlichen Verwaltung der autonomen Sanierung durch die Regierung festgelegt.“

Art. 32 - In Teil III Titel I Kapitel IV desselben Buches wird ein Artikel D.227bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. D.227bis - In dem Abschnitt seiner Trasse auf einem Privateigentum darf weder ein ober- oder unterirdischer Bau noch eine Gehölzpflanzung über dem Anschluss, auf der Fläche, die sich beiderseits der Leitungssache bis auf eine Entfernung von einem Meter und fünfzig Zentimetern ab dieser Achse erstreckt, eingerichtet werden.“

Art. 33 - Artikel D.228, Absatz 6 desselben Buches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 22. Juli 2010, wird durch Folgendes ersetzt:

“Die angewandte Tarifierung darf für Jahresverbrauchsvolumen über 25 000 m³ von der oben angegebenen Tarifstruktur durch Herabsetzung des auf den TKV angewandten Koeffizienten abweichen.“

Art. 34 - Artikel D.229 desselben Buches, ersetzt durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. D.229 - Im Rahmen der in Artikel D.228 vorgesehenen Tarifierung wird der TKAR in den nachstehenden Fällen nicht angewandt:

- 1° auf Wasservolumen, die an Benutzer verteilt werden, die der Abgabe für die Einleitung von industriellem Abwasser unterworfen sind;
- 2° auf Wasservolumen, die von landwirtschaftlichen Betrieben verbraucht werden, die der Abgabe für Umweltbelastungen unterliegen, mit Ausnahme des Volumens, das dem mutmaßlichen Verbrauch des Haushalts, d.h. 90 Kubikmetern, entspricht.

Wenn der in Ziffer 1 genannte Benutzer die Abgabe für die Einleitung von industriellem Abwasser zahlen muss, wird der TKAR gemäß den in Artikel D.268 vorgesehenen Modalitäten durch eine Abgabe für die Einleitung von Haushaltsabwasser ersetzt.“

Art. 35 - In Unterabschnitt 2 des Abschnitts 1 des Kapitel I des Titels II desselben Buches wird ein Artikel D.231bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. D.231bis - Wenn der Benutzer zu den in Artikel D.260 vorgesehenen Kosten für die industrielle Abwasserreinigung beiträgt, wird der TKAR unmittelbar von der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung in Rechnung gestellt.“

Art. 36 - In Artikel D.232 desselben Buches werden folgende Änderungen vorgenommen:

- 1° in Absatz 1° werden die Wörter “auf der Grundlage der in Artikel 230 vorgesehenen Anzahlungen und Rechnungen” gestrichen;
- 2° in Absatz 4 wird das Wort “nur” außer Kraft gesetzt und wird das Wort “ausschließlich” vor die Wörter “zu Wohnzwecken” gesetzt.

Art. 37 - Artikel D.233 desselben Buches wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. D.233 - § 1. Der Benutzer gilt dem Versorger gegenüber als Schuldner für alle Beträge, die diesem für die öffentliche Wasserversorgung zu zahlen sind, mit Ausnahme der Kosten oder Entschädigungen, für die der Eigentümer ausdrücklich aufkommen muss.

§ 2. Wenn das angeschlossene Immobiliengut aus Wohnungen, Handelstätigkeiten oder Gebäuden besteht und der Anschluss nicht mit mehreren Zählern versehen ist, wodurch der jeweilige individuelle Wasserverbrauch erfasst werden kann, ob die Wohnungen, Gebäude oder Handelsräume von verschiedenen Bewohnern besetzt sind oder nicht, erhält der Eigentümer die Eigenschaft des Benutzers, was die Fakturierung für die Dienstleistung und die sich daraus ergebenden Rechte und Pflichten betrifft.

§ 3. Wenn der Benutzer nicht Inhaber eines dinglichen Rechts an dem angeschlossenen Immobiliengut ist, hat der Eigentümer gegenüber dem Wasserversorger keine Verpflichtung im Sinne einer gesamtschuldnerischen und gemeinschaftlichen Mithaftung für vom Benutzer nicht gezahlte Beträge, unter der Voraussetzung, dass:

1° er den Beweis erbringt, dass er den Wasserversorger spätestens innerhalb einer Frist von dreißig Kalendertagen nach dem Wechsel bei der Benutzung/Bewohnung des Guts, über die Identität der neuen und alten Benutzer, sowie über den Indexwert des Zählers schriftlich informiert hat;

2° es keinen ungewöhnlich hohen Verbrauch gibt, der auf den Zustand der privaten Hausinstallationen zurückzuführen wäre.

§ 4. Wenn mehrere Personen über gemeinschaftliche dingliche Rechte an einem angeschlossenen Immobiliengut verfügen, haften sie gesamtschuldnerisch und unteilbar für die Verpflichtungen des Eigentümers.

§ 5. Im Falle eines unbewohnten Gebäudes erhält der Eigentümer die Eigenschaft als Benutzer und ist demnach gegenüber dem Versorger für die Kosten der Gebühr und des erfassten Verbrauchs bis zur Meldung der Bewohnung des Gebäudes durch einen neuen Benutzer zahlungspflichtig.“

Art. 38 - In Artikel D.233bis Ziffer 2 desselben Buches wird das Wort "öffentlichen" durch die Wörter "kollektiven und autonomen" ersetzt.

Art. 39 - In Artikel D.254 desselben Buches werden die Wörter "öffentlichen Reinigung des Haushaltsabwassers" durch die Wörter "kollektiven und autonomen Sanierung des Haushaltsabwassers" ersetzt.

Art. 40 - In Artikel D.255 § 1 desselben Buches, eingefügt durch das Dekret vom 12. Dezember 2004, wird Ziffer 2 durch Folgendes ersetzt:

"2° andererseits:

a) entweder dem Abschluss mit der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung eines Dienstleistungsvertrags für die Abwasserreinigung, nach dessen Bestimmungen der Erzeuger des Wassers die Dienstleistungen der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung in Anspruch nimmt, um nach einer bestimmten Planung die kollektive Sanierung und die öffentliche Verwaltung der autonomen Sanierung eines Wasservolumens durchzuführen, das dem zur Verteilung in der wallonischen Region durch die öffentliche Wasserversorgung bestimmten, erzeugten Wasservolumen entspricht;

b) oder der Durchführung der unter Buchstabe a) erwähnten Aufgaben durch den Erzeuger selbst, für ein Volumen, das dem von ihm erzeugten Volumen entspricht.“

Art. 41 - In Artikel D.256 § 1 desselben Buches, abgeändert durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, wird die Zahl "0,0756" durch die Zahl "0,0378" ersetzt.

Art. 42 - In Artikel D.260 desselben Buches werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 2 Absatz 2 werden die Wörter "ab dem Datum der Unterzeichnung des Vertrags" gestrichen und die Wörter "und der Zahlung der Kosten der industriellen Abwasserreinigung am 1. Januar des Jahres, das auf das Datum der Unterzeichnung des Vertrags folgt, unterworfen" hinter das Wort "freigestellt" gesetzt.

2° in Paragraph 3 Absatz 2 wird Ziffer 4 außer Kraft gesetzt;

3° in Paragraph 3 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätze 3 und 4 eingefügt:

"Die Verwaltung oder die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung können eine Messung des industriellen Abwassers durchführen oder durchführen lassen, um die Abgabe oder die Kosten für die industrielle Abwasserreinigung zu erstellen oder zu bestätigen.“

4° in Paragraph 3 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätze 4 und 5 eingefügt:

"Sie sind befugt, alle Auskünfte einzuholen, zu suchen oder zu sammeln, die die genaue Erhebung des tatsächlichen Kostenpreises der industriellen Abwasserreinigung sichern können. Zu diesem Zweck können sie sich von dem in Artikel 12ter des Dekrets vom 6. Mai 1999 erwähnten Beamten der Wallonischen Regierung oder von einem gemäß Artikel D.140 des Buches I des Umweltgesetzbuches benannten Bediensteten unterstützen lassen. Die Entnahmen und Analysen werden von einem gemäß Artikel D.147 des Buches I des Umweltgesetzbuches zugelassenen Laboratorium oder vom Referenzlabor der Wallonischen Region durchgeführt. Das Unternehmen sichert den Zugang zu der Besichtigungskammer und den Kontrollvorrichtungen der Ableitung(en) des industriellen Abwassers. Infolge von Messungskampagnen oder von Analyseergebnissen, die von der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung, der Verwaltung oder den vorerwähnten Beamten oder Bediensteten zwecks der Bestimmung der Durchschnittswerte erhalten wurden, wird zur Bestimmung der Kosten für die industrielle Abwasserreinigung ein Durchschnitt der jeweiligen Analyseergebnisse berücksichtigt. Die Regierung ist befugt, die Modalitäten für die Anwendung dieses Durchschnitts auf der Grundlage der Gewichtung der Durchschnittswerte der von der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung und vom Unternehmen verwendeten Ergebnisse, ihrer Standardabweichungen und der jährlichen Anzahl Proben festzulegen.“

Art. 43 - In Artikel D.262 Absatz 1 desselben Buches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° unter Ziffer 3 wird Buchstabe a) durch Folgendes ersetzt:

"a) "N2" der Anzahl Belastungseinheiten in Verbindung mit dem Vorhandensein von Schwermetallen entspricht. Die zu dosierenden Metalle sind "Gesamtmetalle";";

2° unter Ziffer 6 wird Buchstabe b) durch folgenden Text ersetzt:

"b) "e" ein Reduktionskoeffizient ist, durch den die Ökotoxikologie schrittweise eingeführt werden soll. Bis zum 31. Dezember 2016 ist der Koeffizient "e" gleich 0.

Ab dem 1. Januar 2017 ist der Koeffizient gleich 0,25.

Ab dem 1. Januar 2018 ist der Koeffizient gleich 0,50.

Ab dem 1. Januar 2019 ist der Koeffizient gleich 1,“;

3° der Artikel wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Besteuerungsschwelle für den Parameter N5 ist erreicht, wenn die Anzahl Belastungseinheiten in Verbindung mit dem Toxizitätsgrad mindestens fünfzig kilo-équitox pro Jahr beträgt.“

Art. 44 - In Artikel D.263 desselben Buches wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätze 2 und 3 eingefügt:

„Unbeschadet des Vorerwähnten kann die Verwaltung Messungskampagnen organisieren, um die Durchschnittswerte der Besteuerungsparameter zu bestimmen. Zu diesem Zweck bevollmächtigt sie ein von der Wallonischen Regierung gemäß Artikel D.147 des Buches I des Umweltgesetzbuches zugelassenes Laboratorium oder das Referenzlabor der Wallonischen Region. Die Regierung ist befugt, die Modalitäten für die durchzuführenden Abflussmengenmessungen und Probenahmen zu bestimmen, um ihre gute Repräsentativität sicherzustellen. Der Abgabepflichtige sichert den Zugang zu der Besichtigungskammer und den Kontrollvorrichtungen der Ableitung(en) des industriellen Abwassers. Wenn die Verwaltung infolge von Messungskampagnen oder von Analyseergebnissen, die von anderen Dienststellen der Wallonischen Regierung erhalten wurden, die Besteuerung nach einem Verfahren zur Berichtigung der Erklärung des Abgabepflichtigen erstellt, wird ein Durchschnitt der jeweiligen Analyseergebnisse berücksichtigt. Die Regierung ist befugt, die Modalitäten für die Anwendung dieses Durchschnitts auf der Grundlage der Gewichtung der Durchschnittswerte der von der Verwaltung und vom Abgabepflichtigen verwendeten Ergebnisse, ihrer Standardabweichungen und der jährlichen Anzahl Proben festzulegen.“

Art. 45 - In Artikel D.268 desselben Buches, eingefügt durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, wird ein Paragraph 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„§ 4. Wenn die Personen, die Wasser außerhalb der öffentlichen Wasserversorgung entnehmen, zu den Kosten für die industrielle Abwasserreinigung beitragen und gleichzeitig industrielles und Haushaltsabwasser einleiten, wird die in Paragraph 3 erwähnte Abgabe für die Einleitung von Haushaltsabwasser, die auf den Teil des entnommenen Gesamtvolumens angewandt wird, das in der Form von Haushaltsabwasser eingeleitet wird, durch den TKAR ersetzt.“

Art. 46 - In Artikel 46 D.270 desselben Buches, eingefügt durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter „oder des tatsächlichen Kostenpreises für die Abwasserreinigung (TKAR)“ gestrichen;

2° in Absatz 1 werden die Wörter „oder des TKAR“ gestrichen.

Art. 47 - Artikel D.271 desselben Buches, eingefügt durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, wird um Folgendes ergänzt:

„Der Abgabe unterliegt der Landwirt im Sinne des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, der mindestens eine der drei folgenden Bedingungen erfüllt:

1° er verfügt über Zuchttiere, deren Umweltbelastung drei Einheiten überschreitet;

2° er verfügt über eine Anbaufläche (außer Wiesen) von mindestens einem halben Hektar;

3° er verfügt über mindestens 30 Hektar Wiesen.“

Art. 48 - In Artikel D.272 desselben Buches, eingefügt durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, werden die Wörter „entspricht der Summe der Umweltbelastung „Viehbestand““ durch die Wörter „berücksichtigt die Umweltbelastung „Zuchttiere““ ersetzt.“

Art. 49 - In Artikel D.275 desselben Buches, eingefügt durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 werden die Wörter „ $N = N1 + N2$ “ durch „ $N = 2 + N1 + N2$ “ ersetzt;

2° in Paragraph 2 wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

„ $N1$ ist die Umweltbelastung „Zuchttiere“. Die Belastung wird festgelegt, indem die Erzeugnisse, die sich aus der Multiplikation der Anzahl Tiere einer jeden Kategorie mit ihrem in der Tabelle der Anlage III angeführten Stickstoffkoeffizienten ergeben, addiert werden.“;

3° Paragraph 3 wird durch Folgendes ersetzt:

„§ 3. $N2$ entspricht der Umweltbelastung „Böden“. Die Belastung wird festgelegt, indem die Erzeugnisse, die sich aus der Multiplikation der Kulturen- und Weideflächen mit den folgenden Koeffizienten ergeben, addiert werden:

1° Koeffizient „Kulturen“ = 0.3

2° Koeffizient „ökologische Kulturen“ = 0.15

3° Koeffizient „Wiesen“ = 0.06

4° Koeffizient „ökologische Wiesen“ = 0.03

Diese Koeffizienten geben den durchschnittlichen Stickstoffrückstand im Boden, den durchschnittlichen Einsatz von Pestiziden und das Erosionspotential für die Kulturen und Wiesen an.

Die Regierung kann bestimmte Praxen in der Landwirtschaft zur Erhaltung der Wasserqualität und des Zustands des Grundwassers und des Oberflächenwassers dem biologischen Anbau im Sinne der Koeffizienten gleichstellen.

$N2 = \text{Flächen je Kategorie} \times \text{Koeffizient der entsprechenden Kategorie.}$

Art. 50 - In Artikel D.274 desselben Buches, eingefügt durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, wird Paragraph 2 außer Kraft gesetzt.

Art. 51 - In Artikel D.275 desselben Buches, eingefügt durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 wird das Wort „Viehbestand“ durch „Zuchttiere“ ersetzt und werden die Wörter „berechnet die Verwaltung den Betrag der Abgabe innerhalb einer Frist von vier Jahren nach deren Festlegung nach“ durch die Wörter „kann die Verwaltung binnen zwei Jahren nach der Feststellung einer Regelwidrigkeit den Betrag der Abgabe bis vier Jahre vor dieser Feststellung nachberechnen, dies nur für die Jahre, die der Feststellung einer Regelwidrigkeit entsprechen“ ersetzt;

2° in Paragraph 1 wird Absatz 2 aufgehoben;

3° die Paragraphen 2 und 3 werden aufgehoben.

Art. 52 - In Artikel D.278 § 4 Absatz 2 Ziffer 2 desselben Buches, eingefügt durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, wird das Wort „Unternehmensnummer“ durch „Unternehmens- oder Erzeugernummer“ ersetzt.

Art. 53 - Artikel D.332 desselben Buches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, wird wie folgt abgeändert:

1° in § 1 wird Ziffer 1 durch Folgendes ersetzt:

"1° die Wasserentnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser zu schützen, die kollektive Abwasser-sanierung und die öffentliche Verwaltung der autonomen Sanierung zu gewährleisten;"

2° in § 2 Ziffer 1 werden die Wörter "öffentliche Abwasserreinigung" durch die Wörter "kollektive Sanierung" ersetzt;

3° in § 2 wird eine Ziffer *1bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"*1bis* die Leistung der öffentlichen Verwaltung der autonomen Sanierung gemäß den Artikeln D.222/1 bis D.222/4.";

4° in § 2 wird eine Ziffer 8 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"8° die Rolle einer zentralen Beschaffungsstelle oder einer zentralen Auftragsstelle ausüben."

Art. 54 - In Artikel D.335 § 2 desselben Buches werden die Wörter "öffentlicher Abwasserreinigung" durch den Wortlaut "kollektive Sanierung und öffentliche Verwaltung der autonomen Sanierung" ersetzt.

Art. 55 - In Artikel D.337 Absatz 1 Buchstabe *b*) desselben Buches werden die Wörter "öffentlicher Abwasserreinigung" durch den Wortlaut "kollektive Sanierung und öffentliche Verwaltung der autonomen Sanierung" ersetzt.

Art. 56 - In Artikel D.342*bis* Absatz 2 wird ein Satz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Die Regierung kann die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung damit beauftragen, die Aufgaben in Sachen kollektive Sanierung und öffentliche Verwaltung der autonomen Sanierung zu erfüllen, und den Inhaber einer Wasserentnahmegenehmigung beauftragen, der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung einen Betrag in Höhe des TKAR zu zahlen."

Art. 57 - Artikel D.344 desselben Buches, abgeändert durch das Dekret vom 7. November 2007, wird wie folgt abgeändert:

1° Ziffer 5 wird durch Folgendes ersetzt:

"5° die von den zugelassenen Grubenentleerern abgegebenen Schlämme in den dafür vorgesehenen Klärstationen in Empfang nehmen und beseitigen;"

2° unter den Ziffern 9 und 10 wird der Punkt durch ein Semikolon ersetzt;

3° eine Ziffer 11 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"11° die von der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung übertragenen Aufgaben in Sachen öffentliche Verwaltung der autonomen Sanierung erfüllen."

Art. 58 - Artikel D.347 desselben Buches, abgeändert durch das Dekret vom 19. Juli 2006, wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Im Falle des Rücktritts oder Ausschlusses eines gemeindlichen Teilhabers behält die Gesellschaft diese Zuständigkeit sowie das Eigentum über die eingebrachten Immobilienrechte, sofern die Parteien nichts anderes vereinbaren."

Art. 59 - Artikel D.351 desselben Buches, abgeändert durch das Dekret vom 19. Juli 2006, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. D.351 - Der Rücktritt eines kommunalen Teilhabers ist während der Tätigkeitsperiode der Gesellschaft nur auf Beschluss der Generalversammlung mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen erlaubt. Was die anderen Teilhaber betrifft, ist der Rücktritt während der Tätigkeitsperiode der Gesellschaft nur auf Beschluss der Generalversammlung mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen erlaubt, soweit bei der Aufnahme des betroffenen Teilhabers nicht etwas anderes vereinbart wurde."

Art. 60 - In Artikel D.359 Absatz 2 desselben Buches wird das Wort "Verwaltungsrat" durch das Wort "Vorstand" ersetzt.

Art. 61 - In Artikel D.364 desselben Buches wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

"Bei der Generalversammlung kann jeder Teilhaber sich nur von einem einzigen Beauftragten vertreten lassen, der über ein Stimmrecht verfügt, das der Anzahl der von dem Teilhaber, den er vertritt, gezeichneten Gesellschaftsanteile entspricht, mit Ausnahme der in dem vorliegenden Kapitel, im Gesetz und in den Satzungen vorgesehenen Fälle."

Art. 62 - Artikel D.366 desselben Buches, abgeändert durch das Dekret vom 19. Juli 2006, wird wie folgt abgeändert:

1° in § 1 Absatz 3 der französischen Fassung wird das Komma zwischen "un administrateur au moins" und "par succursale" gestrichen;

2° in § 2 Absatz 2 wird das Wort "ernannten" durch das Wort "gewählten" ersetzt;

3° § 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 3. Wenn eine Stelle als von der Generalversammlung gewähltes Verwaltungsratsmitglied frei wird, haben die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder gemäß der in § 6 Absatz 3 vorgesehenen Regel das Recht, diese Stelle vorläufig zu besetzen, bis eine endgültige Wahl durch die nächste Generalversammlung stattfindet;"

4° in § 6 wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

"Das Verwaltungsratsmitglied, das zum Zeitpunkt seiner Wahl durch die Generalversammlung Mitglied eines Gemeindegremiums oder eines Gemeinderats war, und das keinem dieser beiden kommunalen Organe mehr angehört, gilt als von Rechts wegen rücktretend und sitzt nicht mehr im Verwaltungsrat;"

5° Paragraph 6 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Es werden nur die fakultativen individuellen Listenverbindungs- oder gruppierungserklärungen berücksichtigt, die der Gesellschaft vor dem 1. März des Jahres, das auf das Jahr der Gemeindegewahlen folgt, übermittelt wurden."

Art. 63 - In Artikel D.368 desselben Buches, abgeändert durch das Dekret vom 19. Juli 2006, wird Absatz 3 durch Folgendes ersetzt:

"Unter Vorbehalt der Vollmachten, die er seinen Mitgliedern oder seinen Personalmitgliedern erteilt, sind die Beratungen des Vorstands kollegial. In den Satzungen der Gesellschaft werden die Modalitäten festgelegt, nach denen die Beschlüsse des Vorstands verabschiedet werden."

Art. 64 - Artikel D.372 desselben Buches, ersetzt durch das Dekret vom 19. Juli 2006, wird wie folgt abgeändert:

1° in § 1 werden die Absätze 4, 5, 6 und 7 aufgehoben;

2° § 2 wird durch Folgendes ersetzt:

“§ 2. Die Mitglieder der Betriebsräte werden durch jede angeschlossene Gemeinde, die unter die Zuständigkeit der betreffenden Betriebsfiliale fällt, unter den Mitgliedern des Gemeinderats oder des Gemeindegremiums vorgeschlagen. Der Verwaltungsrat beschließt die Zusammensetzung der Betriebsräte und bezeichnet deren Vorsitzenden.

Die Betriebsräte werden im Verhältnis zu der politischen Zugehörigkeit der gesamten Gemeinderäte der Gemeinden, die unter die Zuständigkeit der betreffenden Betriebsfiliale fallen, zusammengestellt, und zwar unter Berücksichtigung der eventuellen fakultativen individuellen Listenverbindungs- oder -gruppierungserklärungen.

Zur Berechnung dieser Proportionalvertretung wird die Bedeutung einer jeden angeschlossenen Gemeinde im Verhältnis zu der Anzahl der in der Gemeinde versorgten Zähler gewichtet.

Es werden nur die fakultativen individuellen Listenverbindungs- oder -gruppierungserklärungen berücksichtigt, die der Gesellschaft vor dem 1. März des Jahres, das auf das Jahr der Gemeindewahlen folgt, übermittelt wurden.

Die Berechnung dieser Proportionalvertretung bleibt bis zur vollständigen Erneuerung der Betriebsräte gültig, die auf die Gemeindewahlen folgt.”;

3° Paragraph 4 wird durch Folgendes ersetzt:

“§ 4. Außer im Falle eines Rücktritts oder einer anderen vorzeitigen Beendigung endet das Mandat eines Betriebsratsmitglieds mit der vollständigen Erneuerung des Betriebsrats, die auf die Gemeindewahlen folgt.

Wenn eine Stelle als Betriebsratsmitglied frei wird, kann der Verwaltungsrat diese auf Vorschlag der betroffenen Gemeinde und unter Einhaltung der in § 2 Absatz 2 erwähnten Regel besetzen.

Das Betriebsratsmitglied, das zum Zeitpunkt seiner Benennung durch den Verwaltungsrat Mitglied des Gemeindegremiums oder des Gemeinderats der angeschlossenen Gemeinde war, und das keinem dieser beiden kommunalen Organe mehr angehört, gilt als von Rechts wegen rücktretend und sitzt nicht mehr im Betriebsrat.

In den Satzungen der Gesellschaft werden die Regeln für die Zusammensetzung ergänzt und die Modalitäten der Arbeitsweise der Betriebsräte und der Exekutivausschüsse bestimmt.”.

Art. 65 - In Artikel D.382 Absatz 1 Ziffer 2 desselben Buches, abgeändert durch das Dekret vom 19. Juli 2006, werden die Wörter “oder privaten” gestrichen.

Art. 66 - In Teil III Titel III Kapitel III Abschnitt 10 desselben Buches wird ein Artikel D.383*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. D.383*bis* - Die Regierung verbürgt sich ausdrücklich für die ordnungsgemäße Abwicklung der Verpflichtungen bezüglich der Altersversorgungsregelung der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung.”.

Art. 67 - In Artikel D.393 Ziffer 5 desselben Buches, ersetzt durch das Dekret vom 5. Dezember 2008, werden die Wörter “aus Faul- und Sickergruben” gestrichen.

Art. 68 - Artikel D.395 Absatz 2 desselben Buches, ersetzt durch das Dekret vom 5. Juni 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° Ziffer 5 wird durch Folgendes ersetzt:

“5° ein neues Wohnhaus nicht mit einem System ausgerüstet hat, durch das das gesamte Regenwasser von dem städtischen Abwasser getrennt wird, keine Ausrüstung anbringt, die den von der Regierung verabschiedeten Bestimmungen genügt, wenn das abgeleitete Abwasser nicht in einer Klärstation behandelt wird, das städtische Abwasser bei der Inbetriebnahme der Klärstation nicht ausschließlich durch das Abwasserkanalnetz ableitet, die Faulgrube nicht außer Betrieb setzt, wenn die zugelassene Sanierungseinrichtung ein entsprechendes Gutachten abgegeben hat, oder die Klärgrube nicht von einem zugelassenen Entleerer entleeren lässt;”;

2° unter Ziffer 10 wird der Wortlaut “mangels der Durchführung eines kommunalen autonomen Sanierungsverfahrens” gestrichen;

3° eine Ziffer 11 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

“11. jedes Wohnhaus, das mit einem individuellen Klärsystem ausgestattet sein muss, innerhalb der festgelegten Frist nicht damit ausgestattet hat;”.

Art. 69 - In Artikel D.396 desselben Buches, abgeändert durch die Dekrete vom 5. Juni 2008 und vom 27. Oktober 2011, wird eine Ziffer 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“3° derjenige, der gegen eine kraft Artikel D.177 getroffene Regelung oder Verbotsmaßnahme verstößt.”.

Art. 70 - In Artikel D.397 desselben Buches wird die Ziffer 2 aufgehoben.

Art. 71 - In Teil IV wird die Überschrift von Titel VI durch Folgendes ersetzt:

TITEL VI - Strafmaßnahmen für Verstöße im Bereich der Erhebung und Zahlung der Abgaben, Gebühren und Steuern, und der Eintreibung des tatsächlichen Kostenpreises der Abwasserreinigung

Art. 72 - Artikel D.406 desselben Buches, abgeändert durch die Dekrete vom 27. Oktober 2011 und vom 12. Dezember 2014, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. D.406 - Einen Verstoß der zweiten Kategorie im Sinne von Teil VIII des dekretalen Teils von Buch 1 des Umweltgesetzbuches begeht derjenige, der die Zahlung eines Teils oder der Gesamtheit der in den Artikeln D.252 bis D.283 erwähnten Abgabe oder die Zahlung eines Teils oder der Gesamtheit der Gebühr oder Steuer, die ihm durch vorliegendes Gesetzbuch auferlegt wird, umgeht oder versucht, sie zu umgehen, sowie der Erzeuger von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser, der keinen Dienstleistungsvertrag für die Abwasserreinigung mit der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung aufgrund von Artikel D.255 § 1 Ziffer 2 Buchstabe *a*) abgeschlossen hat und der dabei versäumt, die in Artikel D.255 § 1 Absatz 2 Buchstabe *b*) erwähnten Aufgaben zu erfüllen”.

Einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches begeht derjenige, der seine Verpflichtungen zur Festsetzung der in den Artikeln D.252 bis D.285 erwähnten Abgaben und Steuern nicht einhält.”.

Art. 73 - Artikel D.445 desselben Buches, eingefügt durch das Dekret vom 7. November 2007, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. D.445 - Wenn ein Benutzer durch einen oder mehrere Anschlüsse versorgt wird, die auf jährlicher Basis zusammen mehr als 5.000 m³ an einem einzigen geographischen Standort liefern, der sich unberücksichtigt der eine Grenze bildenden Straßen oder Verkehrswege an ein und demselben Platz und an einem Stück befindet, ist das zur Aufstellung der Rechnung zu berücksichtigende Volumen abweichend von dem Vorhergehenden die Summe der gesamten, durch diese Anschlüsse gelieferten Volumen. Die Gebühren und sonstigen mit den verschiedenen Anschlüssen verbundenen Kosten bleiben für jeden Anschluss individuell anwendbar.

Der Verbraucher, der diese Abweichung in Anspruch nehmen möchte, reicht einen Antrag bei seinem Wasserversorger ein, der sie nach Überprüfung der Zulässigkeit ab dem laufenden Fakturierungsjahr unter Berücksichtigung des Datums der Einreichung des Antrags anwendet."

Art. 74 - Der Anhang III desselben Buches, ersetzt durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, wird durch den dem vorliegenden Dekret beigefügten Anhang 1 ersetzt.

KAPITEL III - Abänderungen des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle

Art. 75 - Das vorliegende Kapitel bildet eine teilweise Umsetzung der folgenden Richtlinien:

1° die Richtlinie 94/62/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Dezember 1994 über Verpackungen und Verpackungsabfälle, abgeändert durch die Richtlinie (EU) 2015/720 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. April 2015 betreffend die Verringerung des Verbrauchs von leichten Kunststofftragetaschen;

2° die Richtlinie 2006/66/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 6. September 2006 über Batterien und Akkumulatoren sowie Altbatterien und Alttakkumulatoren hinsichtlich des Inverkehrbringens von Cadmium enthaltenden Gerätebatterien und -akkumulatoren, die zur Verwendung in schnurlosen Elektrowerkzeugen bestimmt sind, und von Knopfzellen mit geringem Quecksilbergehalt sowie zur Aufhebung der Entscheidung 2009/603/EG der Kommission, abgeändert durch die Richtlinie 2013/56/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. November 2013;

3° die Richtlinie 2008/98/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. November 2008 über Abfälle und zur Aufhebung bestimmter Richtlinien, abgeändert durch die Richtlinie (EU) 2015/1127 der Kommission vom 10. Juli 2015;

4° die Richtlinie 2012/19/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 4. Juli 2012 über Elektro- und Elektronik-Altgeräte;

Art. 76 - Artikel 2 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 10. Mai 2012, wird wie folgt abgeändert:

1° unter Ziffer 16 werden die Wörter ", mit Ausnahme der Transitabfälle" gestrichen;

2° es werden die Ziffern 39, 40, 41, 42, 43, 44 und 45 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"39° Kunststoff: ein Polymer im Sinne von Artikel 3 Punkt 5) der Verordnung (EG) Nr. 1907/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates, dem unter Umständen Zusatzstoffe oder andere Stoffe zugesetzt wurden und das als Hauptstrukturbestandteil von Tragetaschen dienen kann;

40° Kunststofftragetaschen: Tragetaschen mit oder ohne Tragegriff aus Kunststoff, die den Verbrauchern in der Verkaufsstelle der Waren oder Produkte angeboten werden;

41° leichte Kunststofftragetaschen: Kunststofftragetaschen mit einer Wandstärke unter 50 Mikron;

42° sehr leichte Kunststofftragetaschen: Kunststofftragetaschen mit einer Wandstärke unter 15 Mikron, die aus Hygienegründen erforderlich sind oder als Erstverpackung für lose Lebensmittel vorgesehen sind, sofern dies zur Vermeidung von Lebensmittelverschwendung beiträgt;

43° Einkaufsstützen: die für das Verpacken der Waren der Kunden bei deren Bezahlung verwendeten Tragetaschen, mit Ausnahme der Erstverpackungen für lose Lebensmittel;

44° Haushaltsabfälle: im Rahmen der Regelung über die Erzeugerhaftung die Abfälle aus der gewöhnlichen Tätigkeit der Haushalte sowie die Abfälle gewerblicher, industrieller, institutioneller und sonstiger Herkunft, die von ihrer Art und Menge her mit denjenigen aus Haushalten vergleichbar sind und die ihnen aufgrund einer von der Verwaltung gebilligten Liste gleichgestellt sind.

45° Abfälle industrieller Herkunft: alle der Regelung über die Erzeugerhaftung unterliegenden Abfälle, die nicht als Haushaltsabfälle betrachtet werden."

Art. 77 - Artikel 6 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 10. Mai 2012, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 3 wird Absatz 2 aufgehoben;

2° es wird ein Paragraph 3bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 3bis - Die Benutzung von Einweg-Kunststofftragetaschen ist beim Einkaufen in den Einzelhandelsgeschäften verboten. Das Verbot gilt ab dem 1. Dezember 2016 für die Einkaufsstützen und ab dem 1. März 2017 für die anderen für das Verpacken von Waren bestimmten Tragetaschen.

Unter Einzelhandelsgeschäft versteht man alle für die Öffentlichkeit bestimmten Verkaufsstellen und Verkaufsverfahren, ob überdacht oder nicht.

Die vom Verbot betroffenen Tragetaschen sind die leichten bzw. sehr leichten Kunststofftragetaschen und alle anderen Kunststofftragetaschen, deren Merkmale von der Regierung bestimmt werden.

Die Regierung kann Ausnahmen, für die sie die Dauer festlegt, vorsehen, um die spezifischen Anforderungen in Sachen Hygiene, Handhabung oder Sicherheit bestimmter Produkte oder Vermarktungsverfahren zu berücksichtigen, wenn es keine geeigneten Alternativen gibt.

Sie kann die Merkmale und Bedingungen bestimmen, die die als Ausnahme zugelassenen Tragetaschen aufweisen bzw. erfüllen müssen."

3° Paragraph 4 wird durch Folgendes ersetzt:

„§ 4. Die Regierung kann alle geeigneten Maßnahmen treffen, um die Erzeugung von Papier- und Kunststoffabfällen aus kostenlosen Veröffentlichungen einzuschränken, um ihr Recycling zu fördern, und um die mit deren Vertrieb verbundenen Probleme im Bereich der öffentlichen Sauberkeit zu bekämpfen. Sie kann insbesondere:

1° Kunststofffolien um diese Veröffentlichungen herum verbieten, wenn es geeignete Alternativen gibt;

2° die Verteilung dieser Veröffentlichungen an Personen verbieten, die sich dagegen ausgesprochen haben oder die deren Erhalt nicht zugestimmt haben. Dabei muss es sich um eine freie, spezifische und informierte Zustimmung bzw. Ablehnung handeln;

3° eine Verpflichtung zur Information der Bürger durch diejenigen, die diese Veröffentlichungen herausgeben lassen oder verteilen, sowie die Eintragung und die Weiterbehandlung der in Anwendung von Ziffer 2 gestellten Anträge einführen.

4° das Anbringen von kunststofflaminieren Karten auf den Scheiben und Windschutzscheiben von Autos untersagen.

Die Regierung bestimmt die in Absatz 2 erwähnten Arten von Veröffentlichungen und Vertriebsweisen. Sie legt die Modalitäten zur Erklärung der Zustimmung fest.“.

Art. 78 - In Artikel 8 § 1 Ziffer 8 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 10. Mai 2012, wird das Wort "Unternehmen" durch die Wörter "natürlichen Personen" ersetzt und werden die Wörter "und privaten" zwischen den Wörtern "öffentlichen" und "Rechts" eingefügt.

Art. 79- In Artikel *8bis* desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 10. Mai 2012, eingefügt durch das Dekret vom 20. Dezember 2001, werden die Paragraphen 1 bis 6 durch das Folgende ersetzt:

„§ 1. Die Regierung kann die in Artikel 2 Ziffer 20 genannten Personen, die in der Wallonie Güter, Produkte oder Rohstoffe auf den Markt bringen, der erweiterten Herstellerverantwortung unterwerfen.

Die erweiterte Herstellerverantwortung hat die Form einer Rücknahmepflicht, einer Berichterstattungspflicht oder einer Teilnahmepflicht.

Die Regierung legt die gemeinsamen Allgemeinregeln und die spezifischen Regeln je Güter- und Abfallstrom fest, die auf die Hersteller und ggf. auf die Beteiligten der Vermarktungs- und Verwaltungskette der Abfallströme anwendbar sind, um die Verhütung und die Wiederverwendung zu fördern und ein hohes Niveau der selektiven Sammlung und Verwertung von Abfällen zu erreichen.

Es kann unterschieden werden, ob die Abfälle Haushaltsabfälle oder berufliche Abfälle sind.

Die Regierung richtet alle zwei Jahre an das Parlament einen Bericht der Verwaltung über die praktische Umsetzung der in Ausführung des vorliegenden Artikels verabschiedeten Bestimmungen.

§ 2. Die Rücknahmepflicht setzt für den Hersteller unter Beachtung der in Artikel 1 § 2 erwähnten Hierarchie das Folgende voraus:

1° Förderung der quantitativen und qualitativen Abfallvermeidung;

2° Gewährleistung oder Verstärkung der Wiederverwendung;

3° Gewährleistung oder Organisation der Abfuhr, der selektiven Sammlung, des Recyclings oder jeglicher anderen angepassten Verwertung oder Bewirtschaftung der Güter oder Abfälle zur Erfüllung der durch die Regierung festgelegten Ziele;

4° Führung der zur Erfüllung der Ziele nötigen Informations- und Sensibilisierungsaktionen;

5° Übernahme der Kosten der in den Punkten 1 bis 4 erwähnten Aktionen, einschließlich der Diebstahlsicherungen, der finanziellen Kontrollen und der Analysen und Inspektionen;

6° Beteiligung und Beitrag, wie auch ggf. die anderen Akteure der Vermarktungskette, an bzw. zu der regionalen Politik zur Bekämpfung der Inzivilitäten in Zusammenhang mit den Abfällen und der öffentlichen Sauberkeit für die betroffenen Güter, Stoffe und Abfälle;

7° Berichterstattung über die Daten über die vermarkteten Güter, Produkte und Stoffe, die gesammelten und behandelten Ströme und die in Ausführung der Rücknahmepflicht geführten Maßnahmen.

Für die Haushaltsabfälle schließen die in Absatz 1 Ziffer 6 erwähnten Kosten die tatsächlichen und vollständigen Kosten der in Zusammenarbeit mit den juristischen Personen öffentlichen Rechts organisierten Abfallbewirtschaftung ein. Die Regierung kann Kriterien und Tarife zum Ausgleich der durch diese getragenen Kosten festlegen. Wenn diese Abfälle von anderen Benutzern als den Haushalten stammen, können andere Finanzierungsmethoden im Rahmen von Einigungen zwischen Herstellern und Benutzern unter Beachtung des anwendbaren europäischen Rechts vorgesehen werden.

Die Regierung bestimmt, welche Daten in Ausführung von Absatz 1 Ziffer 7 mitzuteilen sind, und legt die Art und Weise fest, wie die Register mit diesen Daten geführt werden.

Jeder in der Bewirtschaftungskette der Abfallströme tätige Betreiber, der der Rücknahmepflicht unterworfen ist, muss entweder der zuständigen Behörde unentgeltlich und unmittelbar, oder dem Hersteller bzw. seinem Bevollmächtigten, der Umwelteinrichtung, im Falle einer Vereinbarung mit ihm, die Daten über diese Ströme mitteilen.

§ 3. Jeder der Rücknahmepflicht unterliegende Hersteller muss einen der Verwaltung vorher unterworfenen Vorbeugungsplan erarbeiten und durchführen. Er kann:

1° entweder einen individuellen Vorbeugungsplan erarbeiten und durchführen;

2° oder eine Drittperson, die an seine Stelle treten wird, mit der Erarbeitung und der Durchführung eines Vorbeugungsplanes je nach Sektor der wirtschaftlichen Tätigkeit beauftragen.

Der Vorbeugungsplan enthält die bereits durchgeführten Maßnahmen, die laufenden Maßnahmen, die quantifizierten Ziele und die geplanten Maßnahmen zur quantitativen und qualitativen Vorbeugung für eine Dauer von fünf Jahren.

Die Verwaltung bewertet, genehmigt oder verweigert jeden Plan nach den von der Regierung festgelegten Fristen und Verfahren, unter Berücksichtigung der Ziele des Wallonischen Abfallplans oder des regionalen Programms zur Vorbeugung der Abfälle.

Die Regierung kann eine Mindestschwelle für die Freigabe auf den wallonischen Markt von Gütern oder für die Erzeugung von Abfällen festlegen, ab welcher das Auferlegen eines Vorbeugungsplanes anwendbar ist.

§ 4. Unbeschadet von Paragraph 3 kann der der Rücknahmepflicht unterworfenen Hersteller zwecks Einhaltung seiner Rücknahmepflicht:

1° entweder ein individuelles Abfuhr-, Sammlungs- und Behandlungssystem, einschließlich der Wiederverwendung, durch einen individuellen Verwaltungsplan organisieren;

2° oder eine Umwelteinrichtung, der er angeschlossen ist, mit der Erfüllung seiner Pflicht beauftragen, wobei diese berechtigt ist, entweder im Rahmen einer Lizenz oder im Rahmen einer gemäß dem Umweltgesetzbuch angenommenen Umweltvereinbarung ein Kollektivsystem einzuführen.

Die Regierung erlässt die Anforderungen für den Inhalt des individuellen Planes, das Verfahren, nach dem er eingereicht und gebilligt wird, und seine Gültigkeitsdauer, die fünf Jahre nicht überschreiten kann.

Sie bestimmt die Bedingungen, denen die Umwelteinrichtungen und die Kollektivsysteme genügen müssen, das Verfahren zur Gewährung und Erneuerung der Lizenzen und deren Gültigkeitsdauer, die fünf Jahre nicht überschreiten kann. Sie sieht Bestimmungen vor, um die Streitfälle zwischen den beteiligten Parteien zu begleichen.

§ 5. Die Personen, die den von der Regierung bestimmten Anforderungen genügen, können zugelassen werden, um ein Kollektivsystem zu betreiben, unter Berücksichtigung der folgenden Bedingungen:

1° als Vereinigung ohne Erwerbzweck rechtmäßig gegründet sein;

2° als alleiniges satzungsmäßiges Ziel die Übernahme der Rücknahmepflicht für Rechnung ihrer Mitglieder haben;

3° über ausreichende Mittel verfügen, um die Rücknahmepflicht zu erfüllen.

4° über einen Tätigkeitssitz oder eine Kontaktstelle in der Wallonie verfügen;

5° den Gebrauch der nationalen Sprachen in allen ihren Beziehungen mit der Verwaltung, den in der Wallonie ansässigen betroffenen Personen und Unternehmen beachten;

6° die Gesamtheit des wallonischen Gebiets decken.

Die Umwelteinrichtung ist verpflichtet:

1° für die Gesamtheit der Hersteller, die mit ihr einen Vertrag abgeschlossen haben, innerhalb der vorgesehenen Fristen die Ziele der Sammlung, der Wiederverwendung, des Recyclings und der Verwertung der Güter und Abfälle zu erreichen;

2° gleiche und nicht diskriminierende Bedingungen für den Beitritt und die Übernahme der Rücknahmepflicht für jeden Hersteller, der an dem Kollektivsystem teilnimmt, für die Abfallkategorie, die ihn betrifft, anzuwenden;

3° Bestimmungen im Hinblick auf die Förderung von Arbeitsplätzen mit sozialer Zielsetzung zu nehmen;

4° das von der Regierung gemäß Absatz 4 erlassene Lastenheft einzuhalten.

Wenn die Rücknahmepflicht Haushaltsabfälle betrifft, so erfüllt die Umwelteinrichtung eine Aufgabe öffentlichen Dienstes. Die Regierung sieht die Verfügbarkeit und die Zugänglichkeit der öffentlichen Sammlungsstellen für Hausmüll vor, die den Benutzern und ggf. den Einzelhändlern erlauben, die der Rücknahmepflicht unterliegenden Abfälle unentgeltlich zurückzubringen. Zusätzlich zu den in den vorigen Bestimmungen erwähnten Bedingungen und Pflichten ist die Umwelteinrichtung dazu verpflichtet:

1° das wallonische Gebiet einheitlich zu decken;

2° eine Sicherheitsleistung zu erbringen, um der Region die Einhaltung der Rücknahmepflicht zu garantieren;

3° die tatsächlichen und vollständigen Kosten der in Zusammenarbeit mit den juristischen Personen öffentlichen Rechts organisierten Abfallbewirtschaftung zu finanzieren.

Das Lastenheft der Umwelteinrichtungen wird von der Regierung nach erfolgter öffentlicher Untersuchung gemäß den Bestimmungen des Buches I des Umweltgesetzbuches erlassen. Es umfasst Bestimmungen über die folgenden Aspekte:

1° die Betriebsführung, die Beziehungen mit der Aufsichtsbehörde, den für die Haushaltsmüllsammlung verantwortlichen juristischen Personen öffentlichen Rechts und den betroffenen Parteien;

2° die rechtlichen und technischen Bedingungen, unter denen die Entsorgung und die Bewirtschaftung der Güter und Abfälle organisiert werden;

3° die Bedingungen, unter denen eine Einrichtung unmittelbar oder mittelbar, insbesondere durch Vermittlung einer Tochtergesellschaft, eine operationelle Tätigkeit zur Abfallwirtschaft ausüben kann oder nicht;

4° die Informationspflichten gegenüber der zuständigen Behörde, den Benutzern und Besitzern, insbesondere die Art und Weise, wie diese Information übermittelt werden oder verfügbar sein muss;

5° die Finanzierung der Verpflichtung, die Kostentransparenz, die Berechnung der unmittelbar oder mittelbar von dem Verbraucher getragenen Beiträge, die Beschränkung der aus diesen Beiträgen bestehenden Rücklagen und Rückstellungen auf höchstens achtzehn Monate Tätigkeit, außer im Falle von Abweichungen, und die einzuhaltenden Modalitäten im Falle einer Überschreitung.

Die Regierung bestimmt, welche Maßnahmen des Kollektivsystems je nach Fall der Notifizierung, Begutachtung oder Genehmigung der Verwaltung unterworfen sind.

§ 6. Die Berichterstattungspflicht und die Teilnahmepflicht gelten für die spezifischen Abfälle, die von der Regierung bezeichnet sind und ganz oder teilweise durch juristische Personen öffentlichen Rechts durch jegliches Mittel gesammelt oder entsorgt werden, und mit dem Hausmüll vermischt oder nicht sind.

Die Berichterstattungspflicht umfasst die Benachrichtigung der Verwaltung über die auf den Markt gebrachten Güter, Produkte oder Stoffe einerseits und die zwecks Erfüllung der Umweltziele getroffenen Maßnahmen zur Vermeidung, Wiederverwendung, Information und Sensibilisierung der Benutzer.

Die Teilnahmepflicht gilt für Abfallströme, die Gegenstand eines Mangels in der Kette sind, wobei ein Problem der öffentlichen Sauberkeit vorliegt, oder für welche Wiederverwendungs- oder Verwertungsverfahren einzuführen sind. Sie umfasst, zusätzlich zur Berichterstattungspflicht, die Teilnahme der Hersteller und ggf. anderer Beteiligter der Vermarktungskette an der regionalen Politik zur Abfallvermeidung und -bewirtschaftung, einschließlich der öffentlichen Sauberkeit.

Sie erfolgt in der Form einer pauschalen Beteiligung an den Kosten für die Abfallvermeidung, -sammlung und -behandlung, die von den juristischen Personen öffentlichen Rechts getragen werden, einschließlich wenn für die Abfälle ihrer Art wegen keine selektive Sammlung organisiert wird, oder wenn die Sortierung wirtschaftlich übermäßig hohe Kosten zur Folge hätte. In diesen Kosten sind die Aktionen zur Erhaltung und Wiederherstellung der öffentlichen Sauberkeit in Verbindung mit dem Littering eingeschlossen.

Jede Person, die der Berichterstattungspflicht oder der Teilnahmepflicht unterworfen ist, kann je nach Sektor der wirtschaftlichen Tätigkeit eine Drittperson, die an ihre Stelle tritt, mit der Erfüllung ihrer Pflicht beauftragen.“

Art. 80 - Artikel 21 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 22. März 2007, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

„Ab 2013 wird der Beitrag der Leistungsempfänger der Abfallbewirtschaftung so festgelegt, dass zwischen 95 und 110 % der Kosten für die Abfallbewirtschaftung gedeckt werden. Der Deckungssatz der Kosten wird jährlich bei der Festlegung der Haushaltpläne, auf der Grundlage der Kosten des vorletzten Haushaltsjahres und der bekannten Elemente der Veränderung dieser Kosten, festgelegt. Die Gemeinde überprüft und rechtfertigt jedes Jahr die Einhaltung des gemäß dem vorliegenden Artikel festgelegten Deckungssatzes der Kosten.“;

2° es wird ein § 2bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„§ 2bis. Wenn die Gemeinde oder die Interkommunale einen Abfallbewirtschaftungsdienst für andere Kategorien von Abfallbesitzern oder -erzeugern als die Haushalte organisiert, so werden die eventuellen Bewirtschaftungskosten dieser Abfälle auf diese spezifischen Besitzer oder Erzeuger übertragen werden.“

Der Beitrag ist so festgelegt, dass die Kosten gemäß Paragraph 1 gedeckt werden.“;

3° in Paragraph 5 werden die Wörter „teilen dem Amt jährlich mit,“ durch die Wörter „teilen dem Amt jährlich zur Information mit,“ ersetzt, und wird der Paragraph 4 mit dem folgenden Satz mit folgendem Wortlaut ergänzt: „Das Amt steht den Gemeinden bei der Ausarbeitung ihrer Tarifierung bei, um die Ziele der Kostendeckung im Sinne des vorliegenden Artikels zu erreichen.“.

Art. 81 - Artikel 23 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 22. März 2007, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 werden die Wörter „oder aus der Wallonischen Region“ durch die Wörter „, aus der und durch die Wallonische(n) Region“ ersetzt;

2° in Paragraph 2 Ziffer 6° werden die Wörter „, der aufgrund dieser Verordnung verabschiedeten Rechtsakte der Europäischen Union“ zwischen die Wörter „und der Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. Juni 2006 über die Verbringung von Abfälle“ und die Wörter „und des am 22. März 1989 unterzeichneten und durch das Gesetz vom 6. August 1993 genehmigten Basler Übereinkommens“ eingefügt.

Art. 82 - Artikel 24 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 10. Mai 2012, wird wie folgt abgeändert:

1° Die Paragraphen 4 und 5 werden durch das Folgende ersetzt:

„§ 4. Die Regierung stellt einen oder mehrere Plan bzw. Pläne für die Abfallvermeidung auf. Diese Programme werden gemäß den Artikeln D.40 bis D.45 von Buch I des Umweltgesetzbuches, mit Ausnahme von Artikel D.45, Absatz 1, Satz 1, erstellt.“

In den Programmen zur Abfallvermeidung werden die zu entwickelnden Projekte und Maßnahmen sowie die im Bereich der Abfallvermeidung zu erreichenden Zielvorgaben festgelegt. Diese Programme beschreiben zudem die bestehenden Vermeidungsmaßnahmen und bewerten die Zweckmäßigkeit der in Anhang V angegebenen Beispielsmaßnahmen oder anderer geeigneter Maßnahmen.

Die Abfallvermeidungsprogramme werden gemäß Artikel 1, Paragraphen 1 bis 3 festgelegt.

Zweck solcher Ziele und Maßnahmen ist es, das Wirtschaftswachstum von den mit der Abfallerzeugung verbundenen Umweltauswirkungen zu entkoppeln.

Die Regierung gibt zweckmäßige, spezifische qualitative oder quantitative Maßstäbe für verabschiedete Abfallvermeidungsmaßnahmen vor, anhand derer die bei den Maßnahmen erzielten Fortschritte überwacht und bewertet werden, und sie kann spezifische qualitative oder quantitative Indikatoren und Zielvorgaben festlegen.

Die Regierung kann die Abfallvermeidungsprogramme in den Plan für die Abfallbewirtschaftung eingliedern. In diesem Fall bilden die Vermeidungsprogramme einen spezifischen Teil des Planes.

§ 5. Nach ihrer Verabschiedung werden der Abfallbewirtschaftungsplan und die Abfallvermeidungsprogramme der Europäischen Kommission mitgeteilt.“;

2° in Paragraph 6 werden die Wörter „Der Abfallwirtschaftsplan und darin enthaltene Abfallvermeidungsprogramm“ durch die Wörter „Der Abfallwirtschaftsplan und die Abfallvermeidungsprogramme“ ersetzt.

Art. 83 - In Anhang III des Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle wird der durch das Dekret vom 10. Mai 2012 eingefügte Verweis auf die Fußnote „(*)“ mit dem folgenden Wortlaut ergänzt;

„Der durch die Formel über die Energieeffizienz ergebene Wert wird mit einem Klimakorrekturenfaktor (Climate Correction Factor, CCF) wie folgt multipliziert:

1) CCF für vor dem 1. September 2015 in Betrieb befindliche und nach geltendem EU-Recht genehmigte Anlagen:

CCF = 1, wenn $HDD \geq 3\,350$

CCF = 1,25, wenn $HDD \leq 2\,150$

CCF = $-(0,25/1\,200) [00d7] HDD + 1,698$, wenn $2\,150 < HDD < 3\,350$

2) CCF für nach dem 31. August 2015 genehmigte Anlagen und für Anlagen gemäß Nummer 1 ab 31. Dezember 2029:

CCF = 1, wenn $HDD \geq 3\,350$

CCF = 1,12, wenn $HDD \leq 2\,150$

CCF = $-(0,12/1\,200) [00d7] HDD + 1,335$, wenn $2\,150 < HDD < 3\,350$

Der sich daraus ergebende CCF-Wert wird auf drei Dezimalstellen gerundet.

Der HDD-Wert (Heizgradtage) sollte dem Durchschnitt der jährlichen HDD-Werte für den Standort der Verbrennungsanlage entsprechen, berechnet für einen Zeitraum von 20 aufeinanderfolgenden Jahren vor dem Jahr, für das der CCF bestimmt wird“

Der HDD-Wert sollte nach der folgenden Eurostat-Methode berechnet werden:

$HDD = (18\text{ °C} - T_m) [00d7] d$, wenn T_m weniger als oder gleich 15 °C (Heizschwelle) beträgt,

und $HDD = \text{null}$, wenn T_m über 15 °C beträgt;

dabei ist T_m der mittleren $(T_{min} + T_{max}/2)$ Außentemperatur über einen Zeitraum von d Tagen.

Die Berechnungen sind täglich durchzuführen ($d = 1$) und auf ein Jahr hochzurechnen.“.

KAPITEL IV - *Abänderungen des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung*

Art. 84 - Artikel 1 Ziffer 3 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„3° Betrieb: technische und geographische Einheit, in der eine oder mehrere im Hinblick auf den Umweltschutz eingestufte Anlagen und/oder Tätigkeiten eine Rolle spielen, sowie jede andere Anlage und/oder Tätigkeit, die unmittelbar damit in Zusammenhang steht und Ein- und Auswirkungen auf die Emissionen und die Verschmutzung haben könnte. Ein Betrieb, in dem eine oder mehrere eingestufte Anlagen oder Tätigkeiten involviert sind, die in der Nähe zu gleichartigen Anlagen oder Tätigkeiten niedergelassen sind, die aber in materieller oder funktioneller Hinsicht keine gegenseitige Abhängigkeit haben, bildet einen anderen, von dem bestehenden Betrieb getrennten Betrieb;“.

Art. 85 - Artikel 35 § 1 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, ersetzt durch das Dekret vom 3. Februar 2005 und abgeändert durch das Dekret vom 20. November 2007, wird um einen wie folgt lautenden Absatz ergänzt:

„Wenn der Antrag auf Umweltgenehmigung ein kraft Artikel 3 eingestuftes individuelles Klärsystem betrifft, notifiziert die zuständige Behörde den zusammenfassenden Bericht ebenfalls der in Artikel D.2 Ziffer 76 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, genannten Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung.“.

Art. 86 - Artikel 37 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 22. November 2007 und 22. Juli 2010, wird um einen wie folgt lautenden Absatz ergänzt:

„Wenn der Antrag auf Umweltgenehmigung ein kraft Artikel 3 eingestuftes individuelles Klärsystem betrifft, notifiziert die zuständige Behörde den zusammenfassenden Bericht ebenfalls der in Artikel D.2 Ziffer 76 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, genannten Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung, wobei sie angibt, dass der Beschluss als kraft Absatz 1 gefasst gilt.“.

Art. 87 - Artikel 40 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 22. November 2007, wird folgendermaßen abgeändert:

1° in Paragraph 2 Absatz 1 werden die Wörter „der Einspruch“ durch „der Einspruch, dem der Nachweis für die Zahlung der Bearbeitungsgebühr nach Artikel 177 beigefügt wird,“ ersetzt;

2° Paragraph 7 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Wenn der Antrag auf Umweltgenehmigung ein kraft Artikel 3 eingestuftes individuelles Klärsystem betrifft, notifiziert die zuständige Behörde den Beschluss nach Absatz 1 und 2 ebenfalls der in Artikel D.2 Ziffer 76 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, genannten Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung.“;

3° ein Paragraph 7bis mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

„§ 7bis. Wenn eine öffentliche Untersuchung gegebenenfalls im Rahmen eines Einspruchs organisiert wird, werden die Fristen für die Untersuchung des Einspruchs nach Paragraph 3 und 7 am Datum der Einsendung eines Schreibens, durch das bei der betroffenen Gemeinde die Organisation einer öffentlichen Untersuchung beantragt wird, unterbrochen. Das Verfahren fängt am Datum, an dem der technische Beamte die Ergebnisse der öffentlichen Untersuchung, einschließlich des Protokolls nach Artikel D.29-19 des Buches I des Umweltgesetzbuches, erhält, nach den in Paragraph 3 festgelegten Modalitäten wieder an.“;

4° Paragraph 8 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Wenn der Antrag auf Umweltgenehmigung ein kraft Artikel 3 eingestuftes individuelles Klärsystem betrifft, notifiziert die zuständige Behörde den zusammenfassenden Bericht ebenfalls der in Artikel D.2 Ziffer 76 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, genannten Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung, wobei sie angibt, dass der Beschluss als kraft Absatz 1 Ziffer 2 oder 3 gefasst gilt.“.

Art. 88 - In Artikel 41 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 13. März 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 2 werden die Wörter „der Einspruch“ durch „der Einspruch, dem der Nachweis für die Zahlung der Bearbeitungsgebühr nach Artikel 177 beigefügt wird,“ ersetzt;

2° Absatz 3 wird durch das Folgende ersetzt:

„Die Regierung legt Form und Inhalt des Einspruchsformulars fest. Sie bestimmt die Modalitäten der Untersuchung und die Fristen, innerhalb deren die Gutachten der Verwaltungen und Behörden, deren Konsultierung der für den Einspruch zuständige technische Beamte als notwendig erachtet, übermittelt werden. In Ermangelung eines Gutachtens innerhalb der vorgesehenen Fristen wird das Gutachten als günstig betrachtet.“.

Art. 89 - Artikel 50 § 1 Absatz 1 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 4. Juli 2002, wird um folgenden Satz ergänzt:

„Die Genehmigung wird für eine Höchstdauer von dreißig Jahren gewährt, wenn sie eine Windkraftanlage betrifft.“.

Art. 90 - Artikel 58 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 22. Juli 2010 und 24. Oktober 2013, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 2 Ziffer 4 werden die Wörter „die zuständige Behörde und den technischen Beamten“ durch „die zuständige Behörde, den technischen Beamten und die von der Regierung bestimmten Beamten und Bediensteten“ ersetzt

2° in Paragraph 2 wird eine Ziffer 5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„5° er informiert die zuständige Behörde, den technischen Beamten und die von der Regierung bestimmten Beamten und Bediensteten über die Konkurseröffnung binnen zehn Tagen nach deren Verkündung, außer bei höherer Gewalt.“;

3° ein Paragraph 3 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

„§ 3. Unbeschadet von Artikel 43 des Konkursgesetzes vom 8. August 1997 notifizieren die Konkursverwalter sofort nach ihrem Dienstantritt der zuständigen Behörde, der Gemeinde, wenn Letztere nicht die zuständige Behörde ist, dem technischen Beamten und den von der Regierung bestimmten Beamten und Bediensteten den Konkurs des Betriebs wenn dieser die Lagerung oder Benutzung von gefährlichen Produkten, Stoffen oder Abfällen voraussetzt.“.

Gleichzeitig führen die Konkursverwalter das Inventar der gefährlichen Produkte, Stoffe und Abfälle durch, die im Betrieb gelagert sind, und treffen die erforderlichen Maßnahmen, um die Gefahren, Belastungen oder Nachteile zu vermeiden oder zu verringern. Sie übermitteln unverzüglich die Liste der Produkte, Stoffe oder Abfälle, deren Vorhandensein festgestellt wurde, und die Liste der getroffenen Vorsorgemaßnahmen, der zuständigen Behörde, der Gemeinde, wenn Letztere nicht die zuständige Behörde ist, dem technischen Beamten und den von der Regierung bestimmten Beamten und Bediensteten.

Im Rahmen des in Absatz 2 beschriebenen Auftrags können sich die Konkursverwalter unter ihrer eigenen Verantwortung bei der Aufstellung des Inventars und der Umsetzung der erforderlichen Vorsorgemaßnahmen von jeder Person helfen lassen, die für die Identifizierung der am Standort vorhandenen Produkte, Stoffe oder Abfälle qualifiziert ist.

Die Konkursverwalter handeln für Rechnung der Masse, und die mit der Erfüllung der Aufträge nach vorliegendem Paragraphen zusammenhängenden Schulden einschließlich der erforderlichen Vorsorgemaßnahmen gehen zu Lasten der Masse.

Die Absätze 1 und 3 sind in den von der Regierung bestimmten Fällen anwendbar.“

Art. 91 - In Artikel 81 § 1 desselben Dekrets werden die Wörter "mit Ausnahme der Projekte bezüglich der zeitweiligen, versuchsweise eingerichteten oder jener Betriebe, die sich auf die in Artikel 109 des CWATUP erwähnten Immobiliengüter beziehen" durch folgende Wörter ersetzt: "mit Ausnahme der Projekte bezüglich der zeitweiligen oder versuchsweise eingerichteten oder jener Betriebe, die sich auf die in Artikel 109 Absatz 1 Ziffer 2 des CWATUP erwähnten Immobiliengüter beziehen".

Art. 92 - In Artikel 93 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 31. Mai 2007 und 22. November, wird Paragraph 1 um einen wie folgt lautenden Absatz ergänzt:

"Wenn der Antrag auf Globalgenehmigung ein kraft Artikel 3 eingestuftes individuelles Klärsystem betrifft, notifiziert die zuständige Behörde den Beschluss ebenfalls der in Artikel D.2 Ziffer 76 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, genannten Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung."

Art. 93 - Artikel 94 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 22. November 2007 und 22. Juli 2010, wird um einen wie folgt lautenden Absatz ergänzt:

"Wenn der Antrag auf Globalgenehmigung ein kraft Artikel 3 eingestuftes individuelles Klärsystem betrifft, notifiziert die zuständige Behörde den zusammenfassenden Bericht ebenfalls der in Artikel D.2 Ziffer 76 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, genannten Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung, wobei sie angibt, dass der Beschluss als kraft Absatz 1 gefasst gilt."

Art. 94 - Artikel 95 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 22. November 2007, wird folgendermaßen abgeändert:

1° in Paragraph 2 Absatz 1 werden die Wörter "der Einspruch" durch "der Einspruch, dem der Nachweis für die Zahlung der Bearbeitungsgebühr nach Artikel 177 beigefügt wird," ersetzt;

2° Paragraph 7 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Wenn der Antrag auf Globalgenehmigung ein kraft Artikel 3 eingestuftes individuelles Klärsystem betrifft, notifiziert die Regierung den Beschluss ebenfalls der in Artikel D.2 Ziffer 76 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, genannten Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung.;"

3° ein Paragraph 7bis mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"§ 7bis. Wenn eine öffentliche Untersuchung gegebenenfalls im Rahmen eines Einspruchs organisiert wird, werden die Fristen für die Untersuchung des Einspruchs nach Paragraph 3 und 7 am Datum der Einsendung eines Schreibens, durch das bei der betroffenen Gemeinde die Organisation einer öffentlichen Untersuchung beantragt wird, unterbrochen. Das Verfahren fängt am Datum, an dem der technische Beamte und der beauftragte Beamte die Ergebnisse der öffentlichen Untersuchung, einschließlich des Protokolls nach Artikel D.29-19 des Buches I des Umweltgesetzbuches, erhalten, nach den in Paragraph 3 festgelegten Modalitäten wieder an.;"

4° Paragraph 8 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Wenn der Antrag auf Globalgenehmigung ein kraft Artikel 3 eingestuftes individuelles Klärsystem betrifft, notifiziert die zuständige Behörde den zusammenfassenden Bericht ebenfalls der in Artikel D.2 Ziffer 76 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, genannten Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung, wobei sie angibt, dass der Beschluss als kraft Absatz 1 Ziffer 2 oder 3 gefasst gilt."

Art. 95 - In Artikel 96 § 1 Absatz 8 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 6. Februar 2014 werden die Wörter "gemäß den in Buch I des Umweltgesetzbuches bestimmten Modalitäten organisiert" durch "gemäß den in Buch I des Umweltgesetzbuches, mit Ausnahme von Artikel D.29-13 § 2 Absatz 2 des Buches I des Umweltgesetzbuches, bestimmten Modalitäten organisiert" ersetzt.

Art. 96 - In Artikel 176 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 13. März 2014, wird Absatz 7 durch folgenden Satz ersetzt: "Die Möglichkeit der Einsendung in elektronischer Form mit Authentifizierung ist nur auf die Regelung bezüglich der Erklärung, unter Einschluss des Einspruchs nach Artikel 41, und auf die Einsprüche nach Artikel 40 und 95 anwendbar".

KAPITEL V — *Abänderungen des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben*

Art. 97 - In Artikel 18 § 2 des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben wird ein wie folgt lautender Absatz 2 eingefügt:

"Die Gemeinde oder Gemeindevereinigung ist gesamtschuldnerisch zur Zahlung der für die für ihre Rechnung gesammelten Haushaltsabfälle geschuldeten Abgabe verpflichtet. Sie kann beim Amt beantragen, für diese Abfälle an die Stelle des Abgabepflichtigen zu treten; in diesem Fall hat sie für die Erklärungen und die Begleichung der Abgabe aufzukommen."

Art. 98 - In dasselbe Steuerdekret wird zwischen Kapitel VI und Kapitel VII ein wie folgt lautendes Kapitel *VIbis* eingefügt, das die Artikel 26/1 bis 26/4 umfasst:

"KAPITEL *VIbis* - Steuer auf die mit der Durchführung der Rücknahmepflichten beauftragten Einrichtungen

Art. 26/1 - Für das Kalenderjahr 2016 wird zugunsten der Wallonischen Region eine Steuer zu Lasten der Einrichtungen eingeführt, die die Rücknahmepflicht gewährleisten, die den Herstellern kraft Artikel *8bis* des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle auferlegt wird, und deren Eigenmittel und Rückstellungen am 31. Dezember 2013 die zur Erfüllung der Rücknahmepflicht während 24 Monaten notwendigen Bedürfnisse überschreiten.

Die Bedürfnisse nach Absatz 1 werden auf der Grundlage der durchschnittlichen Betriebskosten im Laufe der letzten fünf Rechnungsjahre berechnet.

Art. 26/2 - Der Steuertatbestand ist die Erhebung bei den Verbrauchern, spätestens am 31. Dezember 2013, des Beitrags zur Finanzierung der Verpflichtungen in Sachen Abfallbewirtschaftung.

Art. 26/3 - Der Betrag der geschuldeten Steuer wird auf 5,22 % der Eigenmittel der Steuerpflichtigen festgelegt, so wie sie in dem genehmigten Jahresabschluss für den Jahrgang 2013 erscheinen, multipliziert mit der Anzahl Einwohner der Wallonischen Region und geteilt durch die Anzahl Einwohner Belgiens am 1. Januar desselben Jahres.

Art. 26/4 - Die Steuer nach vorliegendem Kapitel darf nicht auf die Beiträge zu Lasten der Verbraucher überwält werden."

Art. 99 - In Artikel 49 desselben Steuerdekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

2° in Paragraph 1 Absatz 1 werden die Wörter "*VIbis*" zwischen "Kapitel VI," und "VII" eingefügt;

2° in Paragraph 2 Absatz 1 werden die Wörter "*VIbis*" zwischen "Kapitel VI," und die Wörter "VII und IX" eingefügt.

Art. 100 - In Artikel 50 desselben Steuerdekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 2 werden die Wörter "*VIbis*" zwischen "Kapitel VI," und die Wörter "VII und IX" eingefügt.

2° in Paragraph 2 werden die Wörter "*VIbis*" zwischen "Kapitel VI," und die Wörter "VII und IX" eingefügt.

KAPITEL VI - Abänderungs-, Schluss- und Übergangsbestimmungen

Art. 101 - In Artikel 34 § 1 Absatz 1, 3. Gedankenstrich des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere, abgeändert durch die Gesetze vom 6. Mai 2009 und 27. Dezember 2012 und das Dekret vom 12. Dezember 2014, werden die Wörter "die vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohlbefinden der Tiere gehört, bestimmt werden" gestrichen.

Art. 102 - Artikel D.155*bis* des Buches I des Umweltgesetzbuches, eingefügt durch das Programmdekret vom 22. Juli 2010, wird um die Paragraphen 5, 6 und 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 5. Einen Verstoß der zweiten Kategorie begeht derjenige, der

1° eine illegale Verbringung von Abfällen im Sinne von Artikel 2 Ziffer 35 der Verordnung Nr. 1013/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. Juni 2006 über die Verbringung von Abfällen durchführt;

2° gegen die Artikel 3, 4, 5, 9 § 6, 10 bis 13, 15, 16, 17, 18, 19, 22, 27, 31, 32, 34, 35 § 4, 36 § 1, 37, 38, 39, 40, 41, 42 § 3 Buchstabe c) und § 4, 45, 46, 47, 48, und 49 der Verordnung Nr. 1013/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. Juni 2006 über die Verbringung von Abfällen verstößt.

§ 6. Einen Verstoß der zweiten Kategorie begeht derjenige, der gegen die Bestimmungen von Artikel 1 und von dem Anhang zur Verordnung 1418/2007 der Kommission vom 29. November 2007 über die Ausfuhr von bestimmten in Anhang III oder IIIA der Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates aufgeführten Abfällen, die zur Verwertung bestimmt sind, in bestimmte Staaten, für die der OECD-Beschluss über die Kontrolle der grenzüberschreitenden Verbringung von Abfällen nicht gilt, verstößt.

§ 7. Einen Verstoß der zweiten Kategorie im Sinne der Verordnung Nr. 1005/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. September 2009 über Stoffe, die zum Abbau der Ozonschicht führen, begeht

1° derjenige, der geregelte Stoffe herstellt unter Verstoß gegen die Verbote oder Einschränkungen der Herstellung nach oder in Anwendung von Artikel 4, 7, 8 und 11;

2° derjenige, der geregelte Stoffe benutzt unter Verstoß gegen die Verbote oder Einschränkungen der Verwendung nach oder in Anwendung von Artikel 5, 7, 8, 11, 12 und 13;

3° derjenige, der geregelte Stoffe rückgewinnt und zerstört unter Nichteinhaltung der Vorschriften nach oder in Anwendung von Artikel 22;

4° jedes Unternehmen, das die präventiven Maßnahmen nach oder in Anwendung von Artikel 23 nicht einhält;

5° derjenige, der gegen Artikel 17 der Verordnung Nr. 1005/2009 verstößt."

Art. 103 - Die vor dem Inkrafttreten vorliegenden Dekrets beim Wasserversorger eingereichten Anträge auf den Anschluss eines Gebäudes auf das öffentliche Wasserversorgungsnetz und Anträge auf Wasserausrüstung für ein Gebäude werden nach den zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags geltenden Regeln bearbeitet.

Art. 104 - Solange der Betrag und die Berechnungs- und Zahlungsmodalitäten der Prämie gemäß Artikel D.195 § 3 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, von der Regierung nicht bestimmt worden sind, geht der Anschluss eines neuen Gebäudes, das hauptsächlich zur Nutzung als individuelle Wohnung im Sinne von Artikel 1 des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches bestimmt ist, und eine Erweiterung oder Stärkung des öffentlichen Versorgungsnetzes benötigt, übergangsweise vollständig zu Lasten des Antragstellers, mit Ausnahme der Erweiterung oder Stärkung der ersten fünfzig Meter, die zu Lasten des Wasserversorgers gehen.

Derjenige Teil der Netzerweiterung oder -stärkung, der in oder entlang einer privaten Straße angelegt wird, bleibt jedoch völlig zu Lasten des Antragstellers.

Art. 105 - Die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung und die zugelassenen Sanierungseinrichtungen verfügen über eine Frist von sechs Monaten ab dem Inkrafttreten vorliegenden Dekrets, um ihre Satzungen mit den Bestimmungen vorliegenden Dekrets in Einklang zu bringen.

Gemäß Artikel D.331 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, unterliegen Änderungen in den Satzungen der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung einer vorherigen Zustimmung der Regierung.

Die zugelassene Sanierungseinrichtung, die ihre Satzungen binnen der vorgeschriebenen Frist nicht anpasst, begeht einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne von Teil VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches.

Art. 106 - § 1. Die natürlichen oder juristischen Personen öffentlichen oder privaten Rechts, die das Haushaltsabwasser klären, das sie erzeugen oder zwecks seiner Behandlung empfangen, und die auf eine Befreiung oder Rückerstattung des tatsächlichen Kostenpreises für die Abwasserreinigung (TKAR) Anspruch haben, können bis zum 31. Dezember 2021 wählen, ob sie weiterhin darauf Anspruch haben oder nach den von der Regierung festgelegten Bedingungen der Zahlung des TKAR unterworfen werden wollen.

Die Wasservolumen, die von den Personen entnommen werden, die Anspruch auf eine Befreiung oder Rückerstattung des TKAR haben, werden den in Artikel D.254 Absatz 2 erwähnten Wasservolumen nicht zugerechnet.

§ 2. Die Regierung ist befugt, die Maßnahmen in Bezug auf den Übergangszeitraum zu bestimmen, die Folgendes enthalten:

1° die Bedingungen in Bezug auf die Angleichung der Klärungssysteme, um die öffentliche Verwaltung des autonomen Sanierung in Anspruch zu nehmen;

2° die Modalitäten, um die Dienstleistungen der öffentlichen Verwaltung der autonomen Sanierung in Anspruch zu nehmen;

3° die Modalitäten für die Kontrollen, die Instandhaltung und die Entleerung der individuellen Klärungssysteme, die übergangsweise weiterhin auf eine Befreiung des TKAR Anspruch haben.

Art. 107 - Was die Artikel 87, 88 und 94 vorliegenden Dekrets betrifft, werden die vor dem Datum des Inkrafttretens vorliegenden Dekrets eingereichten Verwaltungsbeschwerden nach den Regeln und dem Verfahren bearbeitet, die am Tage des Einreichens der Verwaltungsbeschwerde galten.

Art. 108 - Die Dauer der Umweltgenehmigung kann einmal verlängert werden, wenn diese Genehmigung auf der Grundlage des Ablaufdatums einer Genehmigung für einen anderen bestehenden und in der Nähe niedergelassenen Betrieb erteilt worden ist, wobei die Gültigkeitsfrist an diesem Ablaufdatum abläuft. Durch diese Verlängerung darf die Gesamtdauer der Genehmigung die Höchstdauer nach Artikel 50 § 1 nicht überschreiten.

Die Regierung bestimmt das Verfahren, das auf den Antrag auf Verlängerung einer Genehmigung anwendbar ist, die für einen Betrieb im Sinne von Artikel 51 Absatz 2 erteilt wurde.

Art. 109 - Artikel 89 gilt für die Genehmigungsanträge, die nach dem Inkrafttreten vorliegenden Dekrets eingereicht worden sind.

Die Genehmigungen für eine Windkraftanlage, die vor dem Inkrafttreten vorliegenden Dekrets gültig oder noch in der Untersuchung waren, können einmal verlängert werden, und zwar für die höchste Zwischenfrist zwischen der Höchstdauer, die kraft Artikel 89 vorliegenden Dekrets für ihre Aktivität zugelassen werden kann, und der in Artikel 50 § 1 Absatz 1 vorgeschriebenen Höchstdauer von zwanzig Jahren. Die Regierung bestimmt die Modalitäten und das Verfahren, die auf den Verlängerungsantrag anwendbar sind.

Art. 110 - Umweltgenehmigungsanträge für ein gemischtes Projekt betreffend in Artikel 109 Absatz 1 Ziffer 1 des CWATUP genannte Immobiliengüter, die vor dem Inkrafttreten des Dekrets für zulässig und vollständig erklärt worden sind, werden weiter untersucht auf der Grundlage der zum Zeitpunkt des Beschlusses, durch den der Antrag für zulässig und vollständig erklärt worden ist, gültigen Bestimmungen.

Städtebaugenehmigungsanträge für ein gemischtes Projekt betreffend in Artikel 109 Absatz 1 Ziffer 1 des CWATUP genannte Immobiliengüter, deren Empfangs- oder Versandbestätigung vor dem Inkrafttreten vorliegenden Dekrets datiert ist, werden weiter untersucht auf der Grundlage der zum Zeitpunkt der Empfangs- oder Versandbestätigung gültigen Bestimmungen.

Art. 111 - In Abweichung von dem durch das Dekret vom 22. März 2007 eingefügten Artikel 22 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle können die Gemeinden, deren Konten den Kostendeckungssatz für die Bewirtschaftung von Haushaltsmüll nach Artikel 26 § 1 desselben Dekrets beachten, nicht aus dem einzigen Grund, das sie diesen Satz nicht bei der Festlegung der Haushaltspläne bestimmt haben, von der Gewährung und Auszahlung der Zuschüsse nach Artikel 27 und 28 dieses Dekrets ausgeschlossen werden.

Art. 112 - § 1. Soweit das vorliegende Dekret nicht Anderes bestimmt, tritt es am ersten Tag des Monats, der auf seine Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* folgt, in Kraft.

§ 2. In Abweichung von Paragraph 1 wird Artikel 41 vorliegenden Dekrets am 1. Januar 2016 wirksam, wobei er auf der Grundlage der 2015 durchgeführten Probenahmen angewendet wird.

Für den Jahrgang 2016 entspricht der Betrag der kraft Artikel D.281 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, vorgesehenen Abzahlungsraten zwanzig Prozent der Hälfte des Betrags der letzten Entnahmesteuer oder Abgabe.

§ 3. Abweichend von Paragraph 1 bestimmt die Regierung das Datum für das Inkrafttreten von Artikel 79 vorliegenden Dekrets.

§ 4. Abweichend von Paragraph 1 wird Artikel 83 am 1. August 2015 wirksam.

ANHANG

Anhang III zum Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet

Umweltbelastung "Zuchttiere"

	Kategorie von Tieren	Stickstoffkoeffizient
Rinder	Milchkuh	0.5538
	Mutterkuh	0.4062
	Schlachtkuh	0.4062
	Sonstige Rinder, älter als 2 Jahre	0.4062
	Rind, jünger als 6 Monate	0.0615
	Färse, 6 bis 12 Monate alt	0.1723
	Färse, 1 bis 2 Jahre alt	0.2954
	Jungstier, 6 bis 12 Monate alt	0.1538
	Jungstier, 1 bis 2 Jahre alt	0.2462
	Schafe und Ziegen	Schafe und Ziegen, jünger als ein Jahr
Schafe und Ziegen,	älter als ein Jahr	0.0406
Pferde	Pferd	0.3446
Schweine	Sau	0.0923
	Eber	0.0923
	Mastschweine und Jungsau	0.0480
	Mastschweine und Jungsau auf biokontrollierter Einstreu	0.0277
	Ferkel (4 bis 10 Wochen alt)	0.0117
Kaninchen	Mutterkaninchen	0.0222
Mastkaninchen	0.0020	
Geflügel	Fleischhähnchen (40 Tage alt)	0.0017
	Lege- oder Zuchthennen (343 Tage alt)	0.0037
	Junghennen (127 Tage alt)	0.0017
	Zuchthähne	0.0026
	Enten (75 Tage alt)	0.0026
	Gänse (150 Tage alt)	0.0026
	Puten und Truthähne (85 Tage)	0.0050
	Perlhühner (79 Tage alt)	0.0017
	Wachteln	0.0002
	Strauße und Emus	0.0185

Gesehen, um dem Dekret vom 23. Juni 2016 zur Abänderung des Umweltgesetzbuches, des Wassergesetzbuches und verschiedener Dekrete in Sachen Abfälle und Umweltgenehmigung als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Juni 2016.

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz
C. DI ANTONIO

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
Namur, den 23 Juni 2016.

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe
M. PREVOT

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien
J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie
P. FURLAN

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz
C. DI ANTONIO

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung
E. TILLIEUX

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung
C. LACROIX

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion
R. COLLIN

—————
Note

(1) *Sitzungsperiode 2015-2016.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 484 (2015-2016) Nrn. 1 bis 12.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 22. Juni 2016.

Diskussion.

Abstimmung.

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/203537]

23 JUNI 2016. — Decreet houdende wijziging van het Milieuwetboek, van het Waterwetboek en van verscheidene decreten inzake afvalstoffen en milieuvergunning (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in Boek I van het Milieuwetboek*

Artikel 1. In artikel D.3 van Boek I van het Milieuwetboek wordt punt 3° aangevuld met de woorden « , tegen een sociaal en economisch aanvaardbare prijs. ».

Art. 2. Hetzelfde Boek wordt aangevuld met een artikel D.4, luidend als volgt:

« Art. D.4. De openbare beleidslijnen steunen de duurzame groei via de ontwikkeling en de ontplooiing van een circulaire economie en de functionaliteit. ».

Art. 3. Artikel D.29-1, § 2, van hetzelfde Boek, gewijzigd bij het decreet van 5 februari 2015, wordt aangevuld met een punt 7°, luidend als volgt :

« 7° de afvalpreventieprogramma's bedoeld in artikel 24 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen. ».

Art. 4. Artikel D.63, lid 2, van hetzelfde Boek, gewijzigd bij het decreet van 11 november 2006, wordt aangevuld met een 9°, luidend als volgt :

« 9° indien de persoon of de personen belast met het milieueffectenonderzoek het voorwerp hebben uitgemaakt van een definitieve wrakingsbeslissing overeenkomstig artikel D.70, lid 2. ».

Art. 5. In artikel D.69 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij het decreet van 11 november 2006, worden volgende wijzigingen ingevoerd :

« 1° lid 3 wordt vervangen door hetgeen volgt :

« De projectontwerper kiest één of meerdere personen, erkend krachtens artikel D.70, om het onderzoek uit te voeren en geeft onmiddellijk kennis van zijn keuze aan de personen en instanties aangewezen door de Regering. Die aangewezen personen en instanties gaan na of de gekozen erkende persoon of personen over de vereiste erkenning beschikken rekening houdend met de aard van het project »;

2° het artikel wordt aangevuld met de leden 4 tot 6 luidend als volgt :

« De Regering bepaalt de procedure en de modaliteiten betreffende de kennisgeving van de keuze van de krachtens artikel D.70 erkende persoon of personen.

In het geval van een tijdelijke vereniging van erkende personen deelt laatstgenoemde mee welke persoon belast is met de coördinatie van het onderzoek.

De Regering bepaalt de gevallen waarin voor de uitvoering van het onderzoek een erkende persoon gewraakt kan worden. Zij bepaalt de procedure en de modaliteiten van de wraking. ».

Art. 6. In artikel D.70 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 31 mei 2007, wordt lid 2 opgeheven.

Art. 7. Bijlage I bij het decretale gedeelte van hetzelfde Boek, ingevoegd bij het decreet van 22 november 2007 en gewijzigd bij het decreet van 10 juli 2013, wordt gewijzigd als volgt :

1° onder punt 2 (Franse versie) worden de woorden « le transport, » ingevoegd tussen de woorden « le ramassage, » en « la valorisation »;

2° er wordt een punt 13 ingevoegd, luidend als volgt:

« 13. Elke doelbewuste introductie in het leefmilieu of elk vervoer van genetisch gemodificeerde organismen in de zin van de wetgeving op de doelbewuste introductie in het leefmilieu van genetisch gemodificeerde organismen of van producten die er bevatten. ».

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt*

Art. 8. In artikel D.2 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 12 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een punt 1°*bis* ingevoegd, luidend als volgt:

« 1°*bis* "eigenaar" :

- elke persoon die houder is van een recht van eigendom, vruchtgebruik, blote eigendom, gebruik, bewoning, opstal, erfpacht op een gebouw dat op de openbare distributie aangesloten is;

- elke persoon die voor zijn verbruik een wateraankoopovereenkomst heeft gesloten zonder gebruik te maken van een openbaar waterdistributienet; »;

2° punt 4° wordt vervangen als volgt:

4° "collectieve sanering": het geheel van de handelingen inzake de opvang van afvalwater, openbare waterzuivering en afwateringswerken als bedoeld in artikel 217, tweede lid, met inbegrip van het afvoeren van overstromingswater naar mijnverzakkingsgebieden in zoverre dit onontbeerlijk is voor het behalen van resultaten inzake de collectieve sanering; »;

3° er wordt een 4°*bis* ingevoegd, luidend als volgt:

« 4°*bis* "autonome sanering" : sanering van de huishoudelijke afvalwateren van een woning of van een geheel van woningen waarbij geen handeling inzake de openbare inzameling en zuivering van het afvalwater nodig is; »;

4° er wordt een punt 15°*bis* ingevoegd, luidend als volgt:

« 15°*bis* "verbruiker" : elke persoon die gebruik maakt van het water dat door een leverancier ter beschikking gesteld wordt; »;

5° punt 16° wordt vervangen als volgt:

« 16° "dienstencontract voor sanering" : overeenkomst gesloten tussen een producent van tot drinkwater verwerkbaar water en de « Société publique de gestion de l'eau » (Openbare maatschappij voor waterbeheer) waarbij de waterproducent de diensten van de « Société » huurt om volgens een bepaalde planning de collectieve zuivering en het openbare beheer van de autonome zuivering te verrichten van een waterhoeveelheid die overeenstemt met de geproduceerde waterhoeveelheid die via de openbare distributie in het Waalse Gewest moet worden verdeeld;

6° onder punt 39° worden de woorden « uit het ledigen van septische putten of gelijkaardige zuiveringssystemen » geschrapt;

7° onder punt 41° worden de woorden « uit het ledigen van septische putten of gelijkaardige zuiveringssystemen » geschrapt;

8° punt 54° wordt vervangen als volgt:

« 54° "slijk" : product van de ruiming van een septische put of van een individueel zuiveringssysteem; »;

9° er wordt een punt 54*ter* ingevoegd, luidend als volgt:

« 54*ter* "private distributie-installatie" : de leidingen, accessoires en toestellen geplaatst stroomafwaarts de teller, uitgangskoppeling inbegrepen; »;

10° er wordt een punt 65°*bis* ingevoegd, luidend als volgt:

« 65°*bis* "verbindingspunt" : de grens tussen het distributienet en de private distributie-installatie die zich meteen stroomafwaarts de teller bevindt, uitgangskoppeling inbegrepen. Bij gebrek aan teller wordt dat verbindingspunt bepaald bij een overeenkomst tussen de eigenaar en de leverancier. Bij gebrek aan overeenkomst wordt dat punt vastgelegd aan de grens van het privé domein; »;

11° er wordt een punt 96° ingevoegd, luidend als volgt:

« 96° "openbaar beheer van de autonome sanering" : geheel van de sensibiliserings-, administratieve en financiële handelingen toegewezen aan de overheden om te zorgen voor de uitvoering en de vlotte werking van de autonome sanering door de eigenaar of de gebruiker van de woning en om een aan de collectieve sanering gelijkwaardig beschermingsniveau mogelijk te maken. ».

Art. 9. Artikel D.23, § 3, eerste lid, van hetzelfde Boek, gewijzigd bij het decreet van 13 oktober 2011, wordt aangevuld met een punt 17°, luidend als volgt :

« 17° de maatregelen van het gewestelijk plan van de waterhulpbronnen, in het bijzonder met het oog op de beveiliging van de waterbevoorrading van Wallonië door het opwaarderen van de beschikbare hulpbronnen en infrastructuren en om de waterwinningen te rationaliseren. »

Art. 10. In artikel D.28, § 7, eerste lid, van Boek I van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « , per uittreksel, » worden ingevoegd tussen de woorden « bekendmaking » en de woorden « van het maatregelenprogramma in het Belgisch Staatsblad »;

2° het eerste lid wordt aangevuld met volgende zin: « De bekendmaking per uittreksel vermeldt het adres van de Internetsite alsook de plaats waar de documenten op papieren drager ingekeken kunnen worden. ».

Art. 11. In artikel D.161 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij het decreet van 7 november 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° onder punt 1° worden de woorden « al dan niet » ingevoegd tussen de woorden « vaste afvalstoffen die » en de woorden « vooraf aan een mechanische verbrijzeling werden onderworpen »;

2° onder punt 2° worden de woorden « in de openbare rioleringen, de verzamelleidingen en het oppervlaktewater te brengen. » vervangen door de woorden « in de openbare rioleringen, de verzamelleidingen, het oppervlaktewater en de kunstmatige regenwaterafvoerwegen te brengen; ».

3° het artikel wordt aangevuld met de punten 3°, 4° en 5°, luidend als volgt :

« 3° afvalwater in de rioleringen en de verzamelleidingen te lozen dat textielvezels, minerale oliën, ontvlambare of ontplofbare producten, vluchtige oplosmiddelen, ontvlambare of ontplofbare opgeloste gassen of producten bevat die de vrijmaking van dergelijke milieu-onvriendelijke gassen of uitwasemingen kunnen veroorzaken en, in het algemeen, stoffen die het volgende kunnen veroorzaken :

a) gevaar voor het personeel dat de rioleringen en de zuiveringsinstallaties onderhoudt;

b) beschadiging of verstopping van de leidingen;

c) belemmering van de vlotte werking van de stuwings- en zuiveringsinstallaties;

d) ernstige vervuiling van het ontvangende milieu waarin de openbare riolering loost;

e) belemmering van de nuttige toepassing van het slib gegenereerd door het zuiveringsproces van het afvalwater;

4° water te lozen in de rioleringen en verzamelleidingen waarvan :

a) de pH hoger dan 9,5 of lager dan 6 is;

b) de temperatuur hoger is dan 45°C;

c) het gehalte aan zwevende stoffen hoger is dan 1 g/l;

d) de zwevende stoffen groter zijn dan 1 cm; deze stoffen mogen de werking van de opvang- en zuiveringsstations niet schaden vanwege hun structuur;

e) het gehalte aan met petroleumether extraheerbare stoffen hoger is dan 0,5 g/l;

5° behoudens milieuvergunning verleend op basis van een evaluatie in overleg met de erkende zuiveringsinstelling, de volgende wateren in de rioleringen en verzamelleidingen te lozen :

a) koelwateren;

b) bemalingswateren;

c) wateren geëxploiteerd voor de productie van warmte, kou of stroom. ».

Art. 12. Deel II, Titel VII, Hoofdstuk II, Afdeling 3, Onderafdeling 2 van hetzelfde Boek wordt aangevuld met een artikel D.174bis, luidend als volgt:

« Art. D.174bis. Binnen een bepaald voorkomingsgebied, voor een waterwinning waarvan de houder een verdeler is, is elke nieuwe waterwinning verboden, behoudens milieuvergunning verleend of een besluit genomen krachtens artikel 4 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning op basis van een evaluatie in overleg met de verdeler die houder is van de waterwinning waarop het afbakingsbesluit betrekking heeft, van de geschiktheid van de nieuwe waterwinning ten opzichte van de mogelijke alternatieven die geen bijkomend risico inhouden. ».

Art. 13. Artikel D.181 van hetzelfde Boek wordt opgeheven.

Art. 14. In artikel D.182, § 3, van hetzelfde Boek worden de woorden « de abonnee » vervangen door de woorden « de eigenaar ».

Art. 15. In artikel D.193, § 1, eerste lid, van hetzelfde Boek wordt het woord « abonnees » vervangen door het woord « eigenaars ».

Art. 16. Artikel D.194 van hetzelfde Boek wordt opgeheven.

Art. 17. Artikel D.195 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij het decreet van 7 november 2007, wordt vervangen als volgt :

« Art. D.195. § 1. Elke persoon die houder is van een zakelijk recht op een gebouw mag bedoeld gebouw op eigen verzoek en voor eigen rekening op het net van de openbare waterdistributie laten aansluiten.

De uitbreiding of de versterking van het openbare distributienet die eventueel nodig zijn voor de aansluiting van het gebouw zijn integraal voor rekening van de verzoeker.

§ 2. Als het gaat om een aanvraag tot aansluiting van een nieuw gebouw dat hoofdzakelijk voor individuele bewoning bestemd is in de zin van artikel 1 van de Waalse huisvestingscode en waarvoor een uitbreiding of een versterking van het openbare distributienet noodzakelijk is, geniet de aanvrager een door de verdeler toegekende premie waarvan het bedrag en de desbetreffende berekenings- en betaalmodaliteiten door de Regering bepaald worden.

§ 3. Als het gaat om een aanvraag tot aansluiting van een gebouw dat gedekt is door een niet verlopen bebouwingsvergunning of door een niet verlopen vergunning voor gegroepeerde constructies, wordt de aanvraag niet in aanmerking genomen zolang de uitrusting of de versterking inzake de waterdistributie niet is doorgevoerd.

§ 3. De uitrusting of de versterking inzake de waterdistributie voor gebouwen die gedekt zijn door een niet verlopen bebouwingsvergunning of een niet verlopen vergunning voor gegroepeerde constructies, met inbegrip van de eventueel noodzakelijke versterking van het bestaande net, zijn integraal voor rekening van de houder van de vergunning. ».

Art. 18. Deel III, Titel I, Hoofdstuk I, Afdeling 2, Onderafdeling 2, van hetzelfde Boek wordt aangevuld met een artikel D.195bis, luidend als volgt:

« Art. D.195bis. § 1. Behoudens instemming van de verdeler, mag de uitbreiding van het openbare distributienet die noodzakelijk is voor de wateraansluiting of -uitrusting van een gebouw niet aangelegd worden in een privéweg.

De verdeler verleent deze afwijking op voorwaarde dat de aanvrager gratis afstand doet van de zakelijke rechten die noodzakelijk zijn voor de uitbreiding, het toezicht erop, het onderhoud en de vervanging ervan, met inbegrip van het recht om elk ogenblik ongehinderd toegang te hebben tot de weg en de ondergrond met de leidingen, toestellen, kamers en installaties die onder het openbare distributienet ressorteren.

§ 2. Het voordeel van artikel D.195, § 2, is uitgesloten voor het gedeelte van de uitbreiding of de versterking aangelegd in of langs een private weg. ».

Art. 19. Deel III, Titel I, Hoofdstuk I, Afdeling 2, Onderafdeling 2, van hetzelfde Boek wordt aangevuld met een artikel D.195ter, luidend als volgt:

« Art. D.195ter. De uitbreiding van het openbare waterdistributienet die noodzakelijk is voor de wateraansluiting of -uitrusting van een gebouw, begint bij de aansluiting op het bestaande net en eindigt, in of langs de weg, ter hoogte van de scheidingsgrens tussen het perceel waarvoor de wateraansluiting of -uitrusting gevraagd wordt en het belendende perceel. Als de bijzondere configuratie van de plek het rechtvaardigt of als het belendende perceel niet bebouwbaar is ten opzichte van het stedenbouwkundig statuut ervan dat van kracht is op de datum van de aanvraag, legt de verdeler de grens van de uitbreiding vast op hoogstens zes meter afstand verderop het aansluitingspunt van de laatste aansluiting die op die uitbreiding verricht moet worden. ».

Art. 20. In artikel D.196 van hetzelfde Boek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden « de abonnee » vervangen door de woorden « de eigenaar »;
- 2° in paragraaf 1, derde lid, worden de woorden « de abonnee » vervangen door de woorden « de eigenaar »;
- 3° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden « de abonnee » vervangen door de woorden « de eigenaar »;
- 4° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden « de abonnee » vervangen door de woorden « de eigenaar ».

Art. 21. Artikel D.197 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij het decreet van 7 november 2007, wordt vervangen als volgt :

« Art. D.197. Elke aansluiting wordt van minstens één meter voorzien.

Voor nieuwe aansluitingen wordt een meter geplaatst om het verbruik van elke woning, commerciële activiteit of gebouw afzonderlijk te meten. Als de aansluiting van meer dan één meter voorzien wordt, wordt een bijkomende meter geplaatst om het gemeenschappelijke verbruik te registreren.

In geval van wijziging van een bestaande aansluiting, is de aanpassing van het aantal meters voor rekening van de aanvrager. De aansluiting van de binneninstallaties op elke meter is voor rekening van de eigenaar(s).

De Regering bepaalt de voorwaarden tot uitvoering van de aansluiting die de verdeler moet vervullen alsook de technische voorschriften betreffende de normen voor de bescherming van de installaties. Ze kan ook de voorwaarden bepalen m.b.t. de uitvoering en het gebruik van de private binneninstallaties van de gebruikers en de eigenaars. ».

Art. 22. In artikel D.198 van hetzelfde Boek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het eerste lid worden de woorden « De abonnee » vervangen door de woorden « De eigenaar »;
- 2° in het derde lid worden de woorden « de abonnee » vervangen door de woorden « de eigenaar ».

Art. 23. In artikel D.199, eerste lid, van hetzelfde Boek worden de woorden « van abonnee » vervangen door de woorden « van eigenaar ».

Art. 24. In artikel D.203, derde lid, van hetzelfde Boek, worden de woorden « d.m.v. een omzendbrief of een openbaar bericht » geschrapt.

Art. 25. Artikel D.204 van hetzelfde Boek wordt vervangen als volgt :

« Art. D.204. De Regering bepaalt de technische voorschriften betreffende de plaatsing van de aansluitingen, de voorwaarden voor de uitvoering en het gebruik van de private binneninstallaties alsook de bescherming van de installaties van de verdeler.

De Regering kan de modaliteiten bepalen m.b.t. de opname van de meterstand, de forfaitaire schatting van de verbruiken, de controle op de meter, de rechtzetting van de rekeningen van de gebruiker, de vergoeding van de verdeler voor de kosten van de prestaties die hij verricht op verzoek of door de schuld van de gebruiker of de eigenaar alsook voor de vergoeding van de verdeler ingevolge overtredingen begaan door de gebruiker of de eigenaar. ».

Art. 26. In artikel D.206 van hetzelfde Boek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het eerste lid worden de woorden « de abonnee » vervangen door de woorden « de eigenaar »;
- 2° in het tweede lid wordt het woord « abonnees » vervangen door het woord « eigenaars ».

Art. 27. In artikel D.207 van hetzelfde Boek worden de woorden « i.v.m. de meting van het verbruik en de controle van de installaties en de meter » vervangen door de woorden « m.b.t. de installaties van de verdeler ».

Art. 28. Artikel D.208 van hetzelfde Boek wordt vervangen als volgt :

« Art. D.208. De verbruikte volumes worden geregistreerd d.m.v. de meter die door de verdeler geplaatst wordt. Het tijdstip en de periodiciteit van de meting van de verbruikte volumes worden door de verdeler bepaald. De meting wordt minstens één keer per jaar uitgevoerd. De gebruiker verleent de verdeler toegang tot de installaties onder de voorwaarden waarin artikel D.207 van dit Wetboek voorziet. ».

Art. 29. Artikel D.216 van hetzelfde Boek wordt vervangen als volgt :

« D.216. De Regering belast de « S.P.G.E. » bij beheerscontract met de uitvoering van de beheersplannen voor de Waalse stroomgebieden, wat betreft de collectieve en autonome sanering van de afvalwateren volgens de prioriteiten die in de betrokken beheersplannen vastliggen. ».

Art. 30. In artikel D.222 van hetzelfde Boek, ingevoegd bij het decreet van 7 november 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. De Regering kan regels voorschrijven voor het onderhoud van de individuele zuiveringssystemen, voor de ruiming en de verwijdering van het slijk uit septische putten en individuele zuiveringssystemen. Ze kan, met name, de verplichting opleggen het slijk te overhandigen aan ruimers erkend overeenkomstig de regels die zij bepaalt. »;

2° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt :

« § 4. De behandeling van het slijk wordt door de erkende saneringsinstelling waargenomen in het kader van haar dienstcontract inzake zuivering en inzameling als het slijk uitsluitend voortkomt uit de behandeling van huishoudelijk afvalwater geproduceerd in het Waalse Gewest. ». De behandeling door de erkende saneringsinstelling van slijk dat voortkomt uit de behandeling van buiten het Waalse Gewest geproduceerd huishoudelijk afvalwater is een betaaldienst. ».

Art. 31. Deel III, Titel I, Hoofdstuk III, van hetzelfde Boek wordt aangevuld met een afdeling 3 die de artikelen D.222/1, D.222/2, D.222/3 en D.222/4 inhoudt, luidend als volgt :

« Afdeling 3. — Bepalingen betreffende het openbare beheer van de autonome sanering

Onderafdeling 1 - Optrachten

Art. D.222/1. De openbare dienstopdracht betreffende het openbare beheer van de autonome zuivering wordt aan de « S.P.G.E. » toevertrouwd op het grondgebied bepaald naar gelang van de dienstencontracten gesloten met de producenten van tot drinkwater verwerkbaar water. Ze beoogt een gecoördineerd en eenvormig beheer van de gezamenlijke zuivering van de huishoudelijke afvalwateren, met inachtneming van de begrippen mutualisering van de kosten en billijke afwenteling op de waterverbruikers van de zuiveringskosten alsook informatieverstrekking aan de burger, samen met de gemeenten en het Gewest, m.b.t. zijn verplichtingen krachtens het Algemeen zuiveringsreglement waarin artikel D.218 voorziet.

Deze opdracht omvat coördinatie en financiële tegemoetkoming, onder de voorwaarden die de Regering bepaalt, wat betreft :

- 1° de toekenning van een premie of een lening, met subsidierente, bij de installatie of de sanering van individuele zuiveringssystemen;
- 2° de controle op de werking van de individuele zuiveringssystemen;
- 3° de financiële tenlasteneming en de opvolging van de ruiming en van het beheer van het door de individuele zuiveringssystemen vorgebrachte slijk dat in de zuiveringsstations aangenomen wordt;
- 4° de financiële deelname bij het onderhoud van de individuele zuiveringssystemen, vastgelegd door de Regering op een forfaitaire basis en vatbaar voor indexerings.

De Regering kan de modaliteiten bepalen voor de betaling van de premie volgens de regeling van de betalende derde.

Wat betreft de leningen verleend door of via de « S.P.G.E. » voor de geleidelijke uitvoering van de autonome sanering, mag de Regering een vergoeding toekennen om de rentevoet van die leningen tot nul procent te reduceren.

De Regering kan de regels bepalen voor de toekenning van die leningen met vergoeding en die opdracht nader bepalen via het beheerscontract met de « S.P.G.E. ».

De specifieke opdracht inzake de controle op de werking wordt uitgeoefend onverminderd de controlebevoegdheden van het Gewest, van de gemeente of van de agent(en) aangewezen overeenkomstig boek I van het Milieuwetboek. De persoon belast met de controle heeft toegang tot het individuele zuiveringssysteem en tot de bijgebouwen ervan.

Onderafdeling 2. — Bijzondere verplichtingen

Art. D.222/2. § 1. Het individuele zuiveringssysteem wordt ontworpen, uitgevoerd, gesaneerd en onderhouden voor de te behandelen afvalwaterstroom.

§ 2. De eigenaar wordt belast met het goede onderhoud en de werking van het individuele zuiveringssysteem.

§ 3. De Regering kan de opvolging van de individuele zuiveringssystemen reglementeren. Ze kan ondermeer het onderhoud ervan verplicht maken, verplichten het slijk te overhandigen aan ruimers erkend overeenkomstig de regels opgenomen in artikel D.222 en voorzien in controles op de werking van de individuele zuiveringssystemen.

§ 4. De gegevens betreffende de publiek- of privérechtelijke natuurlijke of rechtspersonen die over een individueel zuiveringssysteem beschikken, worden door de Administratie aan de « S.P.G.E. » meegedeeld opdat ze haar opdracht inzake het openbare beheer van de autonome sanering kan vervullen overeenkomstig de artikelen D.2, D.222/1. De verstrekte gegevens hebben betrekking op :

- 1° de naam en het adres van de verschuldigde;
- 2° de kadastrale referentie waarop het individuele zuiveringssysteem is geïnstalleerd;
- 3° de datum waarop de vrijstelling van de betaling van de CVA werd verleend;
- 4° het bedrag van de premies die eventueel werden toegekend;
- 5° de omvang van het geïnstalleerde systeem;
- 6° de resultaten van de verrichte controles;
- 7° de technische gegevens betreffende de geïnstalleerde individuele zuiveringssystemen;
- 8° een afschrift van de aangiften en milieuvergunningen betreffende het geïnstalleerde individuele zuiveringssysteem.

Onderafdeling 3 — Organisatie

Art. D.222/3. De « S.P.G.E. » coördineert en financiert het openbare beheer van de autonome sanering.

Deze opdracht wordt uitgeoefend met de medewerking van de saneringsinstellingen erkend krachtens de artikelen D.343 tot D.345.

Aldus zorgen de erkende zuiveringsinstellingen met name voor :

- 1° de overlegging van technische adviezen;
- 2° de sensibilisering van de verschillende doelpublieken;
- 3° de opvolging van de ruiming en van het beheer van het slijk naar gelang van de capaciteiten van de zuiveringsstations;
- 4° de controle op de werking van de individuele zuiveringssystemen.

Onderafdeling 4 - Evaluatie en controle

Art. D.222/4. Het beheerscontract voorziet in de modaliteiten voor de evaluatie en de controle van de opdracht inzake het openbare beheer van de autonome sanering door de Regering. ».

Art. 32. Deel III, Titel I, Hoofdstuk IV, van hetzelfde Boek wordt aangevuld met een artikel D.227bis, luidend als volgt:

« Art. D.227bis. Op het gedeelte van het tracé van de leiding in een privé domein, mogen bovenop de aansluitingen geen bouwwerken opgetrokken of ingegraven worden, noch struiken aangeplant worden op de oppervlakte die zich aan weerskanten van de as van de leiding uitstrekt tot op anderhalve meter vanaf die as. ».

Art. 33. Artikel D.228, zesde lid, van hetzelfde Boek, gewijzigd bij het decreet van 22 juli 2010, wordt vervangen als volgt :

« Het toegepaste tarief kan van bovenbedoelde tariefstructuur afwijken voor de jaarlijkse verbruikvolumes boven 25 000 m³ per vermindering van de coëfficiënt die op de CVD toegepast wordt. ».

Art. 34. Artikel D.229 van hetzelfde Boek, vervangen bij het decreet van 12 december 2014, wordt vervangen als volgt :

« Art. D.229. In het kader van de tarifiering bedoeld in artikel D.228 wordt de C.V.A. niet toegepast in de volgende gevallen:

- 1° op de watervolumes verdeeld aan de gebruikers onderworpen aan de belasting op het lozen van industrieel afvalwater;
- 2° op de watervolumes verbruikt door de landbouwbedrijven onderworpen aan de belasting op de milieulasten, met uitzondering van het volume gelijk aan het vermoedelijke verbruik van het gezin, met name 90 kubieke meter.

Als de gebruiker bedoeld onder punt 1° onderworpen is aan de belasting op het lozen van industrieel afvalwater, wordt de C.V.A. door een belasting op het lozen van industrieel afvalwater vervangen volgens de modaliteiten waarin artikel D.268 voorziet. ».

Art. 35. In Titel II, Hoofdstuk I, Afdeling 1, van hetzelfde Boek wordt Onderafdeling 2 aangevuld met een artikel D.231*bis*, luidend als volgt :

« Art. D.231*bis*. Als de gebruiker bijdraagt in de kosten van de industriële sanering waarin artikel D.260 voorziet, wordt de C.V.A. rechtstreeks gefactureerd door de « Société publique de gestion de l'eau ». ».

Art. 36. In artikel D.232 van hetzelfde Boek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « op basis van de in artikel D. 230 bedoelde voorschotten en facturen » geschrapt.

4° in het vierde lid wordt het woord « slechts » geschrapt en wordt het woord « uitsluitend » ingevoegd tussen de woorden « een gebouw dat niet » en « voor bewoning bestemd is ».

Art. 37. Artikel D.233 van hetzelfde Boek wordt vervangen als volgt :

« Art. D.233. § 1. De gebruiker is de verdeler alle sommen verschuldigd die hem toekomen vanwege de openbare waterdistributie, met uitzondering van de kosten of vergoedingen die de eigenaar uitdrukkelijk verschuldigd is.

§ 2. Als het aangesloten pand bestaat uit woningen, handelsruimten of bouwwerken en als de aansluiting niet voorzien is van verschillende meters waarmee de respectieve geïndividualiseerde verbruiken gemeten kunnen worden, ongeacht of de woningen, bouwwerken of handelsruimten al dan niet door verschillende gebruikers gebruikt worden, krijgt de eigenaar de hoedanigheid van gebruiker wat betreft de facturering van de dienst en de desbetreffende rechten en plichten.

§ 3. Als de gebruiker niet houder is van een zakelijk recht op het aangesloten gebouw, mag de eigenaar jegens de verdeler niet hoofdelijk en ondeelbaar gehouden worden tot de betaling van alle sommen die de gebruiker niet betaald heeft voorzover :

1° hij het bewijs levert dat hij de verdeler uiterlijk dertig kalenderdagen na de datum van de wijziging van het gebruik van het goed schriftelijk kennis gegeven heeft van de identiteit van de intrekende en vertrekkende gebruikers, alsook van de meterindex op die datum;

2° een ongewoon hoog verbruik niet te wijten is aan de staat van de private installaties.

§ 4. Als verschillende personen houder zijn van onverdeelde zakelijke rechten op een aangesloten gebouw, zijn ze hoofdelijk en ondeelbaar gehouden tot de verplichtingen van de eigenaar.

§ 5. In het geval van een niet gebruikte gebouw krijgt de eigenaar de hoedanigheid van gebruiker, waardoor hij de verdeler de kosten van de heffing en van het geregistreerde verbruik verschuldigd is totdat melding wordt gemaakt van het gebruik van het gebouw door een nieuwe gebruiker. ».

Art. 38. Artikel D.233*bis*, 2°, van hetzelfde Boek wordt het woord « openbare » vervangen door de woorden « collectieve en autonome ».

Art. 39. In artikel D.254 van hetzelfde Boek worden de woorden « openbare zuivering van het afvalwater » vervangen door de woorden « collectieve en autonome sanering ».

Art. 40. In artikel D.255, § 1, van hetzelfde Boek, ingevoegd bij het decreet van 12 december 2004, wordt punt 2° vervangen als volgt :

« 2° anderzijds aan, hetzij :

a) het sluiten, met de « S.P.G.E. », van een saneringsdienstovereenkomst op grond waarvan de waterproducent de diensten van de « S.P.G.E. » huurt voor de uitvoering, volgens een bepaalde planning, van de collectieve sanering en van het openbare beheer van de autonome sanering van een watervolume dat overeenstemt met het geproduceerde watervolume en dat bestemd is om in het Waalse Gewest te worden verdeeld door de openbare distributie;

b) de uitvoering, door hemzelf, van de opdrachten bedoeld onder punt a), in overeenstemming met het watervolume dat hij produceert. ».

Art. 41. In artikel D.256, § 1, van hetzelfde Boek, gewijzigd bij het decreet van 12 december 2014, wordt het getal « 0,0756 » vervangen door het getal « 0,0378 ».

Art. 42. In artikel D.260 van hetzelfde Boek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden « vanaf de datum van ondertekening van dit contract » vervangen door de woorden « en onderworpen aan de betaling van de industriële saneringsprijs op 1 januari van het jaar volgend op de datum van ondertekening van het contract »;

2° in paragraaf 3, tweede lid, wordt 4) opgeheven;

3° in paragraaf 3 wordt tussen het derde en het vierde lid volgend lid ingevoegd:

« De Administratie of de « S.P.G.E. » kan het industriële afvalwater opmeten of laten opmeten voor de vastlegging of de bevestiging van de belasting of de prijs van de industriële sanering. »;

4° in paragraaf 3 wordt tussen het vierde en het vijfde lid volgend lid ingevoegd:

« Ze zijn bevoegd om alle gegevens te verzamelen of op te eisen die nodig zijn voor de nauwkeurige inning van de industriële CVA. Ze kunnen zich daartoe laten bijstaan door een ambtenaar van de Waalse Regering bedoeld in artikel 12*ter* van het decreet van 6 mei 1999 of door een personeelslid aangewezen krachtens artikel D.140 van Boek I van het Milieuwetboek. De opmetingen en analyses worden verricht door een laboratorium erkend krachtens artikel D.147 van Boek I van het Milieuwetboek of door het referentielaboratorium van het Waalse Gewest. Het bedrijf verleent toegang tot de kamers en de voorzieningen voor de controle op de lozing(en) van het industriële afvalwater. Na afloop van de opmetingscampagnes en na kennisgeving van de resultaten van de analyses aan de « S.P.G.E. », de Administratie of aan bovenbedoelde ambtenaren of personeelsleden met het oog op de bepaling van de gemiddelde waarden, wordt er rekening gehouden met een gemiddelde van de resultaten van de analyses om de prijs van de industriële sanering vast te leggen. De Regering is bevoegd om de modaliteiten voor de toepassing van dat gemiddelde te bepalen op basis van de weging van de gemiddelde waarden van de door de « S.P.G.E. » en het bedrijf gebruikte resultaten, van de type-afwijkingen ervan en van het aantal jaarlijkse monsters. ».

Art. 43. In artikel D.262, eerste lid, van hetzelfde Boek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) onder punt 3° wordt a) vervangen als volgt:

« a) "N2" = het aantal eenheden verontreinigende stoffen te wijten aan de aanwezigheid van zware metalen. De te doseren metalen zijn "totale metalen"; »;

2° onder punt 6° wordt b) vervangen als volgt:

« b) "e" = een verminderingcoëfficiënt dat een evolutief karakter moet geven aan de introductie van de ecotoxicologie. De coëfficiënt "e" is gelijk aan 0 tot 31 december 2016.

Vanaf 1 januari 2017 is de coëfficiënt gelijk aan 0,25.

Vanaf 1 januari 2018 is de coëfficiënt gelijk aan 0,50.

Vanaf 1 januari 2019 is de coëfficiënt gelijk aan 1; »;

4° hetzelfde artikel wordt aangevuld met volgend lid :

« De belastingsdrempel voor de parameter N5 is bereikt als het aantal vuilvrachteenheden i.v.m. de toxiciteitsgraad hoger dan of gelijk is aan vijftig kilo-equitox per jaar. ».

Art. 44. In artikel D.263 van hetzelfde Boek wordt tussen het tweede en het derde lid volgend lid ingevoegd:

« Onverminderd wat voorafgaat, kan de Administratie opmetingscampagnes organiseren om de gemiddelde waarden van de belastingsparameters te bepalen. Daartoe verleent ze machtiging aan een laboratorium dat door de Waalse Regering is erkend krachtens artikel D.147 van Boek I van het Milieuwetboek of aan het referentielaboratorium van het Waalse Gewest. De Regering is bevoegd om de modaliteiten te bepalen voor de te verrichten debietmetingen en monsternemingen ten einde zich te vergewissen van de goede representativiteit ervan. De belastingplichtige verleent toegang tot de kamers en de voorzieningen voor de controle op de lozing(en) van het industriële afvalwater. Als de Administratie, na afloop van opmetingscampagnes of op grond van analyseresultaten verkregen door andere diensten van de Waalse Regering, de belasting vastlegt ingevolge een procedure tot rechtzetting van de aangifte van de belastingplichtige, wordt er rekening gehouden met een gemiddelde van de resultaten van de respectieve analyses. De Regering is bevoegd om de modaliteiten voor de toepassing van dat gemiddelde te bepalen op basis van de weging van de gemiddelde waarden van de door de Administratie en de belastingplichtige gebruikte resultaten, van de type-afwijkingen ervan en van het aantal jaarlijkse monsters. ».

Art. 45. Artikel D.268 van hetzelfde Boek, ingevoegd bij het decreet van 12 december 2014, wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt :

« § 4. Als personen die water buiten de openbare distributie opnemen, bijdragen in de industriële saneringskost en tegelijkertijd industrieel afvalwater en huishoudelijk afvalwater lozen, wordt de in paragraaf 3 bedoelde belasting op het lozen van huishoudelijk afvalwater die toegepast wordt op het gedeelte van het opgevangen totale volume dat als huishoudelijk afvalwater wordt geloosd, door de CVA vervangen. ».

Art. 46. In artikel D.270 van hetzelfde Boek, ingevoegd bij het decreet van 12 november 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « of de C.V.A. » geschrapt;

2° in het tweede lid worden de woorden « of de C.V.A. » geschrapt.

Art. 47. Artikel D.271 van hetzelfde Boek, ingevoegd bij het decreet van 12 december 2014, wordt aangevuld als volgt :

« Belastingplichtig is de landbouwer in de zin van het Waals landbouwetboek die minstens één van de volgende voorwaarden vervult :

1° hij is houder van fokdieren waarvan de vuilvracht drie eenheden overschrijdt;

2° hij bezit een oppervlakte van andere teelten dan weiden van minstens een halve hectare;

3° hij bezit een oppervlakte van weiden van minstens 30 hectaren. ».

Art. 48. In artikel D.272 van hetzelfde Boek, ingevoegd bij het decreet van 12 november 2014, worden de woorden « is de som van de milieulast "veestapel" » vervangen door de woorden « houdt rekening met de milieulast "fokdieren" ».

Art. 49. In artikel D.273 van hetzelfde Boek, ingevoegd bij het decreet van 12 november 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, wordt de formule "N = N1 + N2" vervangen door de formule "N = 2 + N1 + N2";

2° in paragraaf 1 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« N1 is de milieulast « teeltdieren ». De last wordt bepaald door het optellen van de producten uit de vermenigvuldiging van het aantal dieren van elke categorie met de stikstofcoëfficiënt ervan die opgenomen is in de tabel van bijlage III. »;

3° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. N2 is de milieulast « gronden ». De last wordt bepaald door het optellen van de producten uit de vermenigvuldiging van de teelt- en weideoppervlaktes met de volgende coëfficiënten :

1° coëfficiënt « teelt » = 0.3

2° coëfficiënt « biologische teelt » = 0.15

3° coëfficiënt « weide » = 0.06

4° coëfficiënt « biologische weide » = 0.03

Deze coëfficiënten zijn een weergave van het gemiddelde stikstofoverschot in de grond, van het gemiddelde gebruik van pesticiden en van het erosiepotentieel van de teelten en weiden.

De Regering kan bepaalde landbouwpraktijken die de kwaliteit en de staat van het grond- en oppervlaktewater beschermen gelijkstellen met de biologische teelten in de zin van de coëfficiënten.

N2 = oppervlaktes per categorie x coëfficiënt van de overeenstemmende categorie. ».

Art. 50. In artikel D.274 van hetzelfde Boek, ingevoegd bij het decreet van 12 december 2014, wordt paragraaf 2 opgeheven.

Art. 51. In artikel D.275 van hetzelfde Boek, ingevoegd bij het decreet van 12 november 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, wordt het woord « veestapel » vervangen door de woorden « fokdieren » en worden de woorden « rectificeert het Bestuur de berekening van de belasting binnen een termijn van vier jaar na de vaststelling ervan » vervangen door de woorden « kan de Administratie, binnen twee jaar na de vaststelling van de non-conformiteit, de berekening van de belasting rectificeren tot vier jaar voorafgaand aan die vaststelling en uitsluitend voor de jaren waarop de vaststelling van de non-conformiteit betrekking heeft »;

2° in paragraaf 1 wordt het tweede lid opgeheven;

3° de paragrafen 2 en 3 worden opgeheven.

Art. 52. In art. D.278, § 4, tweede lid, 2°, van hetzelfde Boek, ingevoegd bij het decreet van 12 december 2014, worden de woorden « en zijn bedrijfsnummer » vervangen door de woorden « en zijn bedrijfs- of producentnummer ».

Art. 53. In artikel D.332 van hetzelfde Boek, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 12 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1, 1°, wordt vervangen als volgt :

« 1° de winningen van tot drinkwater verwerkbaar water te beschermen, voor de collectieve sanering van het afvalwater te zorgen en het openbare beheer van de autonome sanering waar te nemen; »;

2° in paragraaf 2, 1°, wordt het woord « openbare » vervangen door het woord « collectieve »;

3° in paragraaf 2 wordt een punt 1°*bis* ingevoegd, luidend als volgt:

« 1°*bis* als dienstverlening, het openbare beheer van de autonome sanering overeenkomstig de artikelen D.222/1 tot D.222/4. »;

4° in paragraaf 2 wordt een punt 8° ingevoegd, luidend als volgt:

« 8° de rol van aankoop- of opdrachtcentrale te vervullen. ».

Art. 54. In artikel D.335, § 2, van hetzelfde Boek worden de woorden « inzake de openbare zuivering » vervangen door de woorden « inzake de collectieve zuivering en het openbare beheer van de autonome sanering ».

Art. 55. In artikel D.337, eerste lid, *b)*, van hetzelfde Boek worden de woorden « inzake de openbare zuivering » vervangen door de woorden « inzake de collectieve sanering en het openbare beheer van de autonome sanering ».

Art. 56. Artikel D.342*bis*, tweede lid, wordt aangevuld met volgende zin :

« De Regering kan de « S.P.G.E. » belasten met de uitoefening van de opdrachten inzake de collectieve sanering en het openbare beheer van de autonome sanering en de houder van de vergunning voor waterwinningen ermee belasten het gelijkwaardige bedrag van de C.V.A. aan de « S.P.G.E. » te storten. ».

Art. 57. In artikel D.344 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij het decreet van 7 november 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 5° wordt vervangen als volgt:

« 5° het door erkende rioolruimers afgegeven slijk in de daartoe voorziene zuiveringsstations aanvaarden en verwijderen; »;

2° onder de punten 9° en 10°, wordt het punt vervangen door een puntkomma;

3° er wordt een punt 11° ingevoegd, luidend als volgt :

« 11° de door de « S.P.G.E. » overgedragen opdrachten inzake het openbare beheer van de autonome sanering uitvoeren. ».

Art. 58. Artikel D.347 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2006, wordt aangevuld met volgend lid :

« In geval van aftreding of uitsluiting van een gemeentelijke vennoot, bewaart de maatschappij die bevoegdheid alsook de eigendom van de ingebrachte onroerende rechten, behoudens andersluidend akkoord tussen de partijen. ».

Art. 59. Artikel D.351 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2006, wordt vervangen als volgt :

« Art. D.351. De aftreding van een gemeentelijke vennoot tijdens de activiteitsperiode van de maatschappij wordt slechts toegestaan bij beslissing van de algemene vergadering genomen bij meerderheid van de uitgebrachte stemmen. Wat de overige vennoten betreft, wordt de aftreding tijdens de activiteitsperiode van de maatschappij slechts toegestaan bij beslissing van de algemene vergadering genomen bij meerderheid van de uitgebrachte stemmen, behoudens andersluidende overeenkomst vastgelegd bij de toelating van betrokken vennoot. ».

Art. 60. In artikel D.359, tweede lid, van hetzelfde Boek worden de woorden « Raad van bestuur » vervangen door het woord « directiecomité ».

Art. 61. In artikel D.364 van hetzelfde Boek wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« In de algemene vergadering kan elke vennoot zich door slechts één afgevaardigde laten vertegenwoordigen. Die afgevaardigde beschikt over een stemrecht dat overeenstemt met het aantal maatschappelijke aandelen waarop de vennoot die hij vertegenwoordigt heeft ingeschreven, behalve in de gevallen waarin dit hoofdstuk, de wet of de statuten voorzien. ».

Art. 62. In artikel D.366 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf, derde lid, (Franse tekst) wordt de komma tussen de woorden « un administrateur au moins » en de woorden « par succursale » geschrapt;

2° in paragraaf 2, tweede lid, wordt het woord « benoemd » vervangen door het woord « gekozen »;

3° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. Als de plaats van een door de algemene vergadering gekozen bestuurder vacant wordt, hebben de overblijvende bestuurders het recht om ze tijdelijk in te vullen overeenkomstig de regel bedoeld in paragraaf 6, derde lid, tot een definitieve verkiezing door de eerstkomende algemene vergadering. »;

4° paragraaf 6, tweede lid, wordt vervangen als volgt :

« De bestuurder die bij zijn verkiezing door de algemene vergadering lid was van een gemeentecollege of -raad en die niet langer deel uitmaakt van één van die organen wordt van rechtswege aftredend geacht te zijn en heeft niet langer zitting binnen de raad van bestuur. »;

5° paragraaf 6 wordt aangevuld met volgend lid :

« Er wordt enkel rekening gehouden met de facultatieve individuele verklaringen van lijstverbinding of hergroepering die aan de maatschappij zijn overgemaakt voor 1 maart van het jaar na dat van de gemeenteverkiezingen. ».

Art. 63. In artikel D.368 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2006, wordt het derde lid vervangen als volgt :

« De beraadslagingen van het directiecomité zijn collegiaal, onder voorbehoud van de delegaties die het aan zijn leden of aan de personeelsleden verleent. De modaliteiten tot aanneming van de beslissingen van het directiecomité liggen vast in de statuten van de maatschappij. ».

Art. 64. In artikel D.372 van hetzelfde Boek, vervangen bij het decreet van 19 juli 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de leden 4, 5, 6, 7 opgeheven;

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. De leden van de exploitatieraden worden door elke verenigde gemeente die onder betrokken bijkantoor ressorteert voorgedragen onder de leden van de gemeenteraad of van het gemeentecollege. De raad van bestuur bepaalt de samenstelling van de exploitatieraden en wijst de voorzitter aan.

De exploitatieraden worden samengesteld naar evenredigheid van de politieke kleur van de gezamenlijke gemeenteraden van de gemeenten die ressorteren onder betrokken bijkantoor, rekening houdend met de eventuele individuele facultatieve verklaringen van lijstverbinding of hergroepering.

Bij de berekening van de evenredigheid, wordt de waarde van elke gemeentelijke vennoot gewogen naar gelang van het aantal bediende meters op het grondgebied van de gemeente.

Er wordt enkel rekening gehouden met de facultatieve individuele verklaringen van lijstverbinding of hergroepering die aan de Maatschappij zijn overgemaakt voor 1 maart van het jaar na dat van de gemeenteverkiezingen.

De berekening van die evenredigheid blijft geldig tot de integrale hernieuwing van de exploitatieraden die na de gemeenteverkiezingen plaatsvindt. »;

3° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt :

« § 4. Behalve aftreding of andere oorzaak van voortijdig einde, verstrijkt het mandaat van lid van een exploitatieraad bij de integrale hernieuwing van de exploitatieraad die na de gemeenteverkiezingen plaatsvindt.

Als een zetel van lid van de exploitatieraad vacant wordt, kan de raad van bestuur de vacature invullen op de voordracht van de betrokken gemeente en met inachtneming van de regel bedoeld in paragraaf 2, tweede lid.

Een lid van de exploitatieraad dat bij zijn aanwijzing door de algemene vergadering lid was van het gemeentecollege of van de gemeenteraad van de verenigde gemeente en die niet langer deel uitmaakt van één van die organen wordt van rechtswege aftredend geacht te zijn en heeft niet langer zitting binnen de exploitatieraad.

De statuten van de maatschappij vullen de regels tot samenstelling van de exploitatieraden en de uitvoerende comités aan en bepalen de modaliteiten voor de werking ervan. ».

Art. 65. In art. D.382, eerste lid, 2°, van hetzelfde Boek, gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2006, worden de woorden « publiek- of privaatrechtelijke personen » vervangen door de woorden « publiekrechtelijke personen ».

Art. 66. Deel III, Titel III, Hoofdstuk II, van hetzelfde Boek wordt aangevuld met een artikel D.383bis, luidend als volgt:

« Art. D.383bis. De Regering stelt zich uitdrukkelijk garant voor de goede afloop van de verbintenissen van de pensioenregelingen van de "S.W.D.E." ».

Art. 67. In artikel D. 393, 5°, van hetzelfde Boek, vervangen bij het decreet van 5 juni 2008, worden de woorden « die bij derden septische en verliesputten ledigt en er het slijk van inzamelt » vervangen door de woorden « die bij derden slijk inzamelt ».

Art. 68. In artikel D.395, tweede lid, van hetzelfde Boek, vervangen bij het decreet van 5 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 5° wordt vervangen als volgt:

« 5° degene die een nieuwe woning niet uitgerust heeft met een systeem dat het gezamenlijke regenwater van het afvalwater scheidt, niet voorziet in een uitrusting overeenkomstig de door de Regering bepaalde modaliteiten wanneer het geloosde afvalwater niet behandeld wordt door een zuiveringsstation, het stedelijk afvalwater niet uitsluitend via het afwateringsnetwerk afvoert bij de inbedrijfstelling van het zuiveringsstation, de septische put niet buiten bedrijf stelt na advies van de erkende saneringsinstelling of de septische slijkput niet door een erkende ruimer laat ledigen; »;

2° onder punt 10 worden de woorden « , indien geen gegroepeerd autonoom saneringsstelsel tot stand is gebracht » geschrapt;

3° er wordt een punt 11ingevoegd, luidend als volgt:

« 11. niet binnen de voorgeschreven termijnen heeft voorzien in een individueel zuiveringssysteem in elke woning die ermee uitgerust moet worden; ».

Art. 69. Artikel D.396 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij de decreten van 5 juni 2008 en 27 oktober 2011, wordt aangevuld met een punt 3°, luidend als volgt :

« 3° de overtreder van een krachtens artikel D.177 genomen reglement of verbodsmaatregel. ».

Art. 70. In artikel D.397 van hetzelfde Boek wordt punt 2° opgeheven.

Art. 71. In Deel IV wordt het opschrift van Titel VI vervangen als volgt :

« TITEL VI. — *Sancties voor overtredingen inzake de inning en de betaling van belastingen, heffingen, bijdragen en de invordering van de CVA* ».

Art. 72. Artikel D.406 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij de decreten van 27 oktober 2011 en 12 december 2014, wordt vervangen als volgt :

« Art. D.406. Er wordt een overtreding van tweede categorie in de zin van Deel VIII van het decretaale gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek begaan door degene die de betaling van het geheel of van een gedeelte van de in de artikelen D.252 tot D.283 bedoelde belasting of van de bij dit Wetboek opgelegde heffing of bijdrage ontduikt of tracht te ontduiken, of door de producent van tot drinkwater verwerkbaar water die, doordat hij geen saneringsdienstcontract krachtens artikel D.255, § 1, 2°, a), met de « S.P.G.E. » heeft gesloten, verzuimt de in artikel D.255, § 1, tweede lid, b), bedoelde opdrachten te vervullen.

Er wordt een overtreding van derde categorie in de zin van deel VIII van het decretaale gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek begaan door degene die zijn verplichtingen niet nakomt in het kader van de vastlegging van de bijdragen en belastingen bedoeld in de artikelen D.252 tot D.285. ».

Art. 73. Artikel D.445 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij het decreet van 7 november 2007, wordt vervangen als volgt :

« Art. D.445. Als een gebruiker bevoorrad wordt door één of verschillende aansluitingen voor meer dan 5.000 m³ in totaal op jaarbasis in één enkele geografische locatie, op dezelfde plek en aan één stuk, zonder rekening te houden met de wegen of scheidingswegen, is de in aanmerking te nemen hoeveelheid voor het opmaken van de facturatie, bij wijze van afwijking, de som van het geheel van de door deze aansluitingen geleverde hoeveelheden. De heffingen en andere kosten i.v.m. de verschillende aansluitingen blijven op een geïndividualiseerde manier voor elke aansluiting van toepassing.

De gebruiker die deze afwijking wenst te genieten, dient een aanvraag in bij zijn verdeler die, na onderzoek van de ontvankelijkheid, de afwijking toepast vanaf het lopende facturatiejaar naar gelang van de datum van indiening van de aanvraag. ».

Art. 74. Bijlage III bij hetzelfde Boek, vervangen bij het decreet van 12 december 2014, wordt vervangen door bijlage 1 bij dit decreet.

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen in het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen*

Art. 75. Dit hoofdstuk is een gedeeltelijke omzetting van de volgende richtlijnen :

1° Richtlijn 94/62/EG van het Europees Parlement en de Raad van 20 december 1994 betreffende verpakkingen en verpakkingsafval, gewijzigd bij Richtlijn (EU) 2015/720 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2015 tot wijziging van Richtlijn 94/62/EG betreffende de vermindering van het verbruik van lichte plastic draagtassen;

2° Richtlijn 2006/66/EG van het Europees Parlement en de Raad van 6 september 2006 inzake batterijen en accu's, alsook afgedankte batterijen en accu's, wat het op de markt brengen van cadmiumhoudende draagbare batterijen en accu's voor gebruik in draadloos elektrisch gereedschap en van knooppellen met een laag kwikgehalte betreft, en houdende intrekking van Beschikking 2009/603/EG van de Commissie, gewijzigd bij Richtlijn 2013/56/UE van het Europees Parlement en de Raad van 20 november 2013;

3° Richtlijn 2008/98/EG van het Europees Parlement en de Raad van 19 november 2008 betreffende afvalstoffen en tot intrekking van een aantal richtlijnen, gewijzigd bij Richtlijn (EU) 2015/1127 van de Commissie van 10 juli 2015;

4° Richtlijn 2012/19/EU van het Europees Parlement en de Raad van 4 juli 2012 betreffende de afgedankte elektrische en elektronische apparatuur.

Art. 76. In artikel 2 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 10 mei 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° onder punt 16° worden de woorden « , met uitzondering van doorvoerafval » geschrapt;

2° de punten 39°, 40°, 41°, 42°, 43°, 44° en 45° worden ingevoegd, luidend als volgt:

« 39° plastic : een polymeer in de zin van artikel 3, lid 5, van Verordening (EG) nr. 1907/2006 van het Europees Parlement en de Raad (*) waaraan additieven of andere stoffen kunnen zijn toegevoegd, en dat kan fungeren als structureel hoofdbestanddeel van draagtassen ;

40° plastic draagtassen : van plastic gemaakte draagtassen, met of zonder handgreep, die aan consumenten wordt verstrekt op de plaats van verkoop van goederen of producten;

41° lichte plastic draagtassen : plastic draagtassen met een wanddikte van minder dan 50 micron;

42° zeer lichte plastic draagtassen : plastic draagtassen met een wanddikte van minder dan 15 micron die om hygiënische redenen zijn vereist of als primaire verpakking voor losse levensmiddelen worden verstrekt als dit helpt om voedselverspilling te voorkomen;

43° kassatassen : tassen gebruikt voor de verpakking van de koopwaren van de klanten bij de betaling ervan, met uitsluiting van de primaire verpakkingen van levensmiddelen in bulk;

44° huishoudafval : in het kader van de regeling van de verantwoordelijkheid van de producent, de afval voortgebracht door de gewone activiteit van de gezinnen alsook de afval voortgebracht door commerciële, industriële, institutionele en andere activiteiten die vanwege de aard en hoeveelheid ervan vergelijkbaar zijn en gelijkgesteld worden met huishoudafval op grond van een lijst die door de Administratie is goedgekeurd;

45° industriële afval : alle afval die onder de regeling van de verantwoordelijkheid van de producent valt en die niet als huishoudafval beschouwd wordt. ».

Art. 77. In artikel 6 van hetzelfde decreet, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 10 mei 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 3 wordt het tweede lid opgeheven;

2° er wordt een paragraaf 3bis ingevoegd, luidend als volgt:

« § 3bis. Het gebruik van plastic draagtassen voor eenmalig gebruik is verboden bij aankopen in detailhandels. Het verbod is van toepassing vanaf 1 december 2016 op kassatassen en vanaf 1 maart 2017 op de overige tassen bestemd voor de verpakking van koopwaren.

Onder detailhandel wordt verstaan elk punt en elke wijze van verkoop aan het publiek, al dan niet overdekt.

De tassen waarop het verbod slaat zijn lichte plastic draagtassen, zeer lichte plastic draagtassen en alle andere plastic draagtassen waarvan de kenmerken nader bepaald worden door de Regering.

De Regering kan voorzien in uitzonderingen, waarvan ze de duur vastlegt, om rekening te houden met de eisen inzake hygiëne, hantering of veiligheid eigen aan sommige producten of afzetwijken als er geen geschikte alternatieven bestaan.

De kenmerken en de voorwaarden waaraan de bij wijze van uitzondering toegelaten tassen moeten voldoen, kunnen nader bepaald worden door de Regering;

3° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt :

« § 4. De Regering kan alle gepaste maatregelen nemen ter beperking van de productie van papier- en plasticafval afkomstig van gratis publicaties, ter bevordering van de recycling ervan en ter bestrijding van de problemen die de verdeling ervan inzake openbare reinheid veroorzaakt. Ze kan onder andere :

1° de plastic verpakkingen van die publicaties verbieden als er geen geschikte alternatieven bestaan;

2° die publicaties verbieden te verdelen aan de personen die hun bezwaar hebben geuit of die wensen ze niet te ontvangen. De toestemming of het bezwaar is vrij, specifiek en verstandig;

3° een verplichting tot informatieverstrekking aan de burgers opleggen aan degenen die de publicaties laten uitgeven of ze verdelen, alsook voorzien in de registratie en de opvolging van de aanvragen uitgedrukt overeenkomstig punt 2° en in een regelmatige rapportage aan de Administratie;

4° verbieden om geplastificeerde kaarten op de voorruit en ruiten van de wagens aan te brengen.

De Regering bepaalt de publicatiecategorïën en de verdeelwijzen bedoeld in het tweede lid. Ze legt de modaliteiten vast voor de uitdrukking van de toestemming. ».

Art. 78. In artikel 8, § 1, 8°, van hetzelfde decreet, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 10 mei 2012, worden de woorden « de ondernemingen en de publiekrechtelijke rechtspersonen » vervangen door de woorden « de privaate en publiekrechtelijke rechtspersonen en natuurlijke personen ».

Art. 79. In artikel *8bis* van hetzelfde decreet, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 10 mei 2012, ingevoegd bij het decreet van 20 december 2001, worden de paragrafen 1 tot 6 vervangen als volgt :

« § 1. De Regering kan de in artikel 2, 20°, bedoelde personen die goederen, producten of grondstoffen op de markt brengen in Wallonië, aan de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid onderwerpen.

De uitgebreide producentenverantwoordelijkheid neemt de vorm van een overmaneplicht, van een rapportageplicht of van een deelnameplicht aan.

De Regering bepaalt de gemeenschappelijke algemene regels en de specifieke regels per goederen- en afvalstroom die toepasselijk zijn op de producenten en, desgevallend, op de interveniënten in de keten van de commercialisering en het beheer van de afvalstromen ten einde preventie en hergebruik te ontwikkelen en een hoog niveau van selectieve inzameling en nuttige toepassing van de afval te bereiken.

Er kan een onderscheid gemaakt worden naar gelang het gaat om huishoudafval of om beroepsafval.

De Regering richt om de twee jaar een rapport van de Administratie aan het Parlement over de uitvoering van de bepalingen genomen ter uitvoering van dit artikel.

§ 2. Met inachtneming van de rangorde bedoeld in artikel 1, § 2, houdt de terugnameplicht voor de producent in dat hij :

1° kwantitatieve en kwalitatieve afvalpreventie ontwikkelt;

2° hergebruik waarborgt of versterkt;

3° collectieve inzameling, recycling en elke andere nuttige toepassing of aangepast beheer van goederen of afval waarborgt of organiseert ten einde de door de Regering bepaalde doelstellingen te halen;

4° de informatie- en sensibiliseringsacties voert die nodig zijn om de doelstellingen te halen;

5° de kosten draagt van de acties bedoeld onder de punten 1° tot 4°, met inbegrip van de veiligheidsmaatregelen tegen diefstal, de financiële controles, de analyses en inspecties;

6° alsook, desgevallend, de overige interveniënten in de commercialiseringsketen, deelneemt en bijdraagt aan het gewestelijk beleid ter bestrijding van de inciviteiten inzake afval en openbare reinheid, wat betreft de goederen, producten, stoffen en afvalstoffen waarop ze betrekking hebben;

7° de gegevens betreffende de op de markt gebrachte goederen, producten en stoffen in verband brengt met de ingezamelde en behandelde stromen en de acties gevoerd ter uitvoering van de terugnameplicht.

Wat huishoudafval betreft, omvatten de kosten bedoeld in het eerste lid, 6°, de reële en volledige kostprijs van het afvalbeheer georganiseerd in samenwerking met de publiekrechtelijke rechtspersonen. De Regering kan de criteria en barema's inzake de compensatie van de door hen gemaakte kosten vastleggen. Als de afval voortgebracht wordt door andere gebruikers dan de gezinnen, kunnen andere financieringsmethodes voorzien worden in het kader van overeenkomsten tussen de producenten en die gebruikers, met inachtneming van het toepasselijke Europese recht.

De Regering bepaalt de ter uitvoering van het eerste lid, 7°, te verstrekken gegevens alsook de wijze waarop de registers van die gegevens bijgehouden worden.

Elke operator actief in de keten van het beheer van de aan de terugnameplicht onderworpen afvalstromen is ertoe gehouden de gegevens m.b.t. die stromen mee te delen, hetzij gratis en rechtstreeks aan de bevoegde autoriteit, hetzij aan de producent of aan diens gevolmachtigde, het eco-organisme, in geval van overeenkomst met hem.

§ 3. Elke producent onderworpen aan de terugnameplicht is gehouden tot de uitwerking en de uitvoering van een preventieplan dat eerst aan de Administratie moet worden voorgelegd. Hij kan :

1° hetzij een individueel preventieplan uitwerken en uitvoeren;

2° hetzij de uitwerking en de uitvoering van een preventieplan per economische activiteitensector toevertrouwen aan een derde persoon die zijn plaats inneemt.

Het preventieplan bevat de reeds genomen maatregelen, de in uitvoering zijnde maatregelen, de becijferde doestellingen en de vooropgestelde maatregelen inzake kwantitatieve en kwalitatieve preventie, voor een periode van vijf jaar.

Elk plan wordt door de administratie beoordeeld, goedgekeurd of verworpen binnen de termijnen en volgens de procedure die de Regering bepaalt, rekening houdend met de doestellingen van het Waals afvalplan of met het gewestelijk afvalpreventieprogramma.

De Regering kan, voor de afzet op de Waalse markt van goederen of voor afvalproductie, een minimale drempel vastleggen vanaf welke de oplegging van een preventieplan toepasselijk is.

§ 4. Onverminderd paragraaf 3, kan de aan de terugnameplicht onderworpen producent om zijn terugnameplicht na te komen :

1° hetzij, via een individueel beheersplan, een individueel systeem inzake verwijdering, inzameling en verwerking, inclusief hergebruik, tot stand brengen;

2° hetzij de nakoming van zijn plicht toevertrouwen aan een eco-organisme waarbij hij zich aansluit en dat bevoegd is om een collectief systeem tot stand te brengen in het kader van een vergunning of van een milieu-overeenkomst aangenomen krachtens het Milieuwetboek.

De Regering bepaalt de eisen betreffende de inhoud van het individuele plan, de procedure voor de indiening en goedkeuring ervan en de geldigheidsduur ervan (hoogstens vijf jaar).

Zij bepaalt de voorwaarden die de eco-organismen en de collectieve systemen moeten vervullen, de procedure voor de toekenning en de hernieuwing van de vergunningen en de geldigheidsduur ervan (hoogstens vijf jaar). Zij voorziet in bepalingen voor de regeling van geschillen die tussen de partijen ontstaan.

§ 5. De personen die voldoen aan de door de Regering gestelde eisen, kunnen toestemming krijgen om een collectief systeem tot stand te brengen, rekening houdend met de volgende voorwaarden :

1° wettelijk opgericht zijn als vereniging zonder winstoogmerk;

2° de tenlasteneming, voor rekening van hun contractanten, van de terugnameplicht als enig statutair doel hebben;

3° over voldoende middelen beschikken om de terugnameplicht na te komen;

4° over een bedrijfszetel of een contactpunt beschikken in Wallonië;

5° het gebruik van de nationale talen in acht nemen in al hun betrekkingen met de Administratie, de betrokken personen en ondernemingen gevestigd in Wallonië;

6° het gezamenlijke Waalse grondgebied bestrijken.

Het eco-organisme is ertoe gehouden :

1° voor het geheel van de producenten die een overeenkomst met hem gesloten hebben, de doestellingen inzake inzameling, hergebruik, recycling en nuttige toepassing van goederen en afval binnen de voorgeschreven termijnen te halen en de desbetreffende gegevens aan de Administratie over te leggen;

2° gelijke en niet-discriminerende voorwaarden inzake toetreding en tenlasteneming van de terugnameplicht toepassen op elke producent die deelneemt aan het collectieve systeem, voor de afvalcategorie die hem betreft;

3° maatregelen nemen om sociaalgerichte werkgelegenheid te bevorderen;

4° zich houden aan het bestek dat door de Regering is vastgelegd overeenkomstig het vierde lid.

Als de terugnameplicht huishoudafval betreft, vervult het eco-organisme een openbare dienstopdracht. De Regering voorziet in de beschikbaarheid en in de toegankelijkheid van de openbare afvalinzamelingscentra opdat de gebruikers en, desgevallend, de detailhandelaars de aan terugnameplicht onderworpen afval gratis kunnen inleveren. Naast de voorwaarden en plichten vermeld in de voorafgaande bepalingen is het eco-organisme ertoe gehouden :

1° het Waalse grondgebied op homogene wijze te bedienen;

2° een zekerheid te stellen zodat het Gewest de garantie krijgt dat de terugnameplicht nagekomen wordt;

3° de reële en volledige kostprijs van het afvalbeheer dat hij in samenwerking met de publiekrechtelijke rechtspersonen organiseert, te financieren.

Het bestek van de eco-organismen wordt door de Regering vastgelegd overeenkomstig de bepalingen van Boek I van het Milieuwetboek. Het bevat bepalingen m.b.t. de volgende aspecten :

1° de beleidslijnen, de betrekkingen met de autoriteit, de publiekrechtelijke rechtspersonen die verantwoordelijk zijn voor de inzameling van de huishoudafval, en de drie betrokken partijen;

2° de juridische en technische voorwaarden waaronder de verwijdering en het beheer van de goederen en de afval worden georganiseerd;

3° de voorwaarden waaronder een organisme al dan niet, rechtstreeks of onrechtstreeks, met name via een filiale, een operationele afvalbeheersactiviteit mag uitoefenen;

4° de informatieverplichtingen jegens de bevoegde autoriteit, de gebruikers en de houders, met name de wijze waarop de informatie verstrekt moet worden of beschikbaar moet zijn;

5° de financiering van de plicht, de doorzichtigheid van de kosten, de berekening van de bijdragen die rechtstreeks of onrechtstreeks door de verbruiker worden gedragen, de beperking van de reserves en voorschotten aangelegd vanaf die bijdragen tot maximum achttien maanden activiteit, behoudens afwijkingen, en de in acht te nemen modaliteiten in geval van overschrijding.

De metingen van het collectieve systeem waarvoor al naar gelang de kennisgeving, het advies of de goedkeuring van de administratie vereist zijn, worden door de Regering nader bepaald.

§ 6. De terugnameplicht en de deelnameplicht zijn van toepassing op de door de Regering aangewezen specifieke afval die geheel of gedeeltelijk en door om het even welk middel door de publiekrechtelijke rechtspersonen worden ingezameld of opgehaald en al dan niet met huishoudafval worden vermengd.

De rapportageplicht omvat informatieverstrekking aan de Administratie wat betreft, enerzijds, de op de markt gebrachte goederen, producten of stoffen en, anderzijds, de maatregelen inzake hergebruik en preventie alsook die inzake informatieverstrekking aan en sensibilisering van de gebruikers die genomen worden om de milieudoelstellingen te halen.

De deelnameplicht is van toepassing op de afvalstromen waarvoor een ketentekort of een probleem inzake openbare reinheid bestaat, of waarvoor kanalen voor hergebruik of nuttige toepassing tot stand gebracht moeten worden. Naast de rapportageplicht houdt ze in dat de producenten en, desgevallend, andere interveniënten deelnemen aan de commercialiseringsketen, aan het gewestelijk beleid inzake afvalpreventie en -beheer, inclusief de openbare reinheid.

Ze vraagt een forfaitaire bijdrage in de preventie-, inzamelings- en behandelingskosten die door de publiekrechtelijke rechtspersonen worden gedragen, ook wanneer de afval niet het voorwerp is van een selectieve inzameling of wanneer de sortering economisch overmatige kosten met zich mee zou brengen. De acties inzake handhaving en herstel van de openbare reinheid m.b.t. het achterlaten van afval worden meegerekend in die kosten.

Elke persoon onderworpen aan de rapportageplicht of aan de deelnameplicht kan de nakoming van zijn plicht per economische activiteitensector toevertrouwen aan een derde persoon die zijn plaats inneemt. ».

Art. 80. In artikel 21 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 22 maart 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1, tweede lid, wordt vervangen als volgt :

« Vanaf 2013 wordt de bijdrage van de begunstigen van het afvalbeheer vastgelegd zodat 95 à 110 % van de afvalbeheerskosten gedekt wordt. Het kostendekkingspercentage wordt jaarlijks bij het opmaken van de begrotingen bepaald op basis van de kosten van het voorlaatste boekjaar en de gekende elementen inzake de wijziging van die kosten. De gemeente verifieert en rechtvaardigt jaarlijks de inachtneming van het overeenkomstig dit artikel vastgelegde kostendekkingspercentage. »;

2° er wordt een paragraaf *2bis* ingevoegd, luidend als volgt:

« § *2bis*. Als de gemeente of de intercommunale een afvalbeheersdienst organiseert voor andere categorieën afvalhouders of -producenten dan de gezinnen, worden de eventuele kosten voor het beheer van die afval op die specifieke houders of producenten afgewenteld.

De bijdrage wordt vastgelegd ter dekking van de kosten, overeenkomstig paragraaf 1. »;

3° in paragraaf 5 worden de woorden « , ter informatie, » ingevoegd tussen de woorden « bezorgen de Dienst jaarlijks » en « de krachten », en wordt paragraaf 4 aangevuld met volgende zin : « De Dienst helpt de gemeenten bij het opmaken van hun tarifiering om de in dit artikel bedoelde doelstellingen inzake kostendekking te halen. ».

Art. 81. In artikel 23 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 22 maart 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden « of vanuit » vervangen door de woorden « , vanuit en via »;

2° in paragraaf 2, 6°, worden de woorden « alsook de akten van de Europese Unie aangenomen op basis van die Verordening, » ingevoegd tussen de woorden « en van Verordening (EG) 1013/2006 van het Parlement en van de Raad van 14 juni 2006 betreffende overbrenging van afvalstoffen, » en « van het Verdrag inzake de beheersing van de grensoverschrijdende overbrenging van gevaarlijke afvalstoffen en de verwijdering ervan ».

Art. 82. In artikel 24 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 10 mei 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de paragrafen 4 en 5 worden vervangen als volgt:

« § 4. De Regering maakt één of verschillende afvalbeheersprogramma's op. Die programma's worden opgemaakt overeenkomstig de artikelen D.40 tot D.45 van Boek I van het Milieuwetboek, met uitzondering van artikel D.45, eerste lid, eerste zin.

De afvalbeheersprogramma's bepalen de te ontwikkelen projecten en acties alsmede de te halen doelstellingen inzake afvalpreventie. Die programma's beschrijven ook de bestaande preventiemaatregelen en evalueren het nut van de voorbeelden van maatregelen bedoeld in bijlage V of van andere geschikte maatregelen.

De preventieprogramma's worden overeenkomstig artikel 1, paragrafen 1 tot 3, opgemaakt.

Die doelstellingen en maatregelen zijn erop gericht de economische groei los te koppelen van de milieueffecten die gepaard gaan met de productie van afvalstoffen.

De Regering stelt passende specifieke kwalitatieve of kwantitatieve benchmarks voor de aangenomen afvalpreventiemaatregelen vast teneinde de voortgang van de maatregelen te bewaken en te evalueren, en kan specifieke kwalitatieve of kwantitatieve streefcijfers en indicatoren vastleggen.

De Regering kan de afvalpreventieprogramma's in het afvalbeheersplan opnemen. In dat geval vormen de preventieprogramma's een specifiek luik van het plan.

§ 5. Zodra ze aangenomen zijn, worden het afvalbeheersplan en de afvalpreventieprogramma's aan de Europese Commissie meegedeeld. »;

2° in paragraaf 6 worden de woorden « Het afvalbeheersplan en het afvalpreventieprogramma dat het omvat » vervangen door de woorden « Het beheersplan en de preventieprogramma's ».

Art. 83. In bijlage III bij het decreet van 27 juni betreffende de afvalstoffen, wordt de voetnoot, ingevoegd bij het decreet van 10 mei 2012, aangevuld met volgende tekst :

« De waarde van de energie-efficiëntieformule wordt op de onderstaande wijze met een klimaatcorrectiefactor (CCF) vermenigvuldigd :

1) CCF voor installaties die vóór 1 september 2015 in bedrijf zijn en over een vergunning beschikken overeenkomstig de geldende wetgeving

CCF = 1 als $HDD \geq 3\,350$

CCF = 1,25 als $HDD \leq 2\,150$

CCF = $-(0,25/1\,200) [00d7] HDD + 1,698$ als $2\,150 < HDD < 3\,350$

2) CCF voor installaties waarvoor na 31 augustus 2015 een vergunning wordt afgegeven en voor installaties bedoeld in punt 1 na 31 december 2029

CCF = 1 als $HDD \geq 3\,350$

CCF = 1,12 als $HDD \leq 2\,150$

CCF = $-(0,12/1\,200) [00d7] HDD + 1,335$ als $2\,150 < HDD < 3\,350$

De daaruit resulterende CCF-waarde zal worden afgerond tot op drie decimalen.

Als HDD-waarde (Heating Degree Days ù graaddagen voor verwarming) moet het gemiddelde van de jaarlijkse HDD-waarden voor de locatie van de verbrandingsinstallatie gelden, berekend over een periode van 20 opeenvolgende jaren vóór het jaar waarvoor de CCF wordt berekend.

De HDD-waarde moet aan de hand van de volgende door Eurostat vastgestelde methode worden berekend:

HDD is gelijk aan $(18\text{ °C} - T_m) [00d7] d$ als T_m minder bedraagt dan of gelijk is aan 15 °C (verwarmingsdrempel) en is gelijk aan nul als T_m meer bedraagt dan 15 °C

waarbij T_m de gemiddelde $(T_{min} + T_{max}/2)$ buitentemperatuur over een periode van d dagen is.

De berekeningen moeten dagelijks worden uitgevoerd ($d = 1$) en voor een heel jaar worden opgeteld. ».

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning*

Art. 84. Artikel 1, 3°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt vervangen door het volgende :

« 3° inrichting: technische en geografische eenheid waarbij één of meerdere ingedeelde installaties en/of activiteiten voor de milieubescherming betrokken zijn, evenals elke andere installatie en/of activiteit die daar rechtstreeks verband mee houdt en die effecten zou kunnen hebben op de emissies en de verontreiniging. Een inrichting waarbij één of meerdere ingedeelde installaties of activiteiten betrokken zijn in de nabijheid van gelijksoortige installaties of activiteiten maar zonder dat ze op materieel of functioneel vlak onderling afhankelijk zijn, vormt een op zich staande inrichting; ».

Art. 85. Artikel 35, § 1, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, vervangen bij het decreet van 3 februari 2005 en gewijzigd bij het decreet van 20 november 2007, wordt aangevuld met volgend lid :

« Als de milieuvergunningsaanvraag betrekking heeft op een krachtens artikel 3 ingedeeld individueel zuiveringssysteem, deelt de bevoegde autoriteit ook de beslissing bedoeld in het eerste en het tweede lid mee aan de « Société publique de gestion de l'eau » bedoeld in artikel D.2., 76°, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt. ».

Art. 86. Artikel 37 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 22 november 2007 en 22 juli 2010, wordt aangevuld met volgend lid :

« Als de milieuvergunningsaanvraag betrekking heeft op een krachtens artikel 3 ingedeeld individueel zuiveringssysteem, maakt de bevoegde autoriteit ook het syntheserapport over aan de « Société publique de gestion de l'eau » bedoeld in artikel D.2., 76°, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, en geeft ze aan dat de beslissing geacht wordt te zijn genomen krachtens het eerste lid. ».

Art. 87. In artikel 40 van hetzelfde decreet, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 22 november 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden « Het beroep wordt op straffe van niet-ontvankelijkheid aan de inzake beroepen bevoegde technisch ambtenaar gericht » vervangen door de woorden « het beroep gaat, op straffe van niet-ontvankelijkheid, vergezeld van het bewijs van de storting van het dossierrecht bedoeld in artikel 177 en wordt aan de inzake beroepen bevoegde technisch ambtenaar gericht »;

2° paragraaf 7 wordt aangevuld met volgend lid :

« Als de milieuvergunningsaanvraag betrekking heeft op een krachtens artikel 3 ingedeeld individueel zuiveringssysteem, deelt de bevoegde autoriteit ook de beslissing bedoeld in het eerste en het tweede lid mee aan de « Société publique de gestion de l'eau » bedoeld in artikel D.2., 76°, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt. » ;

3° er wordt een punt 7bis ingevoegd, luidend als volgt:

« § 7bis. Wanneer een openbaar onderzoek georganiseerd wordt, desgevallend na beroep, worden de in de paragrafen 3 en 7 bedoelde termijnen voor de behandeling van het beroep onderbroken tot de datum van verzending van een schrijven waarin de betrokken gemeente erom verzocht wordt een openbaar onderzoek te organiseren. De procedure wordt, volgens de modaliteiten waarin paragraaf 3 voorziet, weer opgestart op de datum waarop de technisch ambtenaar de resultaten van het openbaar onderzoek in ontvangst neemt, met inbegrip van het proces-verbaal bedoeld in artikel D.29-19 van Boek I van het Milieuwetboek. »;

4° paragraaf 8 wordt aangevuld met volgend lid :

« Als de milieuvergunningsaanvraag betrekking heeft op een krachtens artikel 3 ingedeeld individueel zuiveringssysteem, maakt de bevoegde autoriteit ook het syntheserapport over aan de « Société publique de gestion de l'eau » bedoeld in artikel D.2., 76°, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, en geeft ze aan dat de beslissing geacht wordt te zijn genomen krachtens het eerste lid, 2° of 3°. ».

Art. 88. In artikel 41 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden « Het beroep wordt op straffe van niet-ontvankelijkheid aan de inzake beroepen bevoegde technisch ambtenaar gericht » vervangen door de woorden « het beroep gaat, op straffe van niet-ontvankelijkheid, vergezeld van het bewijs van de storting van het dossierrecht bedoeld in artikel 177 en wordt aan de inzake beroepen bevoegde technisch ambtenaar gericht »;

2° het derde lid wordt vervangen als volgt:

« De Regering bepaalt de vorm en de inhoud van het beroepsformulier. Ze bepaalt de onderzoeksmodaliteiten en de termijnen voor de indiening van de adviezen van de administraties en de autoriteiten die de bevoegde technisch ambtenaar nodig acht te raadplegen. Als het advies niet binnen de voorgeschreven termijnen wordt verzonden, wordt het geacht gunstig te zijn.

Art. 89. Artikel 50, § 1, lid 1, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 4 juli 2002, wordt aangevuld door het volgende :

« De vergunning wordt toegekend voor een maximumduur van dertig jaar als ze betrekking heeft op een windturbine. ».

Art. 90. In artikel 58 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 22 juli 2010 en 24 oktober 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, 4°, worden de woorden « de bevoegde overheid en de technisch ambtenaar » vervangen door de woorden « de bevoegde overheid, de technisch ambtenaar en de door de Regering aangewezen ambtenaren en personeelsleden »;

2° in paragraaf 2 wordt een punt 5° ingevoegd, luidend als volgt:

« 5° geeft de bevoegde overheid, de technisch ambtenaar en de door de Regering aangewezen ambtenaren en personeelsleden kennis van de faillietverklaring binnen tien dagen na uitspraak ervan, behoudens geval van overmacht. »;

3° er wordt een paragraaf 3 ingevoegd, luidend als volgt:

« § 3. Onverminderd artikel 43 van de faillissementswet van 8 augustus 1997, geven de curatoren, zodra ze in functie treden, de bevoegde autoriteit, de gemeente als ze niet de bevoegde autoriteit is, de technisch ambtenaar en de door de Regering aangewezen ambtenaren en personeelsleden kennis van het faillissement van de inrichting waar gevaarlijke producten, stoffen of afval opgeslagen of gebruikt worden.

Daarnaast maken de curatoren de inventaris op van de in de inrichting opgeslagen gevaarlijke producten, stoffen of afval en nemen ze de nodige maatregelen om de gevaren, hinder of nadelen te voorkomen of te beperken. Ze leggen de lijst van de genoteerde producten, stoffen of afval en die van de genomen voorzorgsmaatregelen onmiddellijk over aan de de bevoegde autoriteit, de gemeente als ze niet de bevoegde autoriteit is, de technisch ambtenaar en de door de Regering aangewezen ambtenaren en personeelsleden.

In het kader van de opdracht bedoeld in het tweede lid kunnen de curatoren zich, onder hun verantwoordelijkheid, laten bijstaan door elke persoon bevoegd voor de identificatie van de producten, stoffen of afval die zich in de locatie bevinden, voor de opmaak van de inventaris en voor de uitvoering van de nodige voorzorgsmaatregelen.

De curatoren handelen voor rekening van de boedel en de schulden i.v.m. de uitvoering van de opdrachten bedoeld in deze paragraaf, met inbegrip van de nodige voorzorgsmaatregelen, zijn ten laste van de boedel.

De leden 1 tot 3 zijn van toepassing in de gevallen die de Regering bepaalt. ».

Art. 91. In artikel 81, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden « op tijdelijke inrichtingen, proefinrichtingen of op onroerende goederen bedoeld in artikel 109 van het "CWATUP" » vervangen door de woorden « op tijdelijke inrichtingen, proefinrichtingen of op onroerende goederen bedoeld in artikel 109, lid 1, 2°, van het Wetboek ».

Art. 92. In artikel 93 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 31 mei 2007 en 22 november 2007, wordt paragraaf 1 aangevuld met volgend lid :

« Als de milieuvergunningaanvraag betrekking heeft op een krachtens artikel 3 ingedeeld individueel zuiveringssysteem, deelt de bevoegde autoriteit ook de beslissing mee aan de « Société publique de gestion de l'eau » bedoeld in artikel D.2., 76°, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt. ».

Art. 93. Artikel 94 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 22 november 2007 en 22 juli 2010, wordt aangevuld met volgend lid :

« Als de milieuvergunningaanvraag betrekking heeft op een krachtens artikel 3 ingedeeld individueel zuiveringssysteem, maakt de bevoegde autoriteit ook het syntheserapport over aan de « Société publique de gestion de l'eau » bedoeld in artikel D.2., 76°, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, en geeft ze aan dat de beslissing geacht wordt te zijn genomen krachtens het eerste lid. ».

Art. 94. In artikel 95 van hetzelfde decreet, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 22 november 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden « wordt het beroep tegen ontvangstbewijs aan het bestuur Leefmilieu gezonden » vervangen door de woorden « het beroep, samen met het bewijs van de storting van het dossierrecht bedoeld in artikel 177, tegen ontvangstbewijs aan het bestuur Leefmilieu gezonden »;

2° paragraaf 7 wordt aangevuld met volgend lid :

« Als de milieuvergunningaanvraag betrekking heeft op een krachtens artikel 3 ingedeeld individueel zuiveringssysteem, deelt de Regering ook de beslissing mee aan de « Société publique de gestion de l'eau » bedoeld in artikel D.2., 76°, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt. »;

3° er wordt een paragraaf 7bis ingevoegd, luidend als volgt:

« § 7bis. Wanneer een openbaar onderzoek georganiseerd wordt, desgevallend na beroep, worden de in de paragrafen 3 en 7 bedoelde termijnen voor de behandeling van het beroep onderbroken tot de datum van verzending van een schrijven waarin de betrokken gemeente erom verzocht wordt een openbaar onderzoek te organiseren. De procedure wordt, volgens de modaliteiten waarin paragraaf 3 voorziet, weer opgestart op de datum waarop de technisch ambtenaar en de gemachtigd ambtenaar de resultaten van het openbaar onderzoek in ontvangst nemen, met inbegrip van het proces-verbaal bedoeld in artikel D.29-19 van Boek I van het Milieuwetboek. »;

4° paragraaf 8 wordt aangevuld met volgend lid :

« Als de milieuvergunningaanvraag betrekking heeft op een krachtens artikel 3 ingedeeld individueel zuiveringssysteem, maakt de bevoegde autoriteit ook het syntheserapport over aan de « Société publique de gestion de l'eau » bedoeld in artikel D.2., 76°, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, en geeft ze aan dat de beslissing geacht wordt te zijn genomen krachtens het eerste lid. 2° of 3°. ».

Art. 95. In Artikel 96, § 1, achtste lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 6 februari 2014, worden de woorden « met uitzondering van artikel D. 29-13, § 2, tweede lid, van Boek I van het Milieuwetboek. » ingevoegd tussen de woorden « Milieuwetboek » en « De duur van het gezamenlijk openbaar onderzoek ».

Art. 96. In artikel 176 van hetzelfde decreet, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2014, wordt het zevende lid aangevuld met de woorden « alsook de beroepen bedoeld in de artikelen 40 en 95 ».

HOOFDSTUK V. — Wijzigingen in het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen

Art. 97. Artikel 18, § 2, van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en het geschil inzake rechtstreekse gewestelijke belastingen wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« De gemeente of de vereniging van gemeenten is hoofdelijk verplicht tot de betaling van de verschuldigde belasting voor huishoudafval dat voor haar rekening ingezameld wordt. Zij kan de Dienst erom verzoeken voor die afval de plaats in te nemen van de belastingschuldige, in welk geval het haar toekomt de aangiften op te maken en zich van de belasting te kwijten. ».

Art. 98. In hetzelfde fiscaal decreet wordt tussen Hoofdstuk VI en Hoofdstuk VII een Hoofdstuk VIbis ingevoegd dat de artikelen 26/1 tot 26/4 inhoudt, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK VIbis. — *Belasting op de instellingen die de terugnameplicht uitvoeren*

Art. 26/1. Voor het kalenderjaar 2016 wordt ten gunste van het Waalse Gewest een belasting ingevoerd ten laste van de instellingen die voor de uitvoering van de terugnameplicht van de producenten zorgen krachtens artikel 8bis van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en waarvan de eigen fondsen en voorschotten op 31 december 2013 groter zijn dan de behoeften die nodig zijn voor de uitvoering van de terugnameplicht gedurende 24 maanden.

De behoeften bedoeld in het eerste lid worden berekend op basis van een gemiddelde van de werkingskosten over de vijf laatste boekjaren.

Art. 26/2. De grondslag van de belasting is de inning bij de verbruikers, uiterlijk 31 december 2013, van de bijdrage voor de financiering van de afvalbeheersverplichtingen.

Art. 26/3. Het bedrag van de verschuldigde belasting is vastgelegd op 5,22 % van de eigen fondsen van de belastingplichtigen zoals ze voorkomen in de voor het jaar 2013 goedgekeurde jaarrekeningen, vermenigvuldigd met het aantal inwoners in het Waalse Gewest en gedeeld door het aantal inwoners in België op 1 januari van hetzelfde jaar.

Art. 26/4. De belasting bedoeld in dit hoofdstuk kan niet doorberekend worden in de bijdragen ten laste van de verbruikers. »

Art. 99. In artikel 49 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de nummering « *Vibis* » ingevoegd tussen de woorden « hoofdstuk VI, » en de nummering « VII »;

2° in paragraaf 2, eerste lid, wordt de nummering « *Vibis* » ingevoegd tussen de woorden « hoofdstuk VI, » en « VII en IX ».

Art. 100. In artikel 50 van hetzelfde fiscaal decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2 wordt de nummering « *Vibis* » ingevoegd tussen de woorden « hoofdstuk VI » en « VII en IX »;

2° in paragraaf 2 wordt de nummering « *Vibis* » ingevoegd tussen de woorden « hoofdstuk VI » en « VII en IX ».

HOOFDSTUK VI. — *Wijzigings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 101. In artikel 34, § 1, eerste lid, 3^{de} streepje, van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, gewijzigd bij de wetten van 6 mei 2009 en 27 december 2012 en bij het decreet van 12 december 2014, vervallen de woorden « door de minister bevoegd voor dierenwelzijn aangewezen ».

Art. 102. Artikel D.155*bis* van boek 1 van het Milieuwetboek, ingevoegd bij het programmadecreet van 22 juli 2010, wordt aangevuld met de paragrafen 5, 6 en 7 luidend als volgt:

« § 5. Een overtreding van de tweede categorie wordt gepleegd door degene :

1° die op onwettelijke wijze afvalstoffen overbrengt in de zin van artikel 2, 35), van Verordening 1013/2006 van het Parlement en van de Raad van 14 juni 2006 betreffende de overbrenging van afvalstoffen;

2° de artikelen 3, 4, 5, 9, § 6, 10 tot 13, 15, 16, 17, 18, 19, 22, 27, 31, 32, 34, 35, § 4, 36, § 1^{er}37, 38, 39, 40, 41, 42, § 3, c) en 4, 45, 46, 2°, 3, en 49 van Verordening 1013/2006 van het Parlement en van de Raad van 9 juni § 6 betreffende de overbrenging van afvalstoffen overtreedt.

§ 6. Een overtreding van de tweede categorie wordt gepleegd door degene die de bepalingen overtreedt van artikel 1 van, en de bijlage bij Verordening 1418/2007 van de Commissie van 29 november 2007 betreffende de uitvoer, met het oog op terugwinning, van bepaalde in bijlage III of III A bij Verordening (EG) nr. 1013/2006 van het Europees Parlement en de Raad genoemde afvalstoffen naar bepaalde landen waarop het OESO-besluit betreffende het toezicht op de grensoverschrijdende overbrenging van afvalstoffen niet van toepassing is.

§ 7. Een overtreding van de tweede categorie in de zin van Verordening 1005/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 16 september 2009 betreffende de ozonlaag afbrekende stoffen wordt gepleegd door degene :

1° die gereguleerde stoffen produceert in overtreding van de verbodsbepalingen of de productiebeperkingen opgelegd bij of overeenkomstig de artikelen 4, 7, 8 en 11;

2° die gereguleerde stoffen gebruikt in overtreding van de verbodsbepalingen of de productiebeperkingen opgelegd bij of overeenkomstig de artikelen 5, 7, 8, 11, 12 en 13;

3° degene die gereguleerde stoffen recupereert of vernietigt in overtreding van de voorschriften opgelegd bij overeenkomstig artikel 22;

4° elk bedrijf dat de preventieve maatregelen opgelegd bij overeenkomstig artikel 23 miskent;

5° degene die artikel 17 van Verordening 1005/2009 overtreedt. ».

Art. 103. De aanvragen tot aansluiting van een gebouw op het openbare waterdistributienet en inzake watervoorziening van een gebouw die vóór de inwerkingtreding van dit decreet bij de verdeler ingediend worden, worden behandeld volgens de regels van kracht op de datum van indiening van de aanvraag.

Art. 104. Bij wijze van overgangsmaatregel, als het premiebedrag en de modaliteiten voor de berekening en de betaling ervan, bedoeld in artikel D.195, § 3, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, niet zijn vastgelegd door de Regering, is de aansluiting van een nieuw gebouw dat hoofdzakelijk voor individuele bewoning bestemd is in de zin van artikel 1 van de Waalse huisvestingscode en waarvoor een uitbreiding of een versterking van het openbare distributienet noodzakelijk is, volledig voor rekening van de aanvrager, met uitzondering van de uitbreiding of de versterking van de eerste vijftig meters, die voor rekening van de verdeler zijn.

Het gedeelte van de uitbreiding of van de versterking in of langs een private weg blijft evenwel volledig voor rekening van de aanvrager.

Art. 105. De « Société publique de gestion de l'eau » en de erkende saneringsinstellingen brengen hun statuten in overeenstemming met de bepalingen van dit decreet binnen een termijn van zes maanden, die ingaat op de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Overeenkomstig artikel D.331 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, worden de wijzigingen in de statuten van de « S.P.G.E. » eerst aan de Regering voorgelegd.

De erkende saneringsinstelling die haar statuten niet in overeenstemming brengt binnen de voorgeschreven termijnen, begaat een overtreding van derde categorie in de zin van deel VIII van het decretale gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek.

Art. 106. § 1. De publiek- of privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersonen die huishoudafvalwater zuiveren dat ze voortbrengen of voor behandeling ontvangen en die een vrijstelling of een vergoeding van de C.V.A. genieten, kunnen er tot 31 december 2021 voor kiezen die vrijstelling of vergoeding te blijven genieten of te worden onderworpen aan de betaling van de C.V.A. onder de voorwaarden die de Regering bepaalt.

De watervolumes opgenomen door de personen die een vrijstelling of een vergoeding van de C.V.A. genieten, worden niet meegerekend in de watervolumes bedoeld in artikel D.254, tweede lid.

§ 2. De Regering is bevoegd voor de bepaling van de maatregelen i.v.m. de overgangsperiode, met name :

1° de voorwaarden waaronder de zuiveringssystemen in overeenstemming worden gebracht om in aanmerking te komen voor het openbare beheer van de autonome sanering;

2° de modaliteiten om in aanmerking te komen voor de diensten van het openbare beheer van de autonome sanering;

3° de modaliteiten voor de controles, het onderhoud en de lediging van de individuele zuiveringssystemen die tijdelijk in aanmerking blijven komen voor een vrijstelling van de C.V.A.

Art. 107. Wat betreft de artikelen 87, 88 en 94 van dit decreet, worden de administratieve beroepen die voor de datum van inwerkingtreding worden ingediend, behandeld volgens de regels en de procedure van kracht op de datum van indiening ervan.

Art. 108. De duur van de milieuvergunning kan één keer verlengd worden indien die vergunning toegekend is in functie van de datum van verstrijken van een vergunning met betrekking tot een andere bestaande, in de nabijheid gelegen vestiging voor een termijn die op die datum van verstrijken afloopt. De verlenging mag niet betrekking hebben op de totale duur van de vergunning na afloop van de maximumduur bedoeld in artikel 50, § 1.

De Regering legt de procedure vast die van toepassing is op de datum van verlenging van een vergunning toegekend voor een inrichting zoals bedoeld in artikel 51, lid 2.

Art. 109. Artikel 89 van dit besluit is van toepassing op de vergunningsaanvragen ingediend na de inwerkingtreding van dit decreet.

De vergunningen met betrekking tot een windturbine, geldig of in behandeling voor de inwerkingtreding van dit decreet kunnen één keer verlengd worden voor de nog lopende maximumduur tussen de maximumduur die toegekend kan worden voor hun activiteit krachtens artikel 89 van dit decreet en de maximumduur van vijftwintig jaar bepaald in artikel 50, § 1, lid 1. De Regering bepaalt de modaliteiten en de procedure van toepassing op de verlengingsaanvraag.

Art. 110. De aanvragen voor milieuvergunningen voor een gemengd project betreffende de onroerende goederen bedoeld in artikel 109, lid 1, 1^o van het Wetboek die ontvankelijk en volledig zijn verklaard voor de inwerkingtreding van dit decreet worden verder behandeld op grond van de vigerende bepalingen op de datum van de beslissing waarbij de aanvraag ontvankelijk en volledig is verklaard.

De aanvragen voor stedenbouwkundige vergunningen voor een gemengd project betreffende onroerende goederen bedoeld in artikel 109, lid 1, 1^o van het Wetboek waarvan de ontvangstbevestiging of het ontvangstbericht dateren van voor de inwerkingtreding van dit decreet worden verder behandeld op grond van de vigerende bepalingen op de datum van de ontvangstbevestiging of het ontvangstbericht.

Art. 111. In afwijking van artikel 22 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, ingevoegd bij het decreet van 22 maart 2007, en wat de boekjaren 2013 tot 2016 betreft, mogen de toekenning en de betaling van de subsidies bedoeld in de artikelen 27 en 28 van hetzelfde decreet niet geweigerd worden aan de gemeenten waarvan de rekeningen voldoen aan de dekkingsvoet betreffende de prijs van het huishoudafvalbeheer bedoeld in artikel 26, § 1, van hetzelfde decreet, om de enige reden dat ze die voet niet bij de opmaak van de begroting hebben bepaald.

Art. 112. § 1. Dit decreet treedt in werking op de eerste dag van de maand na de datum van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, behoudens andersluidende bepaling.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, heeft artikel 41 van dit decreet gevolg op 1 januari 2016 en is het van toepassing op basis van de heffingen verricht in 2015.

Voor het jaar 2016 is het bedrag van de voorschotten voorzien krachtens artikel D.281 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, gelijk aan twintig procent van de helft van het bedrag van de laatste waterwinbelasting of bijdrage.

§ 3. In afwijking van paragraaf 1 wordt de datum van inwerkingtreding van artikel 79 van dit decreet door de Regering bepaald.

§ 4. In afwijking van paragraaf 1 heeft artikel 83 gevolg op 1 augustus 2015.

BIJLAGE

Bijlage III bij Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt

Milieulast "fokdieren"

	Categorie dieren	Coëfficiënt stikstof
Runderen	melkkoe	0.5538
	zoogkoe	0.4062
	reformkoe	0.4062
	andere runderen van meer dan 2 jaar	0.4062
	runderen jonger dan 6 maanden	0.0615
	vaars van 6 tot 12 maanden	0.1723
	vaars van 1 tot 2 jaar	0.2954
	stierkalf van 6 tot 12 maanden	0.1538
	stierkalf van 1 tot 2 jaar	0.2462
Schapen en geiten	schapen en geiten jonger dan 1 jaar	0.0203
	schapen en geiten jonger dan 1 jaar	0.0406
Paarden	paard	0.3446

	Categorie dieren	Coëfficiënt stikstof
Varkens	zeug	0.0923
	beer	0.0923
	mestvarkens en gelt	0.0480
	mestvarkens op biobeheerst strobed	0.0277
	biggetjes (4 tot 10 weken)	0.0117
Konijnen	voedsters	0.0222
	mestkonijn	0.0020
Pluimvee	vleeskip (40 dagen)	0.0017
	leg- of kweekkippen (343 dagen)	0.0037
	jonge hen (127 dagen)	0.0017
	fokhaan	0.0026
	eend (75 dagen)	0.0026
	gans (150 dagen)	0.0026
	kalkoense hen, kalkoense haan (85 dagen)	0.0050
	parelhoen (79 dagen)	0.0017
	kwartels	0.0002
	struisvogel en emoe	0.0185

Gezien om gevoegd te worden bij het decreet van 23 juni 2016 houdende wijziging van het Milieuwetboek, van het Waterwetboek en van verscheidene decreten inzake afvalstoffen en milieuvergunning (23)

Namen, 23 juni 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Namen, 23 juni 2016

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,
J-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen, de Stad, Huisvesting en Energie,
P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

—
Nota

(1) Zitting 2015-2016.

Stukken van het Waals Parlement, 484 (2015-2016) Nrs 1 tot 12.

Volledig verslag, plenaire zitting van 22 juni 2016.

Bespreking.

Stemming.